

# LA VIE ÉCONOMIQUE

DU SUD-OUEST

## DORDOGNE

Frédéric Liogier :  
un super-héros contre  
les termites !

## BÉARN

Business et spiritualité !

## PAYS BASQUE

Château de Brindos,  
le renouveau plébiscité

BERTRAND  
AUZERAL

Apiculteur en  
Lot-et-Garonne

L'abeille  
vit



## À la une

4 L'abeille vit

## Dordogne

10 Frédéric Liogier :

un super-héros contre les termites !

14 Lycée Claveille : d'hier et de demain

16 Nouvelles brèves

## Gironde

18 L'aéroport de Bordeaux étoffe son réseau

20 Nouvelles brèves

## Landes

22 Le retour du poney landais

24 Nouvelles brèves

## Lot-et-Garonne

26 Boucherie Talenton, la consécration

28 Nouvelles brèves

## Béarn

32 L'assistant comptable nouvelle génération

34 Business et spiritualité !

36 Nouvelles brèves

## Pays basque

38 Jack's Burgers

40 Château de Brindos, le renouveau plébiscité

42 Nouvelles brèves

## Hautes-Pyrénées

44 Femmes et entrepreneuriat :  
les patronnes sans fard

46 Véco International dans le top 3 national

49 Nouvelles brèves

## Le Cercle des Experts

52 Des retraites pour financer l'économie

## Tendances Business

56 Quelle reprise en Chine ?

58 Une agriculture sans agriculteurs ?

60 Les freins du processus de recrutement

## 62 Cinéma

## 65 Annonces Légales



# 56



# 62

**BERTRAND  
AUZERAL**

Apiculteur en  
Lot-et-Garonne

# L'abeille vit



Apiculteur professionnel et toujours aussi passionné par les abeilles et leurs mystères, Bertrand Auzeral vient de céder sa place de président du syndicat apicole « L'Abeille Gasconne » après 10 ans d'engagement. Ayant participé à la création du label national « Bee Friendly », il dresse le bilan d'une filière qui a profondément évolué au gré du réchauffement climatique et des attentes des consommateurs.

Par Mathieu DAL'ZOVO





“ « Les abeilles développent maintenant un comportement d'attaque en encerclant le frelon » ”

**La Vie Economique : L'année 2023 a démarré par un coup de tonnerre venu de Bruxelles. La Cour de Justice de l'Union européenne interdit désormais les dérogations pour l'utilisation des néonicotinoïdes, pesticides toxiques pour les abeilles : qu'en pensez-vous ? Est-ce une victoire pour vous ?**

**Bertrand Auzeral :** « On valide évidemment cette décision forte dans un secteur où l'agrochimie dicte sa loi ! Même si certains agriculteurs, les producteurs de bette-

raves, ne comprennent pas cette décision, je pense que ce sont des victimes, comme nous l'avons été nous les apiculteurs, après avoir été poussés dans une forme de facilité et par une trop grande assistance autour de l'utilisation de molécules potentiellement dangereuses. »

**LVE : Quelles solutions ont-ils face à cette décision soudaine ?**

**B. A. :** « Les alternatives existent et depuis 3 ans, ils devaient trouver des pistes... Parmi elles, la rotation de culture me semble la plus per-



## BERTRAND AUZERAL EN BREF

Avec ses 400 ruches de production et 250 essaims (1 500 colonies à gérer au total avec son associé), Bertrand Auzeral réalise 60 % de son chiffre d'affaires avec la production de miel, 30 % avec la pollinisation (location de ruches à des agriculteurs pour favoriser la pollinisation et, *in fine*, la biodiversité) et 10 % avec l'élevage. Malgré son allergie aux piqûres d'abeille, il est passionné par l'apiculture que pratiquait, en tant qu'amateur, ses parents et son grand-père.

Après avoir obtenu un BTS en machinisme agricole, il a découvert l'apiculture professionnelle lors d'un congrès à Mende en 2004.

Décidé à se lancer, il découvre qu'un ancien abattoir à volailles doté de matériels en inox est en vente sur sa commune de Pont-du-Casse.

Épaulé par d'autres apiculteurs, il démarre son activité dans ce nouveau local par de la vente de miel, de pollen et propolis puis la location de ruchers pour la pollinisation. Il a participé à la création du label « Bee Friendly » présenté en 2014 au salon de l'Agriculture aux côtés du ministre Stéphane Le Foll. « J'ai participé aux premiers travaux et cela nous a ouvert la porte du monde viticole avec un premier partenariat signé auprès des Vignerons de Buzet. »

© Louis Plaquemil - La Vie Économique



© D.R.

“ « Les agriculteurs ont évolué et beaucoup sont conscients des dangers et de l'impact des pesticides » ”

tinente. Il faut désormais sortir de ce schéma productiviste et cette décision européenne commence à mettre un coin dans l'industrie de l'agriculture. On travaille avec du vivant alors comment faire évoluer nos modèles économiques en fonction de ça ? C'est l'enjeu d'aujourd'hui et demain pour l'agriculture. »

**LVE : Le lien et les échanges existent entre apiculteurs et agriculteurs ?**

**B. A. :** « Je me suis installé en 2006 à la fin des grosses héca-



tombes liées aux pesticides utilisés dans le traitement des semences de tournesol (Gaucho et Régent sont aujourd'hui interdits en France).

Les néonicotinoïdes ont décimé une bonne partie des cheptels d'abeilles en France mais notre filière a su retrouver un bon niveau de production dès l'interdiction actée en 2004. On aurait dû à ce moment-là communiquer un peu plus avec le grand public et les agriculteurs. Cela n'a pas arrangé un climat de défiance qui existait déjà entre nous et les agriculteurs, c'est dommage. »

**LVE : En 10 ans, il y a eu beaucoup de changements dans le monde agricole ?**

**B. A. :** « En 2014, il était compliqué de parler du label « Bee Friendly » mais aujourd'hui il est très implanté et tout le monde en parle. Les agriculteurs ont évolué et beaucoup sont conscients des dangers et de l'impact des pesticides. Il y a une vraie volonté de changer de modèle pour répondre aussi aux attentes des consommateurs. »

**LVE : Comment se porte la filière apicole en Nouvelle-Aquitaine ?**

**B. A. :** « En 2000, nous étions la 2<sup>e</sup> région en production de miel derrière le Sud-Est. Aujourd'hui, et en raison du réchauffement climatique, les régions du nord produisent plus que nous ! En Nouvelle-Aquitaine, comme dans le Sud-Est, nous subissons depuis 5 ans les aléas climatiques marqués par des hivers doux et des gelées tardives sans parler des sécheresses estivales. L'importance des chocs thermiques crée des déficits hydriques, la plante ne monte pas en nectar et n'attire donc pas les pollinisateurs pour remplir leur rôle de dissémination des pollens. »



« Les néonicotinoïdes ont décimé une bonne partie des cheptels d'abeilles en France mais notre filière a su retrouver un bon niveau de production »

**LVE : Quelles sont alors les solutions possibles face au changement climatique ?**

**B. A. :** « La diversité des productions agricoles, imposée aujourd'hui par la PAC, pour plus de rotation des cultures afin d'enrichir la terre et éviter les monocultures ! Que les délaissés fonciers puissent être mis en floraison mellifère et pollénifère, replanter des haies et des arbres, recréer des corridors écologiques, remettre du lien entre les éléments du paysage, que les collectivités locales décident d'arrêter de faucher les bordures de routes ... Chez nous (Bee Friendly) on utilise cette expression : du ver de terre à l'abeille ! Tout est lié et je milite pour plus de diversité mais aussi plus de ruches sédentarisées au milieu des autres cultures. En plus de favoriser la biodiversité, et donc enrichir la terre, cela nous permettrait de vendre un miel avec une

histoire derrière. Il y a une oreille attentive dans le monde agricole, je reste optimiste. »

**LVE : Et en Lot-et-Garonne, comment se porte la filière apicole ?**

**B. A. :** « Le congrès européen en 2012 a permis d'ouvrir de nouvelles voies de développement comme le rucher école, ouvert au lycée agricole de Sainte-Livrade, qui forme en moyenne une trentaine de personnes chaque année à l'apiculture et dont deux en moyenne deviennent des professionnels. En Lot-et-Garonne, il y a près de 40 apiculteurs professionnels et de plus en plus d'amateurs. Depuis quelques années, on voit des petites associations qui se montent pour créer des ruchers municipaux dans leur ville, partager des conseils entre passionnés ou se lancer dans une miellerie ambulante. »



### LVE : Sur le front de la lutte contre frelon, quelles sont les avancées ?

**B. A. :** « Sans être chauvins, nous avons été là aussi précurseurs en Lot-et-Garonne en lançant un plan de lutte collective repris ensuite au niveau national. Il s'agit de piéger les reines au printemps pour diminuer la prédation l'été. Nous incitions ainsi les particuliers à poser des pièges, si des nids ont été détectés l'été précédent, avec des trous de 5 mm pour laisser passer les autres insectes. À l'automne, nous détruisons les nids autour des ruchers avec des perchistes spécialement formés. Et puis les abeilles développent maintenant un comportement d'attaque en encerclant le frelon pour faire monter la température et le tuer. Il y a aussi une autre stratégie pour les plus grosses colonies qui continuent leur activité comme si de rien n'était en acceptant les pertes. »



### LVE : Vous qui vivez au milieu des abeilles, elles vous étonnent encore ?

**B. A. :** « Elles nous apprennent quelque chose de nouveau tous les jours et nous font nous remettre en question en permanence, surtout depuis que je pratique l'élevage ! Avec mon associé Guillaume, nous faisons de l'élevage de reines afin d'avoir des colonies avec une génétique particulière à partir d'une sélection selon la rusticité, productivité, capacité à faire des réserves, la douceur pour ne pas qu'elles soient trop agressives... Pour y par-

### BEE FRIENDLY EN BREF

Créée en 2014, l'association Bee Friendly réunit tous les acteurs autour des insectes pollinisateurs, représentés par l'Abeille en tant qu'ambassadrice : apiculteurs, experts des pollinisateurs, agronomes, experts de la biodiversité. La mise en place d'un label national permet d'accompagner, encourager et enfin valoriser les agriculteurs soucieux de protéger les pollinisateurs. Aujourd'hui, l'association, qui poursuit sa croissance, regroupe plus de 2 000 agriculteurs et représente plus de 10 000 hectares.

venir, nous faisons entrer du sang neuf dans nos colonies, selon la composition de notre cheptel, mais nous pratiquons aussi de l'insémination artificielle pour stabiliser les gènes. Avec l'élevage, nous montons en compétences dans la tech-

nicité pour avoir des abeilles adaptées au territoire et un maximum de productivité. Mais l'abeille n'est pas un mammifère et possède une diversité génétique très importante (il faut ainsi 8 mâles pour féconder une reine).

C'est une activité compliquée, mais passionnante, et un nouveau challenge pour nous avec l'ambition de faire naître des colonies d'abeilles capables d'amasser du miel et de s'adapter aussi aux nouvelles conditions météo marquées par des étés très chauds. On cherche donc des abeilles capables de s'autogérer et de gérer leurs réserves sans l'aide humaine. On n'est pas des apprentis sorciers et y a des milliers de possibilités ! L'avantage, c'est que la filière apicole française travaille en open source et partage gratuitement, ce qui n'est pas le cas dans d'autres secteurs, les données entre apiculteurs professionnels et passionnés d'abeilles. » ■



# Frédéric Liogier

# Un super-héros

# contre les termites !

Le détermiteur périgourdin Frédéric Liogier (également éminent président de la Capeb Dordogne) dynamite le monde des termites avec une campagne de communication décapante !

Par Léontine AMART

**E**n n u y e u x , le monde des termites ? Frédéric Liogier, le patron de l'entreprise éponyme implantée à Annesse-et-Beaulieu, vient de prouver le contraire avec une campagne de communication décapante. Avec un talent certain pour la comédie, le professionnel du détermitage y apparaît sous les traits d'un colosse vert à la poigne de fer ou ceux d'un valeureux chevalier parti en croisade contre les termites et les capricornes.

Derrière cette double métamorphose, une signature, celle de Jacques Guimbaud, le fondateur de l'agence de communication Comparici basée dans le Bergeracois. C'est lui qui a convaincu Frédéric Liogier de poser dans les habits des super-héros de son enfance. « Un jour, mon petit-fils Baptiste m'a comparé à Superman au motif que je protégeais la maison des gens.

J'ai partagé cette anecdote avec Jacques Guimbaud qui m'a proposé de devenir un super-héros le temps d'une publicité. J'ai dit banco ! », explique le détermiteur qui a donné carte blanche aux studios de Comparici.

## LOUFOQUE MAIS EFFICACE

Le résultat est loufoque mais efficace. « En bien ou en mal, tout le monde en cause ! », constate Frédéric Liogier, pas peu fier d'avoir réussi à mettre en lumière le métier parfois ingrat de détermiteur. « Quand vous intervenez dans une maison pour la traiter contre les termites, le client vous remercie, mais il est rare qu'il vous complimente sur la beauté de votre travail, chose qu'il fera plus

spontanément avec un menuisier ou un ébéniste », s'épanche le professionnel du détermitage. « Cette campagne, c'est ma façon à moi de dire que notre travail est aussi beau. »

L'artisan n'en est pas vraiment à son premier coup d'essai. Enclin à se mettre en scène, il a déjà participé il y a quelques années à l'émission « Au secours, ma maison s'écroule » diffusée sur M6. « Mon équipe et moi-même avons déniché la maison pour la production du programme et joué notre propre rôle sur le tournage qui a eu lieu à Saint-Pardoux-la-Rivière, dans le nord de la Dordogne. La première émission a connu un beau succès d'audience, malgré sa diffusion en deuxième partie de soirée. « Au-delà du divertissement, les spectateurs ont eu un aperçu de notre travail qui est aussi pénible qu'il peut être noble. »

## TYPIQUEMENT DANS L'HUMAIN

Éradiquer les nuisibles, ce n'est pas seulement faire des trous dans une charpente et appliquer les produits indiqués. C'est aussi aider des populations plus en difficultés que d'autres à repartir du bon pied. « Nous intervenons, à la demande des organismes de tutelle, dans les appartements où un entretien défaillant a pu contribuer à l'apparition de blattes, de punaises de lit ou encore rongeurs », indique

“ « Cette campagne, c'est ma façon à moi de dire que notre travail est aussi beau » ”



**FRÉDÉRIC  
LIOGIER**

© Loïc Mazalrey

le professionnel du détermitage. « On sait dans ces cas-là qu'on apporte plus qu'une simple prestation de service et qu'on est typiquement dans l'humain. »

L'humain, c'est probablement ce qui a motivé Frédéric Liogier à faire toute sa carrière dans le monde pas toujours très sexy des termites. Il avait vingt ans lorsqu'il a poussé la porte d'une entreprise de détermitage en Charente-Maritime. « Mon épouse et moi-même venions d'avoir notre premier enfant, je n'avais pas d'autre choix que celui de trouver un boulot. Un copain m'a dit que le secteur recrutait. J'ai signé mon premier CDI avec une boîte de Rochefort. »

### **CONTRAT DE CONFIANCE**

À l'aise dans les relations humaines, Frédéric Liogier devient rapidement conseiller en clientèle et obtient sa mutation dans l'une des agences du groupe basée en Dordogne. Mais l'aventure tourne court. « J'ai appris la liquidation de ma société dans la presse », se rappelle le détermiteur qui se retrouve au pied du mur. « Avec les 30 000 francs d'indemnités que j'avais reçu, ma femme et moi avons pris le risque de monter notre propre entreprise. Nous l'avons baptisée de notre nom pour marquer notre engagement vis-à-vis de la clientèle. C'était en quelque sorte un contrat de confiance passé avec elle. »

Les bases juridiques de la société sont jetées en 1994. Les époux Liogier se lancent seuls dans l'aventure et ne tardent à pas s'imposer comme des acteurs incontournables du marché du détermitage départemental. L'effectif s'étoffe d'une année sur l'autre, sans pour autant grossir trop vite avec démesure. Le couple de jeunes entrepreneurs tient avant tout autre chose à préserver le caractère artisanal de leur entreprise. « On a acquis une belle réputation et on la soigne », souligne Frédéric Liogier, qui « a la chance » de travailler avec cinq collaborateurs fidèles à la société depuis longtemps.





## “ L’entreprise Liogier s’est tournée vers l’innovation et les alternatives aux produits biocides ”

### QUALITÉ DU TRAITEMENT

Autre point déterminant, la certification de l’entreprise par l’institut technologique FCBA et son pôle bois. C’est la seule en Dordogne à avoir adhéré à cet organisme de contrôle de dimension nationale. « Les professionnels sont libres d’y adhérer ou pas, mais c’est un gage de sérieux que d’en être », glisse Frédéric Liogier. Pour décrocher

sa certification et être sûr d’obtenir son renouvellement annuel, l’entreprise doit montrer patte blanche. Des choix de produits au diagnostic en passant par les devis et les méthodes de traitement, tout est passé au crible par des experts. « On a même droit à deux visites par an. Des professionnels du FCBA se rendent avec nos équipes chez des clients pour s’assurer de la qualité du traitement réalisé sur les charpentes », précise le chef d’entreprise. En cas

d’avis mitigé, « on fait les rectifications qui s’imposent. L’objectif est de progresser tous ensemble dans notre approche du métier ».

### LE SENS DE L’INNOVATION

Nul ne s’étonnera de voir que l’entreprise Liogier soit tournée plus qu’une autre vers l’innovation et les alternatives aux produits biocides traditionnellement utilisés pour le traitement des nuisibles. L’une d’elle a déjà trouvé sa place dans l’éventail des prestations proposé par la maison : il s’agit du traitement des bois contre les insectes à larves xylophages par la chaleur, directement au cœur des zones infestées. « Cette méthode nous vient d’Europe du Nord et elle est très prometteuse », souligne Frédéric



Liogier, qui participe activement à son déploiement en France. « Je préfère essayer les plâtres et être devant, au bénéfice de nos marchés et de nos clients », assume-t-il avec fierté.

### PAS DE FORMATION POUR LES DÉTERMITEURS

Il n'existe à ce jour pas de formation pour devenir détermiter. Mais cela pourrait évoluer sous l'influence de Frédéric Liogier qui s'investit depuis plusieurs années à la tête de la Capeb de la Dordogne et au sein des instances nationales du syndicat. « Les professionnels du détermitage sont des travailleurs du bâtiment à part entière et je me bats, en tant que président de la Capeb, pour sa reconnaissance dans le monde économique. » ■

— Il vous protège depuis 1994 —

**TERMITES • CAPRICORNES**

**BLATTES • RONGEURS  
FRELONS • PIGEONS**

**PUNAISES DE LIT  
PUCES • FOURMIS**

**TRAITEMENT  
DES MURS  
ANTI-HUMIDITÉ**

**LIOGIER**  
Frédéric

**05 53 07 42 40**

**www.liogier-determitage.fr**

© Studio de Création Com'par'ici

© Loïc Mazalrey

# Lycée Claveille

# D'hier et de demain

L'amicale des anciens du lycée Albert-Claveille se réunit le 25 mars à Périgueux : il s'agira de la 90<sup>e</sup> édition de l'assemblée générale. L'occasion de se souvenir, mais aussi de regarder l'actualité de ce lycée des arts, sciences et technologies.

Par Suzanne BOIREAU-TARTARAT

**R**egarder en arrière, c'est d'abord évoquer le parcours du ministre Albert Claveille qui a donné son nom à l'établissement : cet ingénieur des Ponts et Chaussées, né à Mouleydier en 1865, a été ministre des Travaux publics et des Transports de 1917 à 1920. Mais avant cette reconnaissance de la III<sup>e</sup> République, il a œuvré sur les ouvrages hydroélectriques de Dordogne ; on lui doit surtout le barrage de Tuilières, près de son village natal. Pendant la guerre, il fut aussi l'un des promoteurs de l'installation de la poudrerie à Bergerac, pour éloigner du front les usines d'armement.

Le lycée d'origine, dans le quartier Saint-Georges, a déménagé dans les années 1930 rue Victor-Hugo, dans l'ancien grand séminaire élevé au XIX<sup>e</sup> dans le style néo-classique des boulevards de Périgueux.



## LYCÉE GÉNÉRAL ET TECHNOLOGIQUE

L'amicale de 330 membres, présidée par Jean-Claude Brouillaud, réunit d'anciens élèves (avec des noms connus dans le paysage économique local) qui se souviennent de « l'esprit » Claveille, de l'époque où le lycée est devenu mixte, des compétitions sportives et mathématiques avec le lycée de garçons Bertran-de-Born, des bizutages... De quoi souder les anciens

de « La Prof » comme on désignait alors ce lycée professionnel d'un niveau relevé : un regard sur une copie de 4<sup>e</sup> donne des sueurs froides aux meilleurs élèves du moment.

Le sociologue François Dubet, ex-directeur d'études à l'EHESS puis professeur à Bordeaux II, est passé par Claveille, et bien d'autres anciens ont aussi tracé leur route hors carrières technique et mathématique. L'amicale se tourne plus volontiers vers l'avenir que vers les souvenirs, ses membres ouvrent leur carnet d'adresses pour aider des jeunes à trouver des stages ou des hébergements ; et leur portefeuille pour soutenir l'achat de matériel, l'organisation de voyages ou la caisse de solidarité aux élèves en difficulté.

## INGÉNIERIE INDUSTRIELLE ET AUTOMOBILE

Le lycée d'aujourd'hui, c'est Philippe Loseille, directeur délégué aux formations professionnelles et technologiques, qui en parle avec enthousiasme en faisant visiter les ateliers. Un éventail d'une soixantaine de métiers s'ouvre aux jeunes scolarisés à Claveille, avec des bacs technologiques très courus comme Sciences et technologies du design et des arts appliqués ou Sciences et technologies de l'industrie et du développement durable, et un bon niveau au bac général dans les spécialités scientifiques, qui ouvrent la voie aux classes prépa aux grandes écoles.

La maintenance des véhicules et motos est une importante spécialité de Claveille, avec 150 élèves en Bac pro (pour travailler en atelier) et 60 en BTS (pour devenir chef d'équipe). Dans l'immense garage, où on se spécialise aussi dans la motorisation toutes énergies, les compétences glissent progressivement vers les modèles électriques. Un partenariat avec des casses automobiles permet de travailler toutes sortes de modèles, et c'est grâce à Stellantis que l'atelier bénéficie du don de véhicules Citroën et de l'accueil de jeunes en stages.



“ La maintenance des véhicules et motos est une importante spécialité de Claveille, avec 150 élèves en Bac pro et 60 en BTS ”

## FORTE ATTENTE DANS L'AGROALIMENTAIRE LOCAL

Le BTS Conception des Processus de Réalisation de Produits (commandes numériques) est un passeport dans le domaine de l'usinage et du contrôle des pièces mécaniques de l'aéronautique, l'automobile, le médical... Les jeunes abordent le dessin 3D, le choix de stratégie d'usinage pour améliorer la coupe, et toutes attentes sur de petites ou grandes séries en tournage-fraisage.

Le BTS Électro Technique (électricité, automatisme et informatique industrielle) n'accueille que 17 étudiants pour une capacité de 30 alors que des entreprises de l'agroalimentaire comme Fromarsac, Mademoiselle Dessert ou Saint-Michel sont ultra-preneuses de ce type de compétences pour la maintenance de leurs machines automatisées. On trouve ici un matériel comparable à ceux utilisés dans la plupart des lignes de production, pour assurer la programmation et travailler à l'optimisation du processus.

Le BTS Architectures en Métal Conception et Réalisation, accessible aussi en alternance depuis 5 ans, rencontre l'intérêt de sociétés de construction métal comme Barconnière, à Nontron. Les étudiants apprennent ici l'approche du métier dans son intégralité, du bureau d'études au chargé d'affaires.

Toutes ces filières recrutent, de l'aéronautique au nucléaire en passant par l'automobile et la domotique : ces profils sont très attendus à la sortie, à commencer par des entreprises locales du bâtiment, de l'automobile ou de l'électrotechnique industrielle. ■



**PHILIPPE  
LOSEILLE,**  
directeur délégué  
aux formations  
professionnelles  
et technologiques  
du lycée Claveille



© Shutterstock

## Saint-Jean-d'Eyraud **MARQUE & MOD AU SALON PREMIÈRE VISION**

Le salon Made In France Première Vision, les 29 et 30 mars à Paris, est dédié à la valorisation des savoir-faire de l'industrie française (confection, accessoires, tissus, cuirs). Il réunit 120 exposants ou fabricants et accueille 2 700 visiteurs, en lien avec l'Institut Français de la Mode. La Nouvelle-Aquitaine participe pour la première fois à cet événement professionnel et y entre en force au regard de sa filière cuir, luxe, textile et métier d'art (c'est la seule région à avoir une feuille de route en France) avec 11 entreprises. Parmi elles, on compte Marque & Mod de Saint-Jean-d'Eyraud. Cet atelier « flou et grand flou » de mode féminine haut de gamme est l'un des quatre sites du façonnier Jean-Yves Bohère.



## Périgueux **RENCONTRE DÉDIÉE À L'EMPLOI PARTAGÉ**

Depuis 1985, la loi créant des groupements d'employeurs autorise différentes structures à s'accorder pour partager les compétences d'un ou plusieurs salariés mis à disposition par cette structure qui devient à la fois vivier de compétences pour les adhérents et outil de stabilisation professionnelle pour les salariés. Et la Loi Hamon de 2014 les a intégrés dans l'Économie Sociale et Solidaire. Une rencontre est proposée lundi 27 mars à 14 h à l'espace culturel François Mitterrand avec AGE&CO et COÆQUO, deux associations qui sont chacune groupement d'employeurs et organisent la mise à disposition de personnel entre des structures créatives de Nouvelle-Aquitaine. Ce temps d'information permettra d'appréhender le fonctionnement et les possibilités dans le domaine de la production et de la diffusion.

© Shutterstock



## Dordogne ÉNERGIES ET AGRICULTURE : PRODUCTION ET ÉCONOMIES

La Chambre d'agriculture, avec la Fédération départementale des CUMA, organise une journée énergie mardi 28 mars, de 9 h à 16 h 30 à l'amphithéâtre du Pôle Interconsulaire de Coulounieix-Chamiers. Fil conducteur : les différents leviers de production et d'économie d'énergie, aujourd'hui et demain. Il sera question du contexte mondial de l'énergie et de l'impact local, de la réglementation, des différents axes de production d'ENR pour les exploitations (rentabilité actuelle du photovoltaïque sur toiture, intérêt de l'autoconsommation, agrivoltaïsme), pistes d'économies d'énergie...), sans oublier la méthanisation et la valorisation du BioGaz (rentabilité actuelle des projets).

**Programme complet sur**  
[dordogne.chambre-agriculture.fr](http://dordogne.chambre-agriculture.fr)



**L'Énergie d'aujourd'hui et de demain en Dordogne**

Mardi **28 mars** 2023

de 9h à 16h30  
Pôle Interconsulaire

PHOTO : RÉSEAU CHAMBRES AGRICULTURE - CUMA DORDOGNE

© D. R.



## Boulazac PORTES OUVERTES À LA CHOCOLATERIE JOSEPH

La chocolaterie Joseph, dont le commerce est basé en centre-ville de Périgueux, organise une journée portes ouvertes dans son atelier, à Boulazac, samedi 25 mars (10 h - 18 h, 13 rue Alfred-Nobel). Ce sera l'occasion de rencontrer Frédéric Joseph et son équipe, pour découvrir les coulisses du savoir-faire réputé de la maison. Démonstrations, dégustations et vente sont bien sûr prévues sur place, en prélude aux fêtes chocolatées de Pâques.

# L'aéroport de étouffe son réseau

En annonçant l'arrivée de 13 nouvelles lignes (dont 3 inédites), 92 destinations et 700 000 passagers supplémentaires attendus en 2023, l'aéroport de Bordeaux-Mérignac continue sa reconstruction post Covid. Le 8<sup>e</sup> aéroport français prévoit de retrouver en 2027 le niveau d'activité enregistré en 2019.

Par Nathalie VALLEZ

**A**vec 5,7 millions de passagers en 2022, l'aéroport de Bordeaux-Mérignac continue de reconstruire son réseau. Lors d'une conférence de presse, son directeur, Simon Dreschel, a fait part des ambitions de son équipe pour les années avenir : 6,4 millions de personnes sont attendues en 2023. Son développement stratégique prévoit d'atteindre 7,8 millions de personnes en 2027, soit l'équivalent de 2019, l'année de référence. « C'est un développement raisonné », confirme Simon Dreschel.

## 3 DESTINATIONS INÉDITES

L'aéroport propose ainsi 128 liaisons directes dont 13 nouveautés. La plupart sont des renforts ou des reprises de lignes momentanément interrompues : Copenhague (Norwegian), Munich (Lufthansa) Düsseldorf, Hambourg, Héraklion et Calvi (Volotea), Djerba et Tunis (Nouvelair), Venise (Ryanair), Toulon (easyJet), ainsi que 3 nouvelles lignes inédites : Eindhoven (Transavia), Stuttgart (Volotea) et Paphos - Chypre (Ryanair). « Cela représente une augmentation de 12 % du nombre de sièges », remarque Simon Dreschel. 24 compagnies aériennes desservent l'aéroport de Bordeaux-Mérignac, dont une nouvelle, Transavia, et une de retour, Nouvelair.

## HUBS VERS L'INTERNATIONAL

Simon Dreschel a présenté les axes forts de développement des lignes. L'aéroport soigne son maillage avec les hubs intercontinentaux afin de faciliter les destinations long-courriers. 11 hubs sont actuellement accessibles depuis Bordeaux : Amsterdam, Barcelone, Bruxelles, Casablanca, Francfort, Istanbul, Madrid, Munich, Montréal, Paris Charles-de-Gaulle, Zurich et Dublin. L'aéroport entend développer sa connectivité avec l'Afrique et le continent américain.



**SIMON DRESCHEL,**  
directeur de l'aéroport  
de Bordeaux-Mérignac

# Bordeaux



24  
**33**  
Gironde  
40  
47  
64  
65

© Shutterstock

“ « Simon Dreschel n’a pas caché son ambition de développer une ligne directe vers New York » ”

## PAS PLUS DE 70 % DE LOW COST

Le directeur de l’aéroport a également fait part de sa volonté de garder l’équilibre entre les vols low cost et traditionnels. Trois compagnies low cost (easyJet, Ryanair et Volotea) assurent actuellement près de 70 % du trafic. Un seuil à ne pas dépasser, accompagné d’une diversification du portefeuille de compagnies. L’équipe privilégie également les segments à forte valeur ajoutée. Elle cible les compagnies qui desservent les hubs (Air France, KLM, Lufthansa, IAG, Turkish Airlines) et se prépare à développer de nouveaux marchés vers l’Union européenne (en particulier l’Allemagne, la Scandinavie et l’Est), les Caraïbes, l’Amérique du Nord, le Proche et Moyen-Orient, l’Afrique du Nord et de l’Ouest.

## L’AÉROPORT EN CHIFFRES

**128** lignes  
**92** destinations  
**13** nouvelles lignes  
**24** compagnies  
**2** nouvelles compagnies :  
Transavia et Nouvelair  
**23** pays desservis  
**12 %** de sièges supplémentaires

## BORDEAUX – NEW YORK

À ce propos, Simon Dreschel n’a pas caché son ambition de développer une ligne directe vers les États-Unis, à commencer par New York : « Nous recherchons un partenaire, en effet », a-t-il confirmé, « c’est un beau dossier », précisant au passage que l’A321neo serait tout adapté : « C’est un avion compact qui permettrait de faire du long-courrier et de traverser l’Atlantique, tout en étant adapté à notre volume de passagers ». Une nouveauté pour 2024 ? ■



© D.R.

Promo REA 2023

## Nouvelle-Aquitaine 27 NOUVEAUX LAURÉATS POUR LE RÉSEAU ENTREPRENDRE®

Alors qu'il fête en 2023 ses 27 bougies sur le territoire, le Réseau Entreprendre® Aquitaine (REA) accompagne cette année 27 entreprises. Plus de reprises, plus de lauréates, les tendances de cette année sont dans l'air du temps. Déborah Ducamp (Wine Protect), Clara Deleuze et Sébastien Donnadiou (On divorce), Antoine Du Masle (Anima Motocycles), Damien Engemann et Tom Bernat (Sylphaero), Adrien Paliniwicz (Prometal Polissage), Théo Lassalle (Mana Organic), Nathalie Giraud et Bastien Carretier (Gimmic Design), Sarah Boyeldieu et Eugénia De Maistre (Studio Primitif), Fabien Villaume (EVA Bordeaux), Nicolas Laurent (Sit Up), Solène Lier et Karine Villey (Artflo), Grégoire Baggio et Thomas Robert (Elemate Technologies), et Louis Ducarre (Les Lavandières d'Aquitaine) sont lauréats dans la catégorie Création. Tristan de la Chevasnerie (Agence Pierrot), Laurent Gaillard (Adventice), Nicolas Patris (Matisa), Julien Lannuzel et Sébastien Roche (ASE SEREM), Nicolas Sudre (Les Jardins d'Eden), Christian Dussaut (Desjoyaux Libourne), Fabrice Martinez (Souslikoff) composent les lauréats de la catégorie Reprise.



© D.R.

## Viticulture LA RÉGION ACCOMPAGNE 103 ENTREPRISES AU PROWEIN DÜSSELDORF

Véritable rendez-vous des professionnels du vin et des spiritueux, le ProWein de Düsseldorf réunit chaque année plus de 6 500 exposants du monde entier (plus d'une cinquantaine de pays) et ouvre ses portes à près de 60 000 visiteurs venus d'une centaine de pays. Pour sa nouvelle édition, du 19 au 21 mars, l'Agence de l'Alimentation Nouvelle-Aquitaine (AANA) accompagne 103 entreprises régionales, qui seront réparties sur 1 000 m<sup>2</sup> dans 3 halls différents : le Hall 10 consacré aux vins français, le Hall 13 pour les spiritueux et le Hall 7 rassemblant les brasseries, cidreries et distilleries artisanales. Parmi elles, les Vignerons Réunis de Monségur, Château Pierrail, Vignobles Raguénot, Château Les Eyssards, Couleurs d'Aquitaine... sont des habitués du salon. D'autres, comme Château Jolys, Distillerie de Chez Sabourin, Château Martet, Ampéridaé, découvriront ProWein. Pour renforcer leur visibilité auprès des acheteurs, l'AANA a mis en place deux espaces de communication dédiés : une borne digitale destinée à effectuer des recherches en fonction des zones de production, des appellations régionales ; et un espace « découverte des vins et des spiritueux de Nouvelle-Aquitaine », avec la possibilité de déguster librement plus de 70 références, classées en fonction de leurs caractéristiques.

### Evolution du nombre de projets et d'emplois

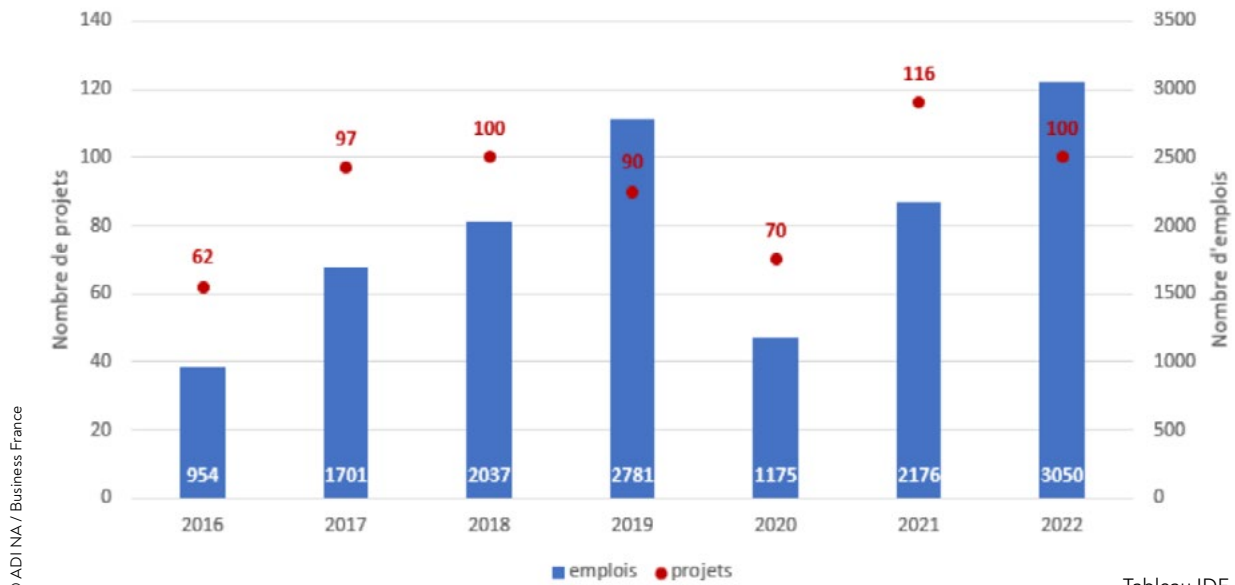


Tableau IDE NA

## Nouvelle-Aquitaine LA RÉGION A ATTIRÉ LES INVESTISSEURS ÉTRANGERS EN 2022

Après le rebond post-covid de 2021, la Nouvelle-Aquitaine est parvenue à maintenir un niveau d'investissements directs étrangers (IDE) élevé en 2022, dans la lignée des bons résultats de 2017-2019. Une centaine de projets ont attiré les investisseurs étrangers sur le territoire, dont la moitié en Gironde, représentant 3 050 emplois annoncés. 40 % de ces investissements correspondent à des réinvestissements sur des sites existants. Plus d'un quart des projets soutenus concernent l'industrie productive, le secteur de la santé générant le plus d'emplois (226). 18 autres projets sont des créations de centres de décision ou des investissements de R&D. Ces investissements ont été réalisés par 18 pays, Allemagne en tête (18 projets), suivie des Pays-Bas (15 projets), du Royaume-Uni (14 projets) et de l'Italie (12 projets). Hors d'Europe, ce sont les États-Unis et le Canada qui investissent le plus dans la région.



**THÉO  
 DUHEM**  
 cofondateur de  
 Tenors

### Bordeaux ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR : TENORS RECRUTE

« Notre ambition est assez simple : libérer le partage des connaissances ! », lance dans un communiqué Théo Duhem, cofondateur de la start-up Tenors. Spécialisée dans la mise en relation entre des intervenants experts et des écoles d'enseignement supérieur, l'entreprise créée en 2020 et dont le siège social se trouve à Lille ouvre 3 postes à Bordeaux pour la rentrée prochaine. Un développeur, un business developer et un responsable marketing et communication doivent rejoindre l'équipe de 10 personnes déjà en place en Gironde. Leur rôle : animer un réseau de 10 écoles clientes et de 1 561 intervenants à la recherche d'une mission. « Faire grandir l'équipe à Bordeaux a du sens pour nous : les écoles sont nombreuses et ont été nos premières clientes ! (...) Nous souhaitons vraiment continuer à développer nos services, parce que l'enseignement est sacré pour nous », affirme Théo Duhem, dont l'équipe bordelaise est installée à la Halle Héméra.

# Le retour du du poney landais

Robuste, sportif et très endurant, l'équidé emblématique des barthes landaises voit sa population augmenter peu à peu. Un travail de sauvegarde de longue haleine par des éleveurs passionnés.

Par Julie DUCOURAU

**B**ien sûr, il y a les stars landaises, les blondes d'Aquitaine, qui participent au Concours général agricole du Salon international de l'agriculture (SIA) de Paris, dans le hall 1 très couru du Parc des expositions avec ses vaches, cochons ou moutons de toutes races. Et puis, au milieu du hall 6 dédié aux équidés, bien plus calme, voilà deux poneys landais, juste à côté des ânes du Poitou : Grazia de L'Osse venue de Laressingle (Gers) et Idylle de l'Aurore de la Landaise Floriane Bellettini, qui a terminé 6<sup>e</sup> du trophée inter-race des chevaux et poneys de territoire du SIA. Sur la carrière de présentation, les petites juments ont notamment été en démonstrations de saut d'obstacles, au côté de pottocks, toujours plus renommés vu leur présence bien visible dans les montagnes basques.

## DANS TOUTES LES DISCIPLINES

Mais dans le milieu des clubs d'équitation, le poney landais, toisant de 1,18 à 1,48 m, acquiert peu à peu une petite notoriété même s'il reste encore mal connu. « C'est un poney rustique et sportif, très malin et capable de suivre plusieurs disciplines (concours complet, dressage, horse-ball, attelage...) », explique Floriane Bellettini, éleveuse à Ondres et Saint-Vincent-de-Tyrosse où elle est aussi jardinière pour la commune.

Elle fait partie de la dizaine d'éleveurs passionnés par la réhabilitation de cette race ancienne en activité dans les Landes, à Rivière, Saubusse, Orx, Saint-Julien-en-Born ou Brassempouy. « J'ai un jour fait un stage chez un éleveur de Saubusse et je suis tombée amoureuse de cette race », dit la jeune femme qui a aujourd'hui 10 poneys landais, deux étalons pour trois à quatre naissances chaque année, elle qui aimerait trouver du terrain pour avoir plus de poulinières.

Vieil habitant du département, le poney a vécu à l'état plus ou moins sauvage de Capbreton au bassin d'Arcachon (« poneys des pins ») jusque vers le milieu du XX<sup>e</sup> siècle, ainsi que dans les barthes de l'Adour (« poney des barthes ») où le Dr Soulé remarqua une population homogène dans les années 1960. Avec l'aide des Haras nationaux et une poignée de passionnés, ce vétérinaire de Saubusse a alors établi, un standard et un recensement local et national. Le livre généalogique et l'Association nationale du poney landais (ANPL) sont officialisés en 1971 ; la sauvegarde de la race poney barthais, devenu poney landais, s'organise.

## UN CATALOGUE D'ÉTALONS

Aujourd'hui, le plus gros élevage, de quelques dizaines de bêtes, se trouve en Bretagne, et au total un peu plus de 1 000 propriétaires de poneys landais sont recensés dans l'Hexagone. L'an passé, une soixantaine de



# CONCOURS GENERAL AGRICOLE PARIS 2023

Floriane Bellettini et son poney Idylle de l'Aurore (à droite) sont arrivés 3<sup>e</sup> au saut d'obstacle et 6<sup>e</sup> du trophée inter-race des chevaux et poneys de territoire du Salon de l'agriculture



naissances ont été répertoriées et l'ANPL, basée à Rivière-Saas-et-Gourby, dont Floriane Bellettini est trésorière, vient de publier un catalogue des étalons pour éleveurs. « La race n'est ni totalement sauvée ni à l'article de la mort. Nous travaillons beaucoup à éviter des problèmes de consanguinité », dit-elle, remerciant notamment les conseils départemental et régional pour les aides à sa conservation et sa valorisation.

Les amoureux du poney landais et les curieux pourront, en tout cas, venir admirer les plus beaux spécimens lors du concours national dédié à la race, à l'hippodrome de Dax, les 14 et 15 août prochains, avec une centaine de petits chevaux réunis. ■



FLORIANE  
BELLETTINI



## Énergie DISPOSITIFS D'AIDES POUR LES TPE ET PME

Alors que les TPE et PME landaises commencent à recevoir les premières factures d'électricité pour 2023, seulement « la moitié d'entre elles ont effectué la démarche auprès de leur fournisseur d'électricité pour bénéficier des dispositifs d'aides prévus pour limiter la hausse des dépenses de gaz et d'électricité », observe la préfecture des Landes dans un communiqué.

Avant de rappeler que pour obtenir ces aides qui s'appliqueront rétroactivement au 1<sup>er</sup> janvier 2023, il est indispensable de transmettre son attestation à son fournisseur d'électricité. Celle-ci est disponible sur les sites internet des fournisseurs d'énergie et sur [www.impots.gouv.fr](http://www.impots.gouv.fr) (impots.gouv/aides à destination des entrepreneurs/amortisseur et bouclier électricité).

**Informations : 05 58 46 61 31 ou 06 25 63 25 70  
ddfip40.pgp.actioneconomie@dgfip.finances.gouv.fr**

## Artisanat

### BERGERET S'IMPLANTE DANS LES LANDES

À Aire-sur-l'Adour, l'entreprise Labarbe et Mano vient d'être reprise par la société familiale paloise Bergeret - spécialisée dans le chauffage, la ventilation, la climatisation, les énergies renouvelables et la plomberie/sanitaire -, dont les 80 salariés rayonnent sur le Béarn, le Pays basque et les Landes. « Avec une équipe de 15 personnes, l'antenne aturine va nous permettre d'asseoir notre présence dans le département et d'amplifier notre offre de services réactive et qualitative en Gascogne, aussi bien en installation qu'en service après-vente », souligne Didier Bergeret, directeur de l'entreprise qui recrute actuellement plombiers, chauffagistes, techniciens de maintenance et des apprentis, en étroite collaboration avec les centres de formation du territoire.





© Fermiers du Sud-Ouest



VINCENT  
ROBIN

# Carnet

**Vincent ROBIN**, vient d'être nommé directeur général des Fermiers du Sud-Ouest, pôle volailles du groupe coopératif Maisadour. À 57 ans, il arrive du groupe Terrena où il a occupé les postes de directeur général adjoint du pôle volailles et de directeur général du pôle végétal spécialisé, après un parcours en commercial et marketing au sein des entreprises Fleury Michon, Labeyrie Fine Foods, LDC et Arrivé Maître Coq. Dans la continuité des ambitions portées jusqu'ici par **Paul LE BARS**, son prédécesseur chez Fermiers du Sud-Ouest, il a pour mission de déployer la feuille de route stratégique qui vise à conforter sa position sur ses marchés leaders (bouchers charcutiers traiteurs rôtisseurs, GMS régionale, export) et de retrouver une rentabilité pérenne d'ici cinq ans.

## Cybersécurité MARS@HACK #4

Mars@Hack revient pour une quatrième édition, le 29 mars prochain à Mont-de-Marsan, afin de sensibiliser les entreprises du territoire à l'augmentation exponentielle des attaques informatiques. Au programme de l'événement organisé par Mont-de-Marsan Agglo, le département réseaux et télécommunications de l'IUT de Mont-de-Marsan et les centres d'expertises en cybersécurité de l'armée de l'air et de l'espace de la BA118 : des conférences sur les risques de fraude, de piratage, avec démonstrations proposées par des experts du secteur privé ou du domaine public et présentation des formations.

En parallèle, la compétition de « piratage », composée d'épreuves issues d'attaques réelles, offrira l'occasion aux « hackers éthiques » en herbe ou confirmés, de montrer leur dextérité en matière de cybersécurité.

[www.montdemarsan-agglo.fr](http://www.montdemarsan-agglo.fr)



© Mont-de-Marsan Agglo

# Boucherie Talenton

## La consécration

CHRISTOPHE  
TALENTON



Christophe Talenton, artisan-boucher installé au Passage-d'Agen, a reçu le blason d'or 2022 récompensant son travail, et celui de toute une filière en Nouvelle-Aquitaine, sur le veau élevé en Périgord. Président du syndicat départemental de la boucherie, il dresse le portrait d'une profession en pleine mutation.

Par Mathieu DAL'ZOVO

**F**ièrement installé au-dessus d'une des vitrines de la boucherie Talenton du Chat d'Oc au Passage-d'Agen, le blason d'or 2022 a été décerné par le jury du Tour de France des Viandes Limousines qui, depuis 1988, met en valeur le métier et le savoir-faire des professionnels de la boucherie. Après avoir parcouru plus de 4 000 km sur les routes de France, c'est finalement en Lot-et-Garonne que le blason d'or 2022 a été attribué pour la région Nouvelle-Aquitaine : « C'est d'abord le fruit d'une longue attente depuis que nous avons eu le label rouge pour le veau élevé sous la mère en 1995 ! »

### TRIPLES LABELS

« C'est aussi une récompense pour toute la filière régionale, notamment pour notre partenaire, la société ALVP des viandes du Périgord à Thiviers, de l'élevage, à l'abattage et à la boucherie. J'ai aussi une pensée pour mon père, aujourd'hui disparu, qui m'a transmis la boucherie familiale, sa passion et son amour du travail des viandes de qualité symbolisé par tous nos labels », se félicite Christophe Talenton.

Travaillant avec de petits élevages de veau en Dordogne élevés exclusivement au lait de la mère ou d'une tante, en complément de la mère quand celle-ci n'a plus de lait, la boucherie Talenton bénéficie en effet



de deux autres labels : celui de la limousine, obtenu il y a plusieurs années, et celui de l'agneau du Périgord. Ayant misé sur des viandes de qualité issues des circuits courts dès le milieu des années 90, à la fin de l'épisode de la vache folle, la boucherie familiale a anticipé l'évolution des tendances de consommation actuelles. « Les labels certifient la qualité de la viande et les gens y sont de plus en plus sensibles, même si cela coûte un peu plus cher. Nous avons ainsi constaté un vrai retour en force des clients vers l'artisanat au sens large depuis le Covid. En ce qui nous concerne, le blason d'or a également eu un impact avec l'arrivée de nouveaux clients », ajoute Christophe Talenton.

“ « Nous avons ainsi constaté un vrai retour en force des clients vers l'artisanat au sens large depuis le Covid » ”

### LE RETOUR DES JEUNES APPRENTIS

Alors que le Lot-et-Garonne ne semble pas vraiment touché par le véganisme, « les Gascons sont des épicuriens dans l'âme qui aiment la bonne chair sans en manger à outrance », nous glisse Christophe Talenton, les chiffres en hausse de l'apprentissage indiquent une vraie mutation du métier d'artisan-boucher. Très sensible à la transmission des savoir-faire, initiée par son père, le président du syndicat départemental de la boucherie et membre élu à la Chambre des Métiers de Nouvelle-

Aquitaine constate le retour des jeunes apprentis dans toute la filière : « Avant, je recevais en moyenne 1 ou 2 candidatures en apprentissage par an mais là j'en ai déjà 3 ! On remarque que les jeunes ne veulent plus s'embarquer dans des voies de garage et préfèrent revenir à des métiers manuels qui permettent d'acquérir un savoir-faire, d'avoir un métier et de cotiser pour la retraite... Mais il faut que les professionnels jouent le jeu et qu'il y ait plus de maîtres d'apprentissage. On se plaint de ne pas trouver de repreneurs, mais on ne forme pas assez alors que la demande est là. La transmission, c'est l'essence même du métier », ajoute le professionnel des viandes qui travaille sur place avec deux apprentis.

Venu dans l'entreprise familiale, créée par ses parents en 1965 au marché couvert d'Agen, après avoir fréquenté les sports-études de football de Miramont (47) et Mérignac (33), Christophe Talenton a développé la boucherie après son déménagement vers la rive gauche de la Garonne en 2000. Après avoir ouvert une deuxième boucherie à Nérac en 2005, aujourd'hui revendue à un de ses anciens apprentis ayant travaillé à ses côtés durant 16 ans, ce passionné de football, et fan des Girondins de Bordeaux, a agrandi les locaux du Passage-d'Agen. Avec un chiffre d'affaires stable et une équipe de 6 salariés, la boucherie familiale voit l'avenir en rose mais n'oublie pas son passé : « À l'époque du marché couvert à Agen, les commerçants se retrouvaient tous les matins à la boucherie pour casser-la croûte. Mon père faisait cuire des côtelettes et des steaks à 8 h du matin et on passait des moments inoubliables. J'ai perpétué cette tradition, sans les bouteilles de vin et de rosé qui se buvaient à l'époque, et l'on se retrouve, avec mon équipe, tous les matins pendant 30 minutes pour manger un bout de jambon ou de pâté et commenter l'actualité ou les résultats du SUA. Cela permet de renforcer la cohésion », ajoute Christophe Talenton. Flanqué de son blason d'or, l'artisan-boucher voit l'avenir de la profession avec optimisme sans oublier ses racines. ■

## Villeneuve-sur-Lot UN CLUB ENTREPRENDRE TRÈS AGRICOLE

Après la Journée de la Prune et la Féria agricole et gourmande accueillies au parc des expositions de Villeneuve-sur-Lot, le service développement économique de l'Agglomération a organisé une nouvelle étape de son Club Entreprendre au lycée agricole Étienne-Restat de Sainte-Livrade-sur-Lot. Ce fut l'occasion pour le directeur d'AgroCampus 47, André Chanfreau, et son équipe de présenter toutes les missions de l'enseignement agricole public en Lot-et-Garonne, devant un parterre fourni de chefs d'entreprise. Autres sujets abordés durant la soirée : la présentation de la filière pruneau (en rappelant que celui-ci était davantage villeneuvois qu'agenais !) et des solutions énergétiques durables développées pour les agriculteurs.



© D.R.

### LA FRANCHISE : CHIFFRES CLES EN 2021



1 965

réseaux de franchise



795 441

emplois directs et indirects



68,8 M€

de chiffre d'affaires global



79 134

points de vente franchisés

### Lot-et-Garonne 3<sup>E</sup> DÉPARTEMENT LE PLUS DYNAMIQUE EN FRANCHISE

En 2022, le Lot-et-Garonne s'impose comme le 3<sup>e</sup> département le plus dynamique en franchise avec 1 320 points de vente franchisés pour 331 969 habitants, soit 17,4 % de l'effectif total des commerces lot-et-garonnais. En tête du classement, juste derrière le Loir-et-Cher et l'Eure-et-Loir, le Lot-et-Garonne opère ainsi une progression de 8 places par rapport au dernier baromètre du dynamisme de la franchise en région, réalisé en 2021. Il se positionne notamment devant la Côte-d'Or, les Landes, la Charente et la Sarthe. Bénéficiant du regain de dynamisme de petites et moyennes

agglomérations telles qu'Agen et Villeneuve-sur-Lot, le Lot-et-Garonne s'impose donc comme une zone d'implantation privilégiée pour les enseignes qui y trouvent une concurrence dynamique mais aussi de nombreuses opportunités de développement. Cette 3<sup>e</sup> place s'inscrit plus généralement dans une dynamique régionale très favorable : la région Nouvelle-Aquitaine figurant en tête du baromètre cette année, après avoir été à la seconde place l'année passée.



## Agen LE TRI URBAIN EXPÉRIMENTÉ

JCDecaux et Citeo expérimentent les Points Urbains de Récupération dans 10 villes françaises pour développer le tri avec une borne de tri urbaine. Son objectif ? Collecter les emballages, papiers, verres et autres déchets liés aux consommations nomades en ville. Cette expérimentation démarre ce mois-ci à Agen et dans d'autres villes partir de mars 2023 et jusqu'à la fin de de l'année (Anglet, Bayonne, Biarritz...). Ce dispositif sera implanté dans les zones de consommations à forte affluence. Selon Damien Reneaume, directeur Recyclage Urbain de JCDecaux : « cette nouvelle phase d'expérimentation, est une étape de plus vers la généralisation du geste de tri dans l'espace public. Les enseignements seront essentiels pour préparer l'entrée en vigueur de la loi AGECE et ainsi contribuer à améliorer durablement la vie en ville ».

## Agen ULTRA PREMIUM DIRECT RECRUTE

Ultra Premium Direct, le spécialiste de l'alimentation premium et made in France pour chien et chat, poursuit son développement et continue de recruter de nouveaux profils. Forte d'une croissance annuelle moyenne de 60 %, l'entreprise agenaïse, qui a déjà ouvert près de 80 postes au cours des deux dernières années, poursuit sur sa lancée et cherche une quarantaine de nouveaux talents en CDI à Agen, Bordeaux, et dans toute la France selon les lieux d'ouverture des boutiques pour l'année 2023. À pourvoir : 23 postes dans des fonctions Commerciales ; 5 postes dans des fonctions Industrielles et Logistiques à Agen ; 4 dans des fonctions Marketing/Produit à Estillac ; 3 dans des fonctions Supports à Agen ; 4 dans des fonctions Tech/Data/Acquisition Bordeaux Lead UX. Une dizaine de contrats d'alternance seront également à pourvoir sur tous les secteurs d'activité. Pour candidater rendez-vous sur : <https://www.ultrapremiumdirect.com>



## Aiguillon LA SECONDE VIE DES PRODUITS DE L'E-COMMERCE

Née d'un partenariat avec Cdiscount, l'Association Matériaux Confluent (Asmaco) à Aiguillon développe une activité de réemploi de meubles de plus de 30 kg en partenariat avec des entreprises d'e-commerce. Un constat : en France, 1 colis sur 4 issu de l'e-commerce est soit refusé à sa livraison, soit renvoyé lors du délai de rétractation. Ces refus entraînent un impact écologique fort lié à deux facteurs : la logistique du transport et, dans certains cas, la destruction du produit. Asmaco a initié une filière de réemploi de ces produits en récupérant les refus clients des entrepôts de proximité de Bordeaux, Villeneuve-sur-Lot et Toulouse. Après réception des produits, l'association réalise une classification de l'état du produit, puis réalise, le cas échéant, les réparations nécessaires pour une remise en état. Après 6 mois d'expérimentation, 85 % des produits reçus (dont la plupart en état quasi neuf) sont revalorisés et 70 % des produits reçus sont vendus sous 30 jours.

## Villeneuve-sur-Lot L'ANCRAGE DE TERRES DU SUD

Le groupe coopératif Terres du Sud a inauguré la réhabilitation de son magasin professionnel de proximité sur la zone du marché gare de Villeneuve-sur-Lot. Cet espace tout neuf baptisé « Agrifeel Contact » permet à Terres du Sud le développement de son nouveau mode de distribution des fournitures destinées aux professionnels, une distribution dite « omnicanal » qui passe par le Web, la téléphonie ou en contact direct, pour passer commande ou se faire livrer. De nombreux élus du Villeneuvois ont accueilli le président de Terres du Sud, Patrick Grisou et les directeurs, Sylvain Theon et Fabien Kaufling, pour les féliciter d'une telle initiative.

CCI LOT-ET-GARONNE

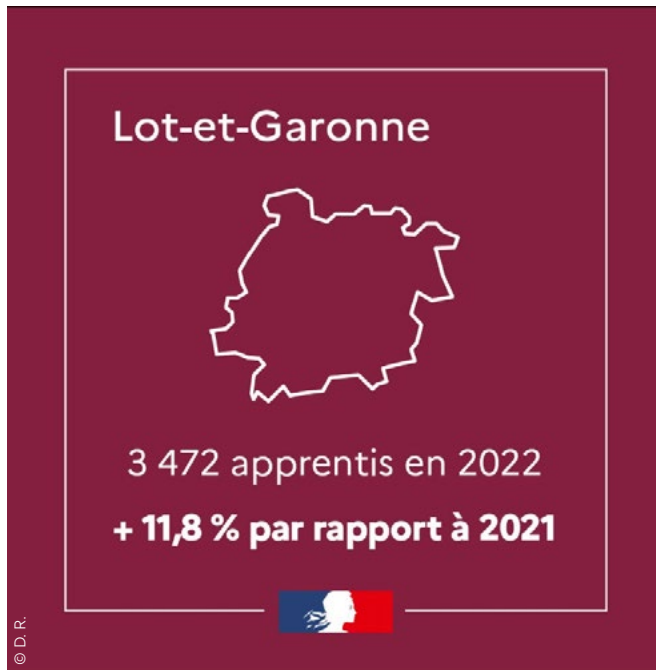
## Comment développer l'attractivité des entreprises par le marketing territorial ?

Conférence  
Jeudi 30 mars 2023 à 18h30  
Agen Agora (Centre des Congrès)

## Agen UNE CONFÉRENCE SUR LE MARKETING TERRITORIAL

La CCI 47 organise sa prochaine conférence le jeudi 30 mars à 18 h 30 à Agen Agora sur le thème « Comment développer l'attractivité des entreprises par le marketing territorial ? ». Pour l'occasion, Christophe Alaux, directeur de l'Institut de Management Public et Gouvernance Territoriale, et de la Chaire Attractivité et Nouveau Marketing Territorial (Aix-Marseille Université), interviendra sur ce sujet avec des retours d'expérience d'actions menées sur d'autres territoires. Cet événement permettra également de présenter le groupe de travail d'envergure départementale sur la valorisation du tissu économique du Lot-et-Garonne. Pour cette soirée, plus de 150 chefs d'entreprise sont attendus. Infos et inscription : [www.cci47.fr](http://www.cci47.fr) - 05.53.77.10.00 – [com@cci47.fr](mailto:com@cci47.fr)





## Lot-et-Garonne **RECORD D'APPRENTISSAGE EN 2022**

En Lot-et-Garonne, 3 472 apprentis ont signé un contrat d'apprentissage en 2022, soit 11,8 % de plus qu'en 2021. Au niveau de la grande région, ce sont 65 702 apprentis qui ont été formés en 2022, soit 11 % de plus qu'en 2021. Partout en France, l'apprentissage s'impose comme une voie professionnalisante et d'excellence pour les jeunes. Grâce à l'apprentissage, TPE, PME et grandes entreprises s'engagent pour l'emploi et la formation des jeunes. Comme en 2021, la part des entreprises de moins de 50 salariés est prépondérante. Tous les secteurs économiques et tous les territoires en bénéficient. L'apprentissage apparaît comme un tremplin efficace vers l'emploi. En effet, deux jeunes sur trois sont en situation d'emploi après leur apprentissage.

## Agen **UN SÉMINAIRE POUR LA FILIÈRE MÉTHANISATION**

La société d'économie mixte Avergies et Territoire d'Énergie Lot-et-Garonne ont organisé un séminaire dédié à la méthanisation agricole. Ce séminaire a réuni de nombreux acteurs locaux pour débattre et échanger sur des lignes directrices communes dans l'accompagnement de cette filière en plein développement sur notre territoire. Il est à retenir de ces échanges que le Lot-et-Garonne peut devenir exportateur de biogaz. Cette ressource appartient à 90 % au monde agricole donc c'est une opportunité d'investissement pour les exploitations. Enfin, les acteurs de la filière sont prêts et des outils sont à la disposition des porteurs de projet (opérateurs gazier, banques, co-financeurs...). Les élus présents ont pu échanger sur des lignes directrices communes pour accompagner cette filière vertueuse pour les territoires ruraux.



# L'assistant comptable nouvelle génération

La start-up paloise BS Digital vient d'investir ses nouveaux bureaux, toujours situés à Hélioparc mais deux fois plus grands. Une croissance liée au succès grandissant de son logiciel d'automatisation de saisie des factures.

Par Eustelle  
LOUSTALET-TURON

**A**u deuxième étage du bâtiment Kepler, au sein de la technopole Hélioparc, seuls deux ou trois cartons passés au travers du rangement laissent penser qu'un emménagement vient d'avoir lieu sur ce plateau de 270 m<sup>2</sup>. Les 19 salariés de l'entreprise BS Digital sont eux bien installés derrière leurs écrans, absorbant la quantité de travail toujours plus grande : en seulement 6 ans, BS Digital s'est imposé comme l'un des acteurs majeurs dans le secteur de la comptabilité grâce à sa solution AMI Compta, souscrite actuellement par 528 comptables et experts comptables.

Ce logiciel d'intelligence artificielle, qui sait lire une facture numérisée et en extraire les données (type

de facture, date, articles, montants, TVA etc.) pour produire des écritures comptables contextualisées, séduit en effet de plus en plus de professionnels. En janvier 2023, 1,4 million de factures ont ainsi été éditées dans AMI Compta, soit dix fois plus qu'il y a trois ans. Une performance qu'Alexandre Stojanovic, cofondateur de BS Digital, sait expliquer.

## 60 % DU TRAVAIL DE SAISIE AUTOMATISÉ

« AMI Compta facilite le métier et le repositionne », précise-t-il. « Il apporte un gain de productivité et d'argent mais crée également de la valeur. En automatisant 60 % du travail de saisie comptable, cette partie obligatoire qui s'apparente à un travail de robot, les comptables et les experts-comptables ont davantage

ALEXANDRE  
STOJANEVIC,  
cofondateur de BS Digital

## BS DIGITAL, FILIALE D'ISAGRI

BS Digital connaît un véritable coup d'accélérateur depuis fin 2019, date de son rachat par le groupe Isagri. Digital est en effet devenue filiale à 100 % et pôle R&D en IA de ce groupe spécialisé dans l'édition de logiciels pour le monde agricole, qui emploie 3 000 salariés et affiche 300 M€ de chiffre d'affaires annuel. Isagri, qui compte aujourd'hui une quinzaine de filiales à l'image de BS Digital, affirme son ambition de vouloir « révolutionner le marché agricole français en rendant l'informatique de gestion accessible au plus grand nombre ».





de temps à consacrer à leur vrai métier : le conseil. » En proposant cette solution aux cabinets, BS Digital souhaite les accompagner vers une transformation de leur activité où le temps gagné pourrait être consacré au développement de l'activité de leurs clients. Et, par ricochet, apporter « quelque chose aux TPE qui externalisent leur comptabilité » et déboursent la majorité voire l'entièreté de leur budget comptable pour cette obligation, soit « 6 milliards d'euros chaque année ».

“ « 70 % de nos clients souscrivent à un abonnement à AMI Compta car ils ont des soucis de recrutement » ”

### RALLUMER LA FLAMME

AMI Compta aurait une autre vertu, selon le dirigeant : ce logiciel serait également une manière de rallumer la flamme au sein d'une profession où la vocation se perd. « Il faut non seulement faciliter le travail mais également redonner du sens à ce métier. 70 % de nos clients souscrivent un abonnement à AMI Compta parce qu'ils ont des soucis de recrutement », explique Alexandre Stojanovic, qui voit dans sa solution une réelle valeur d'attractivité pour recruter, notamment aux yeux de la nouvelle génération de salariés.

### UNE MUTATION DU MÉTIER INÉVITABLE

Pour le codirigeant de la start-up paloise, AMI Compta et son intelligence artificielle viennent au-devant d'une mutation inévitable. Il l'assure : d'ici quelques années, toutes les factures seront entièrement automatisées. Pourtant, encore 2 milliards d'entre elles sont saisies manuellement chaque année en France. « Aujourd'hui, l'automatisation représente seulement 7 % du marché », remarque-t-il avant de poursuivre, confiant : « Nous ne sommes qu'au début de la transition numérique ». Face à ce constat, la marge de progression de BS Digital semble en effet assurée. Alexandre Stojanovic ambitionne ainsi de multiplier par dix la croissance de son entreprise sur les 5 ans à venir et espère embaucher jusqu'à trente personnes supplémentaires. ■

### UNE SOLUTION SIMPLIFIÉE

AMI Compta est une solution qui vient compléter simplement un logiciel de comptabilité. Comme à son habitude, le comptable ou l'expert-comptable enregistre les factures numérisées dans son logiciel. AMI Compta par sa lecture avancée et détaillée lui permet de créer automatiquement, et sans intervention de la part de l'utilisateur, les écritures comptables que ce dernier devra ensuite simplement valider. Par ailleurs perfectible grâce à l'intelligence artificielle qui se nourrit de l'expérience client, AMI Compta devrait encore améliorer ses capacités.

# Business et spiritualité !

Grégory Hourcadet, notamment président d'Eurélec mais aussi du CJD Béarn, vient de publier un livre dont le titre résume son essence : *Business & Spiritualité, de la dualité à l'harmonie. Le récit initiatique d'un jeune entrepreneur confronté aux difficultés ayant trouvé l'apaisement et l'alignement.*

Par Eustelle LOUSTALET-TURON

**A**u 21 rue Salengro, à Pau, dans les nouveaux locaux d'Eurélec dont la rénovation se termine tout juste, le bureau de son président Grégory Hourcadet est à l'image de ce jeune dirigeant : sobre, discret et lumineux. Là, il vous reçoit avec une décontraction non feinte et une sérénité communicative. Et pourtant, Grégory Hourcadet revient de loin. Son parcours entrepreneurial, semé d'embûches et d'adversité, chronophage et pourtant choisi, aura eu raison de sa santé physique et mentale, il y a de cela quelques années.

Le chemin mené pour trouver la guérison et « devenir la meilleure version » de lui-même aura été long mais salvateur. Fort de son expérience, le jeune homme âgé de 36 ans apporte son témoignage dans un livre auto-édité sorti il y a trois semaines. « Business & Spiritualité, de la dualité à l'harmonie » raconte à la première personne ses débuts comme chef d'entreprise, avec l'ambition de toucher d'autres entrepreneurs dont certains en

souffrance. Et, peut-être, de leur donner les clés pour les mener non pas au succès mais à « l'authenticité » et à la « réalisation de soi ».

## UN BURN OUT À 25 ANS

Le dirigeant a conscience que son livre en surprendra beaucoup, quand monde économique et spiritualité sont plus souvent considérés comme antinomiques que complémentaires. Lui-même, lorsqu'il fonde Eurélec en 2011 du haut de ses 25 ans, est clairement éloigné de cette perspective. Son seul mantra : travailler, 7 jours sur 7, comme tout le monde l'a toujours fait dans sa famille d'agriculteurs. Avec une pression supplémentaire due au contexte : « Avant de créer Eurélec, je travaillais pour un groupe local placé en redressement judiciaire », resitue-t-il. « Nous étions une quinzaine de personnes à devoir rechercher du travail et je ne pouvais me résoudre à perdre cette dynamique de groupe. »

“ Ce livre a l'ambition de toucher d'autres entrepreneurs dont certains sont en souffrance ”

Au cours d'un rassemblement de salariés de cette entreprise en difficulté, porté par « une notion d'engagement très forte », le jeune homme propose sans vraiment y avoir réfléchi de créer sa société et de les embaucher. « Je me sentais ce devoir-là », explique Grégory Hourcadet, chez qui ses valeurs de pompier-volontaire sont très ancrées. Dix mois plus tard, il engageait son 12<sup>e</sup> salarié. S'écoulaient ensuite 8 mois

GRÉGORY  
HOURCADET,  
PDG d'Eurélec et  
président du Centre des  
Jeunes Dirigeants  
d'entreprise (CJD) Béarn.

24  
33  
40  
47  
**64**  
Béarn  
65



supplémentaires, avant que son corps et son esprit ne le rappellent à l'ordre : il est alors littéralement fauché par un burn out, « une overdose de travail », qui se caractérise d'abord par une paralysie temporaire puis une incapacité totale de se rendre au travail. Sa reconstruction durera deux ans.

### L'ENTREPRENEURIAT, UN CHEMIN INITIATIQUE

« J'ai cherché tous les outils possibles pour guérir », se souvient-il. Sophrologie, PNL, yoga... : le PDG d'Eurélec explore tout un champ des possibles dans le domaine des médecines douces et alternatives. Il se découvre une hypersensibilité, « une fragilité intérieure que je ne devais plus subir mais comprendre ». Il rencontre ensuite Myriam, une docteur mexicaine qui lui enseigne la médecine de l'esprit pendant 7 ans.

Petit à petit, il invite la spiritualité dans sa vie d'entrepreneur qui connaît par ailleurs d'autres difficultés, alors que sa start-up Quadrilater montée en parallèle d'Eurélec est en redressement judiciaire.

« L'entrepreneuriat, c'est un chemin initiatique avec des perspectives beaucoup plus globales », amène-t-il. « La spiritualité est un moyen d'ouvrir les yeux sur notre part de responsabilité dans tout ce que l'on fait, personnellement comme professionnellement. Il s'agit de monter en conscience, de s'ouvrir à son moi intérieur pour devenir un leader conscient. Si je suis en paix à l'intérieur, je le serai en tant qu'entrepreneur. » Le jeune homme réalise également s'être perdu en ayant souhaité se conformer au monde économique tel qu'il est défini aujourd'hui : « Je me suis auto-détruit en voulant rentrer dans des cases, dans un monde par forcément sain. Aujourd'hui, je peux être moi qu'importe avec qui je suis. »

### EURÉLEC, UNE SANTÉ DE FER

Grégory Hourcadet assène, retour d'expériences à l'appui : « Il est plus que temps de mettre la spiritualité dans l'entreprise ». À commencer par la sienne, Eurélec, dont les nouveaux locaux ont été aménagés pour permettre une meilleure circulation de l'énergie et qui cultive une culture d'entreprise très ancrée s'appuyant sur « des racines très profondes ». L'entrepreneur palois en est par ailleurs convaincu : cette manière de considérer la vie en entreprise, synonyme de bien-être au travail, contribue à la fidélité de ses 70 salariés. La recette, peut-être, pour faire face à la conjoncture : aujourd'hui, Eurélec, qui offre un service spécialisé dans tous les domaines de l'électricité (photovoltaïque, recharges de véhicules électriques, réseaux et télécom, vidéosurveillance etc.), affiche un chiffre d'affaires en progression de 10 millions d'euros. À l'horizon 2030, Grégory Hourcadet veut atteindre les 50 millions d'euros de CA tout en trouvant une organisation stratégique qui lui permettrait de déléguer plusieurs de ses fonctions à des directeurs de projet. Une manière, toujours, de viser l'apaisement sans cesser d'entreprendre. ■



## Béarn PAU AU MIPIM

Du 14 au 16 mars, la Communauté d'agglomération Pau Béarn Pyrénées était présente pour la première fois au Marché international des professionnels de l'immobilier de Cannes. L'occasion pour la collectivité de présenter la ville, ses réalisations et ses projets mais également de nouer des contacts avec des investisseurs susceptibles d'être intéressés par les opportunités qu'offre Pau. Pour la CAPBP, nul doute que la Cité béarnaise, « classée 1<sup>re</sup> pour gagner du pouvoir d'achat (Mieux vivre votre argent, mars 2023), 1<sup>re</sup> ville qui attire le plus de professionnels (classement LinkedIn, août 2022), 1<sup>re</sup> des meilleures villes étudiantes catégorie villes moyennes (magazine *L'Étudiant*, septembre 2022), 16<sup>e</sup> des villes françaises où il fait bon vivre (JDD, mars 2023) » a de solides arguments.



## Pau DE NOUVEAUX BUREAUX POUR PKF ARSILON

Ce vendredi 10 mars, l'équipe paloise de PKF Arsilon a inauguré ses nouveaux bureaux, au coeur de l'Espace 227 situé avenue Nobel. Le cabinet d'audit, d'expertise-comptable et de conseil stratégique et financier est désormais copropriétaire des anciens ateliers Courrèges aux côtés de ses partenaires Lumia Conseil et du cabinet d'avocats ABL Associés. Réaménagé en un espace de travail de 2 800 m<sup>2</sup>, ce lieu emblématique a été pensé pour favoriser les échanges entre collaborateurs et interentreprises. Pour Pierre-Yves Boix, associé PKF Arsilon à Pau, « ce déménagement est une nouvelle aventure pour notre équipe, une étape-clé à la suite du lancement de notre nouvelle marque, PKF Arsilon, en juillet 2021 ». PKF Arsilon compte 45 collaborateurs palois, sur les 730 collaborateurs (hors associés) répartis dans 26 bureaux sur le territoire national. La soixantaine d'associés forme depuis 2021 une large majorité de l'actionariat de l'organisation, qui a réalisé un chiffre d'affaires de 71 M€ au 30 juin 2022.



## Pau STÉPHANE CARRADE NOMMÉ PRÉSIDENT D'EXP'HÔTEL

Sur proposition de Franck Chaumès, président de l'UMIH 33, Stéphane Carrade devient le président d'Exp'Hôtel, le Salon de la Restauration des Métiers de Bouche et de l'Hôtellerie qui aura lieu du 19 au 21 novembre à Bordeaux. Après 10 ans d'implication sur la manifestation, le chef Philippe Etchebest passe le flambeau à ce chef régional doublement étoilé du *Skiff Club*, restaurant de l'hôtel *H(a)ïtza*, à Pyla-sur-Mer mais également chef consultant du restaurant étoilé *Maison Ruffet*, à Pau. « Cette présidence est un nouveau challenge pour moi et j'en suis très heureux, il faut dire que le challenge, moi, ça me va bien ! », a souligné ce Gascon originaire de Tarbes.



© Exp'Hôtel



© Andrés Rodriguez - Pôle Formation Adour

## Bassin de l'Adour PORTES OUVERTES AU PÔLE FORMATION ADOUR

Le Pôle Formation Adour, membre du réseau des Pôles Formation de l'UIMM, ouvrira ses portes ce samedi 25 mars, de 9 h à 16 h, sur ses sites de Bordes, Lanne (65) et Tarnos (40). L'occasion pour les élèves, les parents, les salariés et les demandeurs d'emploi de se renseigner sur les différents métiers de l'industrie ainsi que sur les formations proposées par alternance, en contrat d'apprentissage ou en contrat de professionnalisation. Les formations disponibles sur l'ensemble du territoire de l'Adour vont du CAP au Diplôme d'Ingénieur, dans les filières techniques. Les visiteurs pourront découvrir les différents plateaux techniques, tels que la productique - mécanique, l'informatique industrielle, la maintenance, l'électrotechnique, la chaudronnerie - soudage, l'ingénierie et les métiers de l'aéronautique.



# Jack's Burgers

à Saint-Jean-de-Luz

## JACK'S BURGERS EN CHIFFRES

4 restaurants  
7 millions d'euros de CA  
60 salariés  
100 employés en saison  
900 m<sup>2</sup> de cuisine et stock en construction  
3 ouvertures dans 12 prochains mois

Créée en 2012 à Capbreton, l'enseigne française Jack's Burgers ouvre un nouvel établissement à Saint-Jean-de-Luz. Géré par Pauline Arias et Jérôme Chopeitia, ce restaurant accueillera ses premiers clients début avril.

Par Vincent BIARD

« C

happe, faux plafond, cuisine, comptoir, chambres froides... » Pauline Arias énumère les principaux travaux effectués dans ce local de 350 m<sup>2</sup> où quasiment tout a été refait. Reste encore à terminer l'agencement et à finaliser le recrutement de l'équipe de 10 salariés. C'est à la place d'une brasserie fermée depuis quelques années que ce premier établissement Jack's Burgers de la Côte basque va ouvrir. Implanté dans le centre commercial Carrefour à l'entrée nord de Saint-Jean-de-Luz, ce restaurant vise la clientèle de cette zone industrielle et commerciale mais aussi la population locale ainsi que les habitués des plages toutes proches et les touristes. Aux 80 places assises à l'intérieur s'ajouteront 70 places en terrasse et un service de livraison assuré par la société Uber Eats.

## « Ni bistronomie, ni burger gourmet, Jack's Burgers, revendique l'appellation fast food »

### 15 À 20 RESTAURANTS D'ICI 5 ANS

Salariés du groupe Jack's Burgers mais également actionnaires du restaurant de Saint-Jean-de-Luz, Pauline Arias et Jérôme Chopeitia ont entamé une formation début décembre. Ils sont passés par tous les postes de ce type d'établissement de restauration rapide spécialisé dans les hamburgers. C'est le principe pour en être les gérants. Lancée en 2012 avec l'ouverture d'un établissement à Capbreton, l'enseigne Jack's Burgers s'est développée sur le sud des Landes avec un deuxième établissement en 2014 dans la zone Pédebert de Soorts-Hossegor, un troisième à Soustons en 2016 puis un quatrième dans le centre d'Hossegor en 2022. « L'ambition est un groupe de 15 à 20 restaurants d'ici 5 ans avec des ouvertures dans le Sud-Ouest : au Pays basque, potentiellement dans le Béarn, plus haut sur la Côte atlantique », prévoit Raphaël Jannel à la tête de cette société basée à Capbreton.

### 900 M<sup>2</sup> EN CONSTRUCTION À SAINT-GEOURS-DE-MAREMNE

« Ce n'est pas une franchise car le franchiseur ne peut pas être associé à son franchisé, c'est plutôt un système de licence de marque », explique-t-il. Chaque restaurant est une société indépendante dans laquelle les gérants ont des parts et la « possibilité d'en racheter d'autres quand ils ont fait leurs preuves », précise Raphaël Jannel. Le groupe Jack's Burgers compte 60 salariés et « personne n'est au SMIC », ajoute-t-il. Avec ses 4 restaurants le groupe réalise un chiffre d'affaires de 7 millions d'euros. Trois ouvertures sont programmées dans les 12 prochains

mois. À Saint-Geours-de-Maremne, un site de production de 400 m<sup>2</sup> et un dépôt de 500 m<sup>2</sup> sont actuellement en construction.

### DES LOGEMENTS POUR LES EMPLOYÉS

« Je suis un homme de terrain, j'ai commencé par faire cuire des steaks, frotter des friteuses, travailler de 8 h à minuit », raconte Raphaël Jannel qui s'est ainsi formé à tous les postes du Jack's Burgers de Soorts-Hossegor durant une année avant d'ouvrir son propre établissement à Soustons puis de racheter le groupe. Agé de 35 ans, ce diplômé d'école de commerce est un ancien tennisman professionnel. La promotion interne et l'ouverture du capital aux salariés sont ses méthodes pour développer l'enseigne Jack's Burgers. Et pour s'assurer d'une équipe fiable, Raphaël Jannel propose des logements à ses employés en CDI. Ainsi une dizaine d'appartements est louée par l'entreprise sur le sud des Landes et sont mis à disposition des salariés, charges payées, sans colocation et avec un vélo électrique pour aller travailler.

### SERVICE EN CONTINU MÊME HORS SAISON

Ouvert toute l'année et en continu de 11 h à 22 h (23 h le week-end), les restaurants Jack's Burgers offrent un service hors saison appréciable. Ni bistronomie, ni burger gourmet, l'enseigne revendique l'appellation *fast food*. Avec une formule burger/frites/soda à 12 euros mais également des desserts faits maison, des légumes découpés sur place et des menus de saison, Jack's Burgers se positionne en concurrent des grandes enseignes mais aussi en restaurant local s'appuyant sur les circuits courts pour certains produits. Chaque établissement propose la même décoration avec sa spécificité et des expositions de photographies sont organisées. À Saint-Jean-de-Luz, Jérôme Chopeitia a hâte de gérer l'établissement « en totale autonomie mais appuyé par le groupe ». ■



# Château de Brindos

Le lac et le château de Brindos

## Le renouveau plébiscité

Rouvert il y a un an, le château de Brindos, situé à Anglet, séduit une clientèle de loisirs mais aussi les professionnels du tourisme d'affaires. Tous apprécient l'espace et le calme offerts par ce Relais & Châteaux 5\* dirigé de main de maître par Olivier Richard.

Par Vincent BIARD

**L**e cocktail dînatoire de la réouverture du château de Brindos avait réuni 600 personnes le 15 avril 2022. Les convives avaient alors découvert la rénovation d'envergure menée par le groupe Millésime, nouveau propriétaire de cette vaste demeure de style hispano-mauresque. Bâti au début des années 30 pour Sir Reginald Wright, riche Écossais qui aimait y recevoir ses amis, le château de Brindos est transformé en 1968 en hôtel restaurant haut de gamme par Marie-Pierre et Michel Vivensang. En 2000, l'émblématique rugbyman Serge Blanco reprend ce Relais & Châteaux, l'agrandit, lui fait gagner une cinquième étoile mais le ferme en 2020 en raison de difficultés financières. Pour une somme évaluée à 13 millions d'euros, le groupe Millésime d'Alexandra et Philippe Monnin achète l'établissement en liquidation judiciaire. Après une année de travaux et du retard causé par les restrictions sanitaires, le château de Brindos rouvre au printemps 2022.



## UNE CENTAINE D'ÉVÉNEMENTS PAR AN

Comme de nombreux établissements de la Côte basque, le château de Brindos complète son activité estivale avec du tourisme d'affaires qui devrait générer 20 % de son activité. « D'une réunion de quelques personnes pour une discussion informelle jusqu'à l'événement de 200 invités, nous accueillons des lancements de véhicule, des cocktails dînatoires, des événements caritatifs, des réunions de collaborateurs avec présentation de chiffres », énumère Olivier Richard. L'originalité du lieu est peut-être de ne pas disposer de salles de réunion mais d'adapter ses salons pour y créer des espaces de travail. Offrant un lieu paisible, un parking d'une centaine de places, une restauration sur place, Brindos est rapidement devenu un lieu très apprécié des organisateurs d'événements professionnels

### 29 CHAMBRES REFAITES ET 10 LODGES FLOTTANTS

« L'établissement a globalement gardé sa structure et le groupe y a ajouté un spa et également 10 chambres en lodges flottants que l'on rejoint uniquement par bateau électrique », décrit Olivier Richard, directeur ou plutôt maître de maison de ce 5 étoiles. Implanté sur un parc de 6 hectares et disposant d'un lac de 10 hectares, le château de Brindos est un havre de paix. Les 29 chambres ont été refaites avec goût. D'une taille moyenne de 45 m<sup>2</sup>, elles offrent toutes un espace extérieur. Les 10 lodges flottants sont insolites et apaisants, certains disposent d'un bain norvégien sur leur terrasse. L'autre principale nouveauté de Brindos est l'espace spa proposant des bains indépendants, un hammam, un sauna et des cabines de soins. Pour les gourmets, Brindos propose toujours une belle table midi et soir et 7 jours sur 7 avec une vue panoramique sur le lac. Une chocolaterie a été créée en partenariat avec la maison Cazenave de Bayonne et complète le restaurant.

### UNE VOLONTÉ D'ACCUEIL DES LOCAUX

« La volonté de Brindos est d'être un établissement à l'attention des locaux avec un hébergement en plus », affirme Olivier Richard. Ainsi un tiers de la clientèle du spa n'est pas résidente de l'hôtel. Durant l'été 2022, le ponton flottant installé sur le lac a accueilli plusieurs concerts par semaine et « quasiment 150 personnes tous les soirs à l'apéritif », rapporte Olivier Richard. Mais la philosophie de Brindos est de proposer « un lieu de quiétude pour un bon moment en famille ou entre amis et donc plus de bruit à partir de 22 h/22 h 30 », com-

“ La principale nouveauté est l'espace spa avec un hammam, un sauna et des cabines de soins ”

“ Bâti au début des années 30, le château de Brindos est une vaste demeure de style hispano-mauresque ”

plète-t-il. Si l'été la clientèle est pour moitié étrangère, en moyenne sur l'année c'est une clientèle composée à 80 % de Français venant essentiellement de la métropole parisienne et du grand quart sud-ouest. Pour sa première année d'exploitation démarrée en avril, l'établissement a réalisé un chiffre d'environ 4 millions d'euros avec un objectif de 6 millions dans les prochaines années. ■



OLIVIER  
RICHARD  
directeur du château  
de Brindos



## Pays basque

### 5 ENTREPRISES AIDÉES PAR LA RÉGION NOUVELLE-AQUITAINE

La Commission permanente du Conseil régional de Nouvelle-Aquitaine s'est réunie le 13 mars dernier à Bordeaux. Parmi les 2 595 subventions attribuées, plusieurs concernent des entreprises du Pays basque. Ermance technologie (Bidart) reçoit 80 000 euros pour continuer la mise au point d'un drone de sauvetage côtier. Adaxis (Bayonne), présentée dans *La Vie économique du Sud-Ouest* n° 2527, perçoit 130 000 euros pour accélérer la commercialisation de son logiciel de transformation de robots six-axes en imprimantes 3D. Produisant des produits cosmétiques écoconçus et des accessoires pour le bien-être, EQ France (Biarritz) reçoit 92 000 euros pour son développement international. L'entreprise de services du numérique Belharrà (Bassussarry) bénéficie de 100 000 euros pour exporter sa solution de pilotage des filières d'approvisionnement de l'industrie textile. La marque de linge basque Jean-Vier (Saint-Pée-sur-Nivelle) reçoit 59 311,60 euros pour son plan de développement des compétences 2023 et sa démarche RSE.



## Biarritz

### CURE DE JOUVENCE POUR L'HÔTEL SAINT-JULIEN

Construit en 1895, l'Hôtel Saint-Julien est l'un des plus anciens établissements de Biarritz. Après 7 mois de travaux, il rouvrira ses portes le 27 avril prochain. De la réception à la salle des petits-déjeuners, tous les espaces communs de cette traditionnelle bâtisse blanche et rouge ont été rénovés dans un élégant style néo-basque. Six chambres supplémentaires ont été ajoutées dont 4 avec des espaces extérieurs. Cet hôtel 3 étoiles dispose maintenant de 26 chambres et d'un appartement de 87 m<sup>2</sup> offrant une vue imprenable sur l'océan. Propriété du groupe Ginto Hôtel Spirit basée à Arcangues, l'Hôtel Saint-Julien est situé en plein cœur de Biarritz.

## Ciboure LES VINS EGIATEGIA EN FLACON DE 100 ML

Connu pour ses fermentations en cuves à 15 mètres de profondeur dans la baie de Saint-Jean-de-Luz, le vigneron Emmanuel Poirmeu commercialise maintenant ses vins Egiategia en flacon de 100 ml. Après un essai avec le rouge et le blanc de la gamme Dena Dela, c'est maintenant la gamme Artha qui est proposée en flacon à l'unité ou en coffret de 3 couleurs : blanc, rosé et rouge. Pour les professionnels susceptibles de distribuer ce vin basque, un flacon a une contenance de deux verres de dégustation, ce qui permet d'apprécier la qualité du vin sans avoir à ouvrir une bouteille. Pour les particuliers, c'est un moyen original de découvrir, ou d'offrir, les gammes Dena Dela et Artha.



© Egiategia

## Bayonne L'AGENDA DU MEDEF PAYS BASQUE

Le Medef du Pays basque propose plusieurs matinées de formation dans les prochaines semaines. Le 23 mars, de 9 h à 13 h, le thème était l'optimisation de sa pratique face aux risques accidents du travail et maladies professionnelles et le mardi 25 avril, de 9 h 30 à 12 h, ce sera une sensibilisation aux gestes qui sauvent en entreprise. Le club business se réunira le vendredi 28 avril, de 12 h à 14 h, pour mieux « booster son closing commercial ». Les nouveaux adhérents du Medef Pays basque seront accueillis le vendredi 24 mars de 11 h 30 à 14 h. **Informations et inscriptions au 05 59 59 37 86.**



© Ketur-Subiyanto



NOLA  
BRAU-NOGUÉ

CAROLE  
BLANCHARD

GWENAËLLE  
RIALLAND

Femmes et Entrepreneuriat

# Les patronnes sans fard

Pour sensibiliser les jeunes à l'entrepreneuriat, l'association 100 000 Entrepreneurs, le réseau Femmes chefs d'Entreprises et la CCI des Hautes-Pyrénées ont organisé mardi dernier une rencontre animée avec trois patronnes emblématiques du département et les élèves des classes d'esthétique et de mode.

Par Hermance HITTE

**E**lles évoluent dans des secteurs bien éloignés de l'esthétique et de la mode mais pour toutes les élèves des classes de première engagées dans ces cursus, elles seront désormais les visages de la réussite au féminin. Dans les salles de la CCI, les questions sont timides mais les yeux attentifs, il faut dire que les témoignages de ces chefs d'entreprises sont

aussi captivants que personnels. Durant toute la matinée, elles ont discuté sans faux-semblants de la réalité de l'entrepreneuriat. Le rendez-vous s'inscrit dans le cadre des Semaines de Sensibilisation des jeunes et s'il mobilise partout en France 1 900 entrepreneurs, à Tarbes il a réuni Carole Blanchard, patronne d'Intermarché d'Orleix et représentante de « Femmes chef d'entreprises 65 », Gwenaëlle Rialland, directrice de l'institut Anaten et Nola Brau-Nogué qui est

à la tête de la résidence touristique « Villa Bonvouloir » à Bagnères-de-Bigorre mais aussi présidente de la commission « création, reprise et transmission d'entreprise » à la CCI des Hautes-Pyrénées.

### DÉMYSTIFIER L'IMAGE DU PATRON

Partageant leurs parcours, leurs difficultés, leurs conseils, ces trois décideuses ont changé la perception de ces jeunes...

« Et c'est bien le but de la rencontre », comme l'explique Philippe Ergaud, représentant local de l'association organisatrice 100 000 Entrepreneurs : « Nous ne sommes pas là pour prêcher la bonne image mais plutôt pour démystifier celle du patron. Les jeunes ont parfois des idées reçues et des *a priori* qui les empêchent de se projeter eux-mêmes dans l'entrepreneuriat ». Un rendez-vous auquel la CCI a tenu à participer « pour la deuxième fois » et dont le conseiller André Binh souligne « la vraie utilité » : « Il y a un manque de culture d'entreprise qui peut parfois limiter les projets personnels, ouvrir de nouvelles perspectives est primordial et c'était une évidence que nous soutenions cette démarche ».

### DES ÉCHANGES CARTE SUR TABLE

Loin d'un cours magistral, les échanges basés sur le franc parler ont en effet mis en lumière certaines idées reçues. Comment s'engager dans une création d'entreprise lorsqu'on n'est pas certaine de vouloir exercer la même activité toute sa vie ? La question a fait sourire Carole Blanchard, qui était chef de pub et de communication dans une agence avant de se lancer dans la grande distribution : « Il faut voir ça comme une étape, une entreprise c'est comme un bien matériel qu'on peut revendre. On est dans un monde qui change et qui bouge, ne soyez pas effrayées de changer aussi. Au contraire, c'est enrichissant et c'est devenu bien rare de faire pendant 40 ans le même métier ». « Et si on n'arrive pas à avoir de clients ? », objecte une élève. Là encore, s'appuyant sur les différentes réalités d'une création ou d'une reprise, Carole Blanchard ne cache aucune facette de l'entrepreneuriat : « Les débuts peuvent être difficiles, pendant 3 à 5 ans, il faut beaucoup travailler et avoir de l'énergie. Une fois que la clientèle est fidèle, on peut souffler ».

### DES CHEFS D'ENTREPRISE COMPLÉMENTAIRES

Les élèves ont ainsi pu découvrir trois personnalités aux approches complémentaires mais aussi bénéficier de conseils précieux comme ceux de Gwenaëlle Rialland : « Internet c'est magnifique, mais ils ont développé des choses pour que vous restiez coincées dessus. C'est du temps perdu, votre attention est précieuse, elle va servir à vous construire ». Alors que toutes hochent la tête, se reconnaissant dans ces paroles, la directrice poursuit, insufflant une vraie motivation : « Enrichissez votre vie. Il

## “ Les jeunes ont parfois des idées reçues qui les empêchent de se projeter eux-mêmes dans l'entrepreneuriat ”

Il y a parmi vous des gens exceptionnels, montrez aux gens que vous avez envie de sortir du lot... et travaillez votre éloquence ! Prenez la parole, pour tout, il faut savoir présenter les choses. Vous avez votre place du moment que vous avez un projet ».

### BILAN POSITIF

Autant de phrases qui, tous l'espèrent, seront des petites graines qui ne demandent qu'à germer dans l'esprit de ces jeunes : « Les aider, c'est apporter une lumière d'espoir, il faut des échanges comme cela, oser dire les choses, qu'ils puissent s'exprimer sans jugement », souligne Nola Brau-Nogué qui terminera le bilan en soulignant l'importance de « multiplier les expériences » : « La curiosité professionnelle n'est pas un défaut ! ». Toutes les élèves ont d'ailleurs pu écrire de façon anonyme ce que ces rencontres leur avaient apporté : « Confiance en soi », « Nous pouvons ouvrir notre entreprise à partir de rien », « Il n'y a pas d'âge pour commencer », « Même si on est jeunes on peut réussir »... Les messages sont visiblement passés. ■



Des retours très positifs de la part des jeunes



Gwenaëlle Rialland lors des échanges avec les classes de première mode et esthétique



**CÉLINE PHILIPPE**  
Responsable administrative de Compoeco

**VALÉRIE GALLIEN**  
co-gérante de Véco International

# Véco International Dans le **top 3** **national**

**D**ans leur secteur et à leur niveau, seules quatre entreprises se distinguent en France et parmi le trio de tête, Véco International a su se hisser... en toute discrétion. En plein centre-ville de Tarbes, difficile d'imaginer qu'un des acteurs incontournables de l'équipement des sanitaires collectifs mène une activité intense. Depuis 2009, ce sont pourtant deux sociétés qu'Éric et Valérie Gallien dirigent ici-même avec brio, toutes deux élaborées autour d'une matière qu'ils maîtrisent parfaitement, la résine composite. Spécialisée dans le marché des colonnes d'apport volontaire pour le tri sélectif,

En se tournant vers les sanitaires collectifs, la société tarbaise dédiée aux pièces en résine composite a eu un coup de génie : elle fait désormais partie du club très serré des entreprises qui détiennent ce marché au niveau national. Des CHU au dernier contrat avec Burger King ou Airbus, Véco International s'étend avec brio.

Par Hermance HITTE

Compoeco a été la première à voir le jour, suivie par Véco International créée en 2011. C'est elle que la chaîne de restauration Burger King vient de choisir comme fournisseur de lavabos, un dernier contrat qui illustre parfaitement le rayonnement national de l'entreprise tarbaise.

## LE MÉDICAL EN CŒUR DE CIBLE

À ce jour, la société affiche plus de 450 clients et collabore principalement avec des installateurs plombiers d'envergure comme Effage, Bobion & Joanin, Huber ou Engie : « Nous ne travaillons pas avec les particuliers », souligne Valérie Gallien. « On est structurés pour livrer des gros chantiers. » À l'instar de celui de Horgues, construit dernièrement, les EHPAD mais aussi les centres hospitaliers, les établissements médicaux et paramédicaux sont le cœur de cible de Véco International. « Concernant les établissements scolaires, on intervient sur la partie sanitaire et à ce titre, par exemple, on a posé l'intégralité des plans vasques des sites que la Région Occitanie a dernièrement rénovés », précise la cogérante.

“ Les formes aléatoires, c'est notre spécialité ”

## DES PLANS VASQUE SUR-MESURE

Plans droits aux différents designs, plans à bol avancé, plans d'angles, lave-mains rectangulaire, multi-vasques, gamme aux normes PMR... La force de Véco International, c'est d'abord la capacité de faire des pièces sur-mesure et personnalisables, jusque dans la teinte : « Cela permet aux architectes et aux bureaux d'études de concevoir des formes complètement aléatoires. Aujourd'hui on sait répondre à ce genre de marché, c'est notre spécialité ». Les ensembles en matériaux composites offrent une vraie résistance aux chocs thermiques, aux rayures et aux taches, parfaite pour une utilisation dans les milieux médicaux. Depuis l'an dernier, un nouveau produit a enrichi l'offre de la société en constante évolution et il est né d'une demande de la clientèle : le « solid surface ».

## UN NOUVEAU MATERIAU MAT

Cette résine acrylique présente un visuel complètement différent puisque si la résine composite a un fini brillant, le solid surface a un rendu mat qui lui assure un vrai engouement : « Ses résistances en termes de chaleur sont également différentes et aujourd'hui, on vend de plus en plus de produits en solid surface notamment pour les paillasse de laboratoire ». Dans cette industrie très manuelle, réalisée sans machine, la main-d'œuvre est le nœud central mais elle ne se trouve pas dans les Hautes-Pyrénées où seuls six salariés évoluent au siège. Les usines de production regroupées en Isère en comptabilisent 20, région d'où Éric Gallien est originaire : « Comme on livre partout en France, c'était un choix central plus pratique pour nous ». La société en a également une autre en Tunisie.

## UN RETOUR AUX SOURCES

De l'Isère à Tarbes, le chemin a compris une étape à Bagnères-de-Bigorre où Éric Gallien s'est lancé dans un projet professionnel qui n'a pas abouti. Marathonien et habitué à ne rien lâcher, le directeur de 57 ans a su rebondir, entraînant dans cette nouvelle aventure son épouse : « On a décidé d'unir nos connaissances et nos compétences ». Pendant 4 ans, Véco International était tourné vers le capotage et en 2015, le sanitaire a été inclus, faisant toute la différence : « Aujourd'hui nous avons un chiffre d'affaires de 2,43 millions d'euros et le sanitaire en représente à lui seul 2 millions, c'est notre activité principale ».



On retrouve Véco International à l'aéroport de Montréal





De l'industrie tertiaire aux tables à langer des crèches, les contrats sont éclectiques



Toutes les formes peuvent être envisagées grâce au sur-mesure

## DES CARNETS DE COMMANDES BIEN REMPLIS

Affinant ses services avec le développement de la prise de cotes et les poses sur chantiers, Véco International et ses équipes assurent une production de 6 000 pièces par an : « En moyenne sur les EHPAD, nous sommes à 80 pièces, sur les centres hospitaliers on est entre 150 et 500 pièces. Là, on vient de terminer le chantier du centre hospitalier de Nîmes, plus de 500 pièces ». Un parcours qui se poursuit dans une belle dynamique avec notamment un deal avec Airbus : « Le groupe est en train de refaire ses usines et la société AGTherm a obtenu ce marché. Comme nous travaillons en partenariat avec elle, nous allons équiper tous les points de fabrication qui sont en rénovation ou en construction ». Un projet majeur déjà démarré qui, avec celui du CHU de Rennes ou encore le CROUS de Pau et ses 300 pièces, assurent des carnets de commandes déjà bien remplis pour les deux années à venir. ■

## COMPOECO, LA SOCIÉTÉ ENGAGÉE

C'est encore une fois la résine composite qui est la base de l'activité de la seconde société fondée par Éric Gallien mais elle se décline dans la fabrication de conteneurs pour le tri sélectif. Ordures ménagères, nouveaux bacs destinés au verre, au carton ou encore aux biodéchets, les gammes de mobiliers urbains se déclinent à tout ce qui est lié à la collecte.

Devenue un des acteurs principaux dans le traitement des déchets, Compoeco répond aux appels d'offre des communautés de communes et en équipe le territoire. Avec 35 salariés, elle affiche 2,61 millions d'euros pour le dernier exercice. « Notre axe de développement est dans la conception de conteneurs plus accessibles aux personnes à mobilité réduite, avec des trappes adaptées », souligne Valérie Gallien.

En parallèle, pour chaque m<sup>2</sup> occupé par ces colonnes, Compoeco, en partenariat avec la collectivité, plante 2 m<sup>2</sup> de forêt locale : « Un engagement qui nous paraissait primordial face aux problèmes qu'on connaît tous », ajoute Céline Philippe, responsable administrative. Si 90 % de l'activité concerne les colonnes de tri, 10 % sont consacrés aux pièces composites comme les coques à vélo ou les pièces de bus. « Nous nous positionnons pour l'appel d'offre du SYMAT, on aimerait bien travailler localement, ça aurait du sens ! », ajoute Céline Philippe.





## Lourdes

### LA VILLE MISE SUR L'INNOVATION ET REJOINT LE SIIVIM

Lors du prochain Sommet International de l'Innovation en Villes Médiannes, qui se tiendra à Nevers en octobre, il faudra compter avec Lourdes : la ville est en effet devenue membre actif du réseau avec ses partenaires, à savoir la French Tech Pyrénées Adour, la Fédération Française des Trucs qui Marchent et le Collectif Tricolor. Laurent Jubier, directeur de cabinet du maire Thierry Lavit, a qualifié l'initiative de « belle » avant de rappeler que « la ville avait subi un crash économique sans précédent suite à la pandémie » et que celui-ci « avait montré du doigt une économie mono-segmentée sur le tourisme spirituel » : « Devenir membre du réseau nous fait prendre en compte l'émergence et le rôle des start-ups, ces échanges sont fondamentaux ». Et la première action n'a pas tardé à être annoncée, c'est à Lourdes que se tiendra le salon Innov Adour, labellisé SIIViM, prévu le 30 novembre prochain.

© D.R.



## Tarbes

### AFFLUENCE RECORD AU SALON DE L'AGRICULTURE

L'édition de 2017 et ses 66 000 visiteurs étaient la référence, pour la plus belle vitrine du terroir c'est désormais celle de 2023 qu'il faudra dépasser. Avec plus de 70 000 visiteurs en quatre jours, le Salon Régional de l'Agriculture de Tarbes a battu tous les records d'affluence. Un engouement que rien n'aura freiné, pas même la pluie ou les files d'attente aux billetteries, assez impressionnantes. C'est au Parc des expositions qui semblait, pour la première fois, presque trop petit que les 300 exposants ont animé avec brio le rendez-vous qui était également une fête. Fête des saveurs, des talents, du savoir-faire, du bon goût, de la gastronomie et d'une économie primordiale dans le département, petits et grands y ont participé avec un plaisir qui se lisait sur tous les visages.

© D.R.



DOMINIQUE  
MARIANI

© D.R.

# Carnet

En choisissant **Dominique MARIANI** comme directeur général de la CCI Occitanie, le président Jean-François Rezeau a opté pour un dirigeant expérimenté dans le milieu des affaires et de l'économie mais aussi dans le développement territorial. Il a notamment dirigé l'agence départementale de développement économique Manche Expansion mais aussi celle des Pays de la Loire Solutions&Co. Après une riche carrière en tant que directeur de business unit et de directeur général de filiales de groupes français et étrangers dans les secteurs de la franchise, des technologies, de l'information, des biotechnologies et de la sécurité, l'homme, ancien rugbyman et père de 4 enfants, va donc piloter les équipes régionales de la CCI et souhaite : « mobiliser les savoir-faire du réseau CCI Occitanie pour coconstruire avec ses partenaires des solutions efficaces, agiles et intégrées au service des entreprises de la région afin d'accélérer leur compétitivité durable ».



© D.R.

## Hautes-Pyrénées DÉPARTEMENT : SOUTIEN À AMBITION PYRÉNÉES

Lors de la Commission permanente du 10 mars dernier, Michel Pélieu, président du Département des Hautes-Pyrénées, et les élus ont voté un ensemble d'aides et de dispositifs telle que la convention « Bio pour tous » pour l'accès à des produits alimentaires à un tarif préférentiel. Depuis 2014, le Département est membre d'Ambition Pyrénées, une association qui assure l'animation de la démarche stratégique du Projet de territoire. Elle accompagne les actions des différents chantiers de travail dans une logique de développement territorial et d'attractivité. Ambition Pyrénées accompagne dans ce cadre plusieurs actions pour l'autonomie de l'énergie ou l'attractivité en faveur des professionnels de santé, par exemple, mais également des partenaires comme la marque HaPy Saveurs ou la French Tech. Compte tenu de l'importance stratégique du Projet de Territoire et des missions proposées par l'association, le Département lui a attribué une subvention de fonctionnement d'un montant de 34 975 € pour l'année 2023.



## Piau-Engaly **MONTÉE EN GAMME CONFIRMÉE**

Avec le projet de requalification Natura Piau, la plus haute station des Pyrénées affichait des ambitions à l'image de sa position, les derniers chiffres enregistrés à la fin des vacances de février confirment son ascension : la fréquentation a augmenté de 7 % par rapport à l'an dernier. Au plus fort, c'est même un taux de remplissage de 100 % qui a été atteint. Pour Émilie Mothes, directrice générale adjointe de SEML Piau-Aragnouet, les résultats démontrent que « tous les investissements réalisés sur la station portent l'afflux de clientèle ». Avec des premiers aménagements réalisés sur la zone du Jardin des découvertes, en front de neige, un tapis couvert qui dessert la piste de ski École, revalorisée, mais aussi deux de snow tubing et de nouveaux espaces détente, ce sont 1,7 M€ qui ont déjà transformé la station. Un développement des services qui va de pair avec celui de la capacité d'accueil, comme la nouvelle résidence de tourisme Huttopia, et sa montée en gamme. Les animations on su animer la station qui profite de son enneigement naturel de qualité et va rester ouverte jusqu'au 11 avril. La Sun & Style, programmée les 8 et 9 avril, clôturera la saison, un événement freestyle avec repas, concert, DJ's et un snowpark retravaillé pour l'occasion.



## Hautes-Pyrénées **TPE-PME : PLUS FORTE PROGRESSION DU CA POUR LE 65**

Construite à partir des télédéclarations sociales et fiscales des entreprises auprès des experts-comptables, la base de données Statexpert est un excellent outil économique pour prendre le pouls des TPE et PME. En Occitanie, l'évolution trimestrielle de leur activité affiche + 8,4 % de hausse cumulée sur l'année 2022 par rapport à 2021. Si les 64 543 TPE-PME de tous les départements ont présenté un chiffre d'affaires en progression sur le 4<sup>e</sup> trimestre 2022 par rapport à celui de l'an passé, ce sont celles des Hautes-Pyrénées qui peuvent se targuer d'avoir la plus forte augmentation. Avec + 8,9 % en valeur, l'échantillon des 2 835 entreprises du département le classe devant la Lozère, l'Aveyron et le Tarn. Avec + 3,1 %, l'Ariège affiche, elle, des résultats en deçà de la moyenne régionale.

**pour**

VINCENT  
MAYMO

CHRISTIAN  
PRAT DIT HAURET

# Des retraites financer l'économie

L'objectif à atteindre le plus rapidement possible est celui de la consolidation du système de retraite par répartition. Parmi les nombreuses solutions pour y parvenir, l'augmentation nécessaire du nombre de cotisants. Mais déjà, il faut s'interroger sur les raisons profondes de la non-activité d'une partie de la population dite « active »...

Par Christian PRAT DIT HAURET et  
Vincent MAYMO, professeurs à l'Université de Bordeaux.

**S**ic transit gloria mundi ! Les hommes se succèdent et les idées ne se renouvellent pas ou trop peu. Si, dans les années 60, on comptait 4 cotisants pour 1 retraité, on comprend bien qu'en 2020, avec un nombre de retraités de 16,9 millions, pour une population de cotisants de 28,2 millions d'âmes, le modèle n'est plus soutenable. Les conditions qui ont vu naître en France notre modèle de répartition étaient le contexte de l'après-guerre caractérisé par une situation démographique, une idéologie politique, des conditions de marché et un environnement réglementaire qui lui étaient propres.

Dans les systèmes de répartition, les cotisants de l'année financent les retraites en cours. La répartition ne fonctionne qu'avec

un équilibre soutenable entre le nombre de cotisants et celui des bénéficiaires. Face à une augmentation du nombre des retraités, il convient donc de trouver des solutions démographiques, économiques et culturelles. Les leviers disponibles dans le cadre d'un système de répartition pure sont alors l'augmentation du nombre de cotisants par une politique nataliste, par une politique d'immigration ou par un allongement de la durée de cotisation, par une activité accrue de la population active, par une pression croissante à la productivité ou encore l'augmentation de la cotisation par tête.

## SOLUTIONS DÉMOGRAPHIQUES ?

L'économiste Emmanuelle Auriol de Toulouse School of Economics a dans cette veine souligné tout l'enjeu de recourir à une immigration économique choisie et l'enjeu de travailler à l'attractivité de la France

en tant que terre d'entrepreneurs et terre d'emplois. D'aucuns à l'instar de l'économiste Antoine Bozio et du conseil d'orientation des retraites font reposer l'avenir des retraites sur des hypothèses de croissance et de financement de l'État, mais concèdent que les *scenarii* proposés parient sur un appauvrissement relatif des retraités et conduisent à un déficit croissant du système de retraite.

## QUESTION DE REDISTRIBUTION

Les arguments en fonction de la répartition se veulent sociaux, ceux qui n'auront pas ou peu épargné mais cotisé toute leur vie pourront ainsi bénéficier d'une sécurité collective et d'un espoir pour leur avenir. Ils se veulent aussi économiques puisque la redistribution des richesses des cotisants vers les retraités devait permettre davantage de consommation, en gardant en tête que ceux qui ont les plus faibles revenus n'ont pas toujours une propension à consommer plus élevée. Cet argument trouve une limite objective dans la répartition de la richesse en France où les seniors restent dotés, et largement, des plus gros patrimoines.

## POURQUOI TANT DE NON-ACTIFS ?

La consolidation du système de retraite par répartition doit prendre en compte, dans une logique



spatio-temporelle, tous les actifs du moment qui peuvent raisonnablement s'interroger, compte tenu de la pyramide des âges et des évolutions des comportements, sur l'équilibre du système à terme et la capacité des générations futures à y contribuer. Une première solution serait d'augmenter le nombre de cotisants et, surtout, de s'interroger sur les raisons profondes de la non-activité d'une partie de la population dite « active ». Cette population ne produit pas et donc ne cotise pas pour les retraites, ce qui, dans un cercle vicieux, fait reporter le poids du système sur les salariés en activité qui subissent de plein fouet la pression des prélèvements obligatoires.

“ Dans la génération des personnes dont l'âge est compris entre 60 et 65 ans, 30 % d'entre elles seulement sont en activité ”

L'économiste bordelais Olivier Bargain souligne à ce titre tout l'enjeu d'une lutte contre le travail clandestin dont on chiffre à plusieurs milliards l'impact sur les cotisations sociales. Pour illustrer cela, une seule statistique : dans la génération des personnes dont l'âge est compris entre 60 et 65 ans, 30 % d'entre elles seulement sont en activité et 70 % ne le sont plus. La statistique est quasiment l'inverse dans les pays scandinaves et en Allemagne, c'est-à-dire dans les pays où l'économie est la plus compétitive.

## ÉCHELLE DE PÉNIBILITÉ

Bien entendu, on exclura de cette analyse, les « salariés marteaux-piqueurs » et les ouvriers à la chaîne, dont la santé s'est trop rapidement dégradée et qui doivent partir avant tous les autres et sûrement avant 60 ans. Plusieurs *scenarii* sont envisageables : une échelle de pénibilité permettrait certes de pondérer les années de cotisations selon les professions, mais elle ne suffirait pas à rendre compte de l'état de santé du cotisant. De sorte que devrait également être généralisé un suivi de l'état de santé professionnelle : une personne allergique aux poussières et produits chimiques pourrait tout autant être usée par des activités de coiffure ou de ménage là où une personne migraineuse serait mise en souffrance dans des environnements bruyants comme une salle de classe.

## LA CAPITALISATION : UN AUTRE MODÈLE DE JUSTICE ?

Dans les systèmes par capitalisation, les cotisations actuelles financent les retraites futures de sorte qu'un stock de capital est réalisé à des fins de tampon, de pilotage anticipé et de valorisation. La capitalisation présente un autre modèle de justice qui, s'il est régulé, pourrait constituer une alternative convaincante à plusieurs titres. Elle permettrait d'une part de redonner aux citoyens un pouvoir sur leur avenir, qu'il soit individuel ou collectif ; on pense ici évidemment à l'équilibre entre la cotisation par répartition et l'investissement dans des fonds de capitalisation. Elle permettrait de réintroduire de l'épargne dans l'économie et de l'orienter vers des enjeux de plus long terme, en cohérence avec la logique des retraites. Un tel effort pourrait notamment permettre la bascule dans la transition énergétique, un engagement plus profond dans les projets orientés par les « megatrends » en cohérence avec les engagements internationaux et également, la possibilité d'orienter

des financements vers les territoires. Enfin, et non des moindres, elle permettrait sur le plan éthique et social de renouveler le lien intergénérationnel.

Pour faire simple et chiffré, un homme qui part à la retraite à l'âge de 62 ans a une espérance de vie de 18 ans et une femme de 23 ans, soit une moyenne de 20 années à la retraite. La constitution d'un capital se fait certes sur la base des cotisations versées par la personne active mais également sur la performance du fond. Pour être compréhensibles par les ayants-droits, et dans une recherche d'équilibre, la diversification pourrait suivre la « recette » du 4 quarts : 1/4 d'immobilier locatif en valorisant l'effet de levier de l'endettement, l'espérance de plus-value et le refuge anti-inflation ; 1/4 d'actions en recherchant rendement et croissance ; 1/4 de liquidités et d'assurance-vie par prudence et 1/4 d'or ou d'œuvres d'art pour couvrir le risque actions et faire vivre le patrimoine.

## RENFORCEMENT DE L'ÉPARGNE

En France, la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 dite « Loi Fillon » est venue renforcer les possibilités offertes aux acteurs privés, tant sur le plan de l'assurance que du renforcement de l'épargne et des capacités d'investissement à long terme. Celle-ci offre un cadre général et complète les solutions offertes aux agents de la fonction publique (le préfon, la RAFFP) par des solutions dédiées aux acteurs du secteur privé dans la lignée des ex-contrats Madelin (1994) des PERP, des Perco, du plan d'épargne-retraite entreprise, des contrats en sursalaires et des contrats de retraite à prestations définies. Mais l'incitation à investir dans de telles solutions reste peu efficace pour les salariés dès lors qu'elles nécessitent de renoncer à une consommation présente ou à une liberté d'investissement. Chiffres à l'appui (<https://stats.oecd.org/Index.aspx?QueryId=9599&lang=fr>), on

ne peut qu'inviter les acteurs politiques à étudier plus avant cette voie au regard des enjeux pour les grands équilibres nationaux. Le débat répartition-capitalisation se posait déjà comme une dernière alternative dans les années 70, il y a un demi-siècle. Plusieurs options s'affrontaient en termes d'articulation entre ces deux modèles. Le développement de la capitalisation est resté marginal en France, où avec 8 %, le poids des fonds de pension dans la retraite est assez proche de celui de l'Allemagne mais bien éloigné des pays ayant retenu une approche intermédiaire comme le Royaume Uni, le Danemark, la Finlande ou les Pays-Bas pour ne citer que des pays européens.

### LIMITES ET RISQUES DE LA CAPITALISATION

Si les modèles par capitalisation apparaissent plus efficaces sur un plan économique, et intergénérationnels, ils nous confrontent aussi à plusieurs défis. D'une part et fondamentalement, la capitalisation nous interpelle au plan social quant aux modalités de financement des personnes les plus démunies ayant insuffisamment cotisé ou n'ayant pas cotisé. On comprend alors que la capitalisation ne peut se suffire à elle seule et ne peut qu'être le complément nécessaire de la répartition. De plus, la capitalisation expose les investisseurs à des risques et interroge sur la stabilité de la solution mise en œuvre.

Enfin, le débat sur la capitalisation pose la question de la transition vers ces régimes : il s'agit alors de trouver un mode de financement des retraités en cours ou des futurs retraités qui n'auraient pas le temps de se constituer un pécule suffisant leur garantissant une retraite au moins égale à leurs droits acquis dans le régime actuel. On peut imaginer différents modèles de transition vers un modèle par capitalisation qui permette de s'accorder ensemble : une capitalisation individuelle vs collective, on pourrait doter la France d'un fonds

## “ On pourrait autoriser transitoirement 2/3 des cotisations orientées vers la répartition et 1/3 vers la capitalisation et basculer vers un régime 100 % capitalisation ”

souverain de retraite, on pourrait autoriser transitoirement 2/3 des cotisations orientées vers la répartition sans fiscalisation et 1/3 vers la capitalisation puis progressivement basculer vers un régime 100 % capitalisation. En complément, accorder la possibilité de bénéficier de sa retraite en une fois vs en mensualités. L'endettement choisi de la France permettrait d'amortir la transition. Avec un budget retraite de 331 milliards par an, et un déficit prévu pouvant atteindre 2 % du PIB, on comprend bien que ce basculement n'est pas neutre. Le système actuel est déjà créateur d'une dette subie et l'on ne peut qu'inviter à une rationalisation. Il faut garder en tête que la dette de la France atteint déjà le chiffre stratosphérique de 3 000 milliards d'euros, alors qu'elle s'élevait à moins de 1 400 Mds en 2008 et moins de 700 Mds en 1995, un doublement régulier au cours des 30 dernières

années. Mais l'augmentation choisie de la dette associée au renforcement de la retraite par capitalisation aurait des externalités positives qui s'intégreraient dans le cadre d'une stratégie nationale. Celle-ci serait en effet compensée par une « capitalisation » de l'économie d'un montant aussi important, le patrimoine national augmentant d'autant. Celle-ci aurait également vocation à être conjoncturelle là où la retraite par répartition systématise cet accroissement. La retraite, ce sujet épineux, deviendrait alors le levier privilégié d'orientation d'investissements massifs vers l'économie française et ses territoires, dès lors que ceux-ci font l'objet d'un équilibre entre contrôle centralisé et subsidiarité. ■



# Quelle reprise

Après avoir placé le pays sous cloche pendant près de trois ans, les autorités chinoises ont décidé de lever l'essentiel des mesures sanitaires, espérant ainsi renouer avec une croissance forte. Mais rien n'est moins sûr...

Par Raphaël DIDIER

**A** la fin de l'année 2022, les autorités chinoises ont décidé de mettre fin à la politique sanitaire dite « zéro Covid-19 », qui avait paralysé le pays pendant plus de deux ans. Celle-ci se déclinait en un triptyque redoutable. Tout d'abord, des tests PCR étaient demandés parfois plusieurs fois par semaine pour accéder aux lieux publics et voyager d'une province à une autre. La population était ensuite tracée au moyen de QR codes, ce qui n'était au fond que le nouvel avatar d'une surveillance de masse officiellement actée depuis une décennie avec le « Plan de planification pour la construction d'un système de crédit social 2014-2020 ». Enfin, mesure la plus emblématique : le confinement de quartiers, voire de villes entières, en cas de détection de cas de Covid-19 !

À l'évidence, une telle politique sanitaire à l'échelle d'un pays de 1,4 milliard d'habitants ne pouvait qu'exacerber les tensions politiques et sociales, au point que d'impressionnantes scènes de révolte ont été rapportées, consécutivement à une énième période de confinement strict. Et en plus d'avoir fait tanguer le régime, cette politique fut un gouffre financier pour les autorités locales à qui l'État avait délégué la besogne.

## L'ÉCONOMIE CHINOISE EN BERNE

La Chine a pris le parti de mettre le pays sous cloche. Des salariés ne pouvaient plus se rendre à leur travail, des entreprises étaient fermées inopinément pour raison sanitaire, sur ordre des autorités, des composants n'étaient plus produits et exportés... Toute la chaîne de production chinoise en a été bouleversée, créant des ruptures d'approvisionnement, notamment au sein de l'Union européenne, une forte incertitude chez tous les partenaires commerciaux de la Chine et des révisions à la baisse des investissements internationaux vers l'Empire du Milieu. Et que dire du tourisme dans ces conditions ?

Tout cela ne pouvait que se traduire économiquement par une chute du taux de croissance, passé de 8 % en 2021 à environ 3 % en 2022, et une augmentation du chômage, en particulier chez les jeunes. Mais, contrairement à la plupart des autres régions du monde, l'inflation demeure très faible.

“ Une économie sous tension bien avant la pandémie ”

Tous les yeux sont depuis tournés vers Xi Jinping, qui promettait, il y a encore peu, une décennie florissante à son peuple à la faveur du développement des Routes de la soie, d'une réduction de la dépendance énergétique et, plus généralement, de la mise en œuvre d'une politique industrielle volontariste. Hélas, entre les ambitions encore loin d'être atteintes dans des secteurs-clés comme l'aéronautique ou l'intelligence artificielle, et les tentatives malencontreuses de reprise en main par l'État des entreprises



# en Chine ?



de la Tech, l'économie semblait sous tension bien avant la pandémie de Covid-19.

## UNE REPRISE CONJONCTURELLE, DES PROBLÈMES STRUCTURELS

Est-il alors possible d'espérer une reprise économique qui, par l'intermédiaire des importations, profiterait également aux autres pays du monde ? À court terme, c'est fort probable, même si l'ampleur de la reprise devrait rester limitée et ses conséquences sur les prix mondiaux incertaines. Au vu des importations chinoises actuelles et du poids des exportations vers la Chine dans les exportations totales, l'UE ne ferait, hélas, pas partie des grands bénéficiaires de la reprise économique chinoise. Les pays d'Amérique du Sud, d'Afrique, de l'OPEP, mais également la Russie et le Royaume-Uni devraient certainement en profiter le plus.

Mais à long terme, le vieillissement démographique risque de peser à la fois sur les capacités de production du pays et sur la productivité du travail. À cela s'ajoutent un trop fort attrait de l'immobilier, secteur peu productif et en crise latente, mais qui attire à lui beaucoup de capitaux, alléchés par l'odeur de placements rémunérateurs et perçus (souvent à tort) comme sûrs. Et la mise au pas des grandes entreprises par l'État n'est pas de nature à améliorer le progrès technique, d'autant que l'investissement des entreprises en machines et en équipements semble s'affaiblir. L'un dans l'autre, la croissance potentielle sera faible dans les années à venir, probablement aux alentours de 2 %, bien loin des 6 à 8 % qui permettraient au gouvernement central d'acheter pour un temps (encore) le calme social.

Un mouvement de démondialisation de la Chine n'est pas non plus à exclure. En effet, le conflit commercial avec les États-Unis ne s'est pas apaisé après le départ de Trump, et il menace désormais de s'étendre à d'autres pays occidentaux, sous la forme de sanctions sur les entreprises de la Tech chinoise, de limitations des exportations technologiques vers la Chine, de restrictions aux investissements des entreprises chinoises, etc. Cette situation servira, peut-être, de catalyseur à un rééquilibrage de la croissance chinoise vers sa demande intérieure. Mais pour l'instant, la hausse de l'endettement total, le fort taux d'épargne de précaution des ménages et une protection sociale encore rudimentaire, ne laissent rien présager de bon de ce côté... ■



# Une agriculture sans agriculteurs ?

À rebours de l'image idyllique de la ferme familiale, les terres agricoles françaises sont de plus en plus possédées par des sociétés financiarisées, dénonce l'association Terre de Liens. Se jouant des contraintes juridiques, elles développent une agriculture intensive sur de grandes exploitations.

Par Anne DAUBRÉE

**P**romesse de campagne électorale d'Emmanuel Macron, une loi d'orientation et d'avenir agricoles, destinée à relever le défi des générations, fait actuellement l'objet d'une concertation. Et le défi est de taille, à en suivre l'état des lieux et l'évolution de la propriété des terres agricoles en France, réalisé par Terre de Liens, association qui milite pour une agriculture paysanne.

## L'ESSOR SANS PRÉCÉDENT DES SOCIÉTÉS D'EXPLOITATION AGRICOLE

Début mars, à l'occasion du Salon international de l'Agriculture à Paris, elle publiait son « Deuxième Rapport sur l'état des terres agricoles, en France ». D'après

ce dernier, le sujet de la propriété relève quasiment du tabou : la dernière statistique officielle date de 1992. Le constat de Terre de liens, lui, est celui d'une « financiarisation des terres ». Car un acteur nouveau s'est imposé : les sociétés d'exploitation agricole, qui associent agriculteurs et non-agriculteurs (entreprise agroalimentaire, fonds d'investissement...) représentent aujourd'hui 42 % des fermes et couvrent 68 % de la SAU, Surface agricole utile. Elles sont particulièrement présentes dans les zones de culture à forte valeur ajoutée (Aquitaine, Centre et Nord-Est de la France) où de grandes fermes fonctionnent sur un modèle d'agriculture intensive, dans le cadre d'une organisation qui sépare travail, terre et capital. Parmi ces sociétés, certaines s'avèrent particulièrement inquiétantes, d'après Terre de Liens : les sociétés agricoles financiarisées, dont le capital ouvert permet à des investisseurs non agricoles de prendre le contrôle des fermes. C'est en particulier le cas des sociétés civiles d'exploitation agricole (SCEA) et autres sociétés commerciales (sociétés anonymes, SARL). Au total, ces sociétés financiarisées possèdent déjà 1 ferme sur 102 et contrôlent 14 % de la SAU. « Ces sociétés connaissent aujourd'hui un essor sans précédent qui consacre une agriculture de firmes aux mains des investisseurs (...). Une nouvelle marche a été gravie sur l'échelle de l'intégration de l'agriculture à l'industrie agroalimentaire », décrit le rapport.

Concrètement, d'après Terres de Liens, des entreprises choisissent de passer de la contractualisation avec des agriculteurs à la maîtrise directe des terres. Par exemple, dans les Bouches-du-Rhône, Euricom, premier groupe européen dans le négoce du riz, possède 1 300 hectares de culture de riz sous indication géographique protégée (IGP). Autour de Grasse, dans les Alpes-Maritimes, Chanel et L'Oréal achètent des parcelles à prix d'or (entre cinq cent mille et un million d'euros, soit deux à quatre fois le prix des terres localement) pour produire leurs plantes à parfum... Auchan, fleuron de la grande distribution, a acquis plus de 800 ha de terres par le biais de sa foncière Ceetrus France.

## UN CADRE JURIDIQUE INSUFFISANT

L'échéance du départ à la retraite d'au moins un quart des agriculteurs d'ici 10 ans laisse présager une emprise accrue de ces sociétés sur l'agriculture française, redoute Terre de Liens. En effet, elles disposent de capacités d'investissements supérieures à celle des autres acheteurs potentiels et se montrent habiles à détourner les mesures légales qui devraient limiter leur essor. Ainsi, entre 1993 et 2021, les transactions de ces sociétés ont été multipliées par six. Elles représentent aujourd'hui 10 % de la valeur des ventes de terres. Le marché parallèle des « parts de société » leur permet d'échapper aux mécanismes de régulation régis par les Safer (sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural). Ces dernières sont chargées de veiller au maintien d'une agriculture durable, qui passe notam-

ment par la lutte contre la concentration des exploitations. Or, il suffit de transformer une ferme familiale en SCEA pour que des investisseurs en rachètent des parts et prennent le contrôle de l'exploitation. Au moins 200 000 hectares transitent par ce marché parallèle chaque année, d'après la Safer.

Plus globalement, le rapport de Terre de Liens signale de nombreuses insuffisances dans le cadre légal. Il est vrai qu'une loi votée en 2014 oblige les notaires à infor-

## « Certaines sociétés délèguent les travaux agricoles à des entreprises de prestation »

mer les Safer des projets de vente de parts de sociétés agricoles. Mais elle ne traite pas le problème de l'opacité sur le prix des terres, et donc de la spéculation. Par ailleurs, le droit de préemption donné à la Safer sur ces ventes est très facile à contourner. Quant à la loi de 2021 (dite Sempastous, du nom du député rapporteur) portant mesures d'urgence pour assurer la régulation de l'accès au foncier agricole, sa portée resterait « limitée » selon le rapport. Résultat, il existe une « logique de concentration des terres et de concentration des moyens de production agricole dans des fermes toujours plus grandes et à haute intensité capitaliste », pointe Terre de Liens. Car les limites posées à la taille des structures agricoles en France sont détournées aussi : lorsqu'une ferme sous forme de société d'exploitation atteint le seuil critique d'agrandissement, une nouvelle société est créée. Une étude de la Fédération nationale des Safer sur les départements de l'Eure et de la Seine-Maritime a ainsi révélé que 48 fermes de plus de 200 ha présentes dans ces départements étaient en fait réunies en seulement 19 « sociétés mères », réels centres de décisions stratégiques.

Autre problème, ces sociétés « tirent également profit de la manne que constitue les aides de la PAC », dénonce Terre de Liens. Là, l'astuce consiste à calibrer la taille de l'exploitation selon les critères prévus pour la distribution des aides. Autre caractéristique de cette agriculture financiarisée : elle se passe d'agriculteurs. À l'extrême, certaines sociétés ne travaillent qu'avec des ouvriers agricoles qui exécutent les orientations de l'entreprise mère, voire, elles délèguent la majorité des travaux agricoles à des entreprises de prestation. Ce phénomène, difficilement quantifiable, concernerait au moins 7 % des exploitations, d'après le rapport. À la conclusion glaçante : « Cette agriculture de firme est l'une des menaces majeures pour l'agriculture française, sonnante définitivement la fin d'une agriculture familiale au service des territoires ». ■

# Les freins du processus de recrutement

L'étude « Should I stay or should I apply ? Pourquoi répond-on à une offre d'emploi ? » de la chaire Compétences, employabilité et décisions RH de l'EM Normandie, met en lumière un phénomène d'auto-élimination des candidats. Entretien avec son directeur, Jean Pralong, professeur en gestion des ressources humaines.

Par Charlotte de SAINTIGNON

## La crise du recrutement est sur toutes les lèvres. À quoi est-elle due ?

On est en plein paradoxe, alors qu'une quantité importante de postes peinent aujourd'hui à être pourvus, le nombre de chômeurs reste élevé : la France ne manque pour ainsi dire pas de talents. Dans nos esprits, nous attribuons cette crise à deux causes principales : le manque de candidats, ce qui n'est pas faux dans certains secteurs, mais qui l'est dans d'autres, avec toujours un taux de chômage important. Seconde cause évoquée, leur comportement : les candidats seraient à la fois trop sélectifs et exigeants et refuseraient de postuler à certaines annonces, notamment pour certains métiers jugés pénibles. Voire, ils préféreraient rester au chômage. Ce raisonnement populaire écarte totalement le recrutement en lui-même, comme si le candidat n'avait pas à s'en méfier. On ne remet ainsi jamais en question les pratiques des entreprises ; on préfère s'interroger sur l'envie de travailler des gens ou le sens du travail.

## Le processus de recrutement serait un frein, selon vous ?

L'image que se font les candidats du recrutement peut être un frein à la décision même de postuler à une offre d'emploi. En d'autres termes, certains candidats refusent de répondre à une offre d'emploi à cause du processus de recrutement en lui-même. C'est cette cause méconnue des tensions sur le marché de l'emploi que nous avons démontrée dans une étude menée auprès de 165 candidats issus de la profession comptable.

## Qu'est-ce qui amène les candidats à répondre à une offre ou au contraire à la décliner ?

Nous avons proposé à des comptables en recherche d'emploi sur le marché du travail des offres d'emploi, offres qui correspondaient à la fois à leurs compétences et à leurs zones géographiques. Il en est ressorti qu'à compétences strictement égales, certains candidats n'osaient pas proposer leurs services, alors même qu'ils pouvaient être recrutés. Ainsi, moins de 50 % d'entre eux ont accepté de postuler à l'offre d'emploi en question. Si l'élément-clé qui amène les candidats à répondre à une offre est la qualité de carrière, et notamment la qualité des postes qu'ils ont occupés, la cause de non-réponse est toujours le processus de recrutement : ils ont le sentiment que leurs compétences ne seront pas reconnues et que les recruteurs n'auront pas un regard juste sur



**JEAN  
PRALONG,**

directeur de la chaire  
Compétences, employabilité  
et décisions RH  
de l'EM Normandie

celles-ci. Ces candidats compétents n'ont pas de parcours linéaires, car hachés par des périodes de chômage ou de précarité, ou encore de changements d'entreprise. Des parcours parfois complexes qui peuvent être plus difficiles à appréhender pour un recruteur. En clair, des talents compétents s'auto-éliminent en anticipant les comportements sélectifs des recruteurs. Le côté émotionnel joue beaucoup : s'ils ressentent une émotion positive à répondre à une offre d'emploi, ils vont parfois se protéger d'une éventuelle émotion négative en n'y répondant pas. Prendre le risque de postuler, c'est prendre le risque de décrocher un poste, mais aussi prendre le risque de ressentir une émotion négative.

**Quelles sont perspectives  
d'actions pour les recruteurs ?**

Les recruteurs ont trois leviers d'action. Le premier, la bonne description dans une offre d'emploi du travail et des missions à accomplir, plutôt que la description de sa marque employeur ou de la communication trop générale empruntée à la publicité qui pourrait laisser penser que la mariée est un peu trop belle. Deuxième levier, parler des compétences et non de parcours. Enfin, une offre d'emploi doit décrire le processus de recrutement pour ouvrir la boîte noire et donner des garanties d'équité aux candidats. Aujourd'hui, être candidat est un jeu à l'aveugle : il ne sait rien de ce que fait un recruteur, des étapes et du timing d'un processus de recrutement,

des critères de choix ou du nombre de concurrents sur un poste. Il ne sait du poste que ce que veut bien dire l'annonce, ce qui crée beaucoup d'incertitudes.

**Comment améliorer  
les process de recrutement ?**

Il faudrait faire évoluer les règles de recrutement pour favoriser l'accès à l'emploi et ne pas se priver des compétences finalement moins rares qu'on le suppose. On a généralisé des pratiques comme l'entretien de recrutement à toutes les populations cadres et non-cadres. Mais ce dispositif n'est pas familier, voire anxiogène, pour un certain nombre de candidats. Beaucoup de non-cadres ne sont pas habitués à devoir décrire leurs compétences. Ils n'ont pas envie de se sentir humilié ou maltraité. Il faudrait organiser la rencontre entre entreprise et candidats de manière à ce que ces derniers se sentent valorisés et n'aillent pas vers quelque chose qui les inquiète. Dans un monde parfait, il faudrait faire intervenir des tiers de confiance qui feraient l'intermédiaire entre les deux pour attester des compétences des candidats. Un peu à l'image de ce que font les cabinets de recrutement, même si ces derniers restent trop souvent assimilés au recrutement de l'entreprise. La généralisation des tests en ligne pourrait être une solution : on peut imaginer que les candidatures seraient étudiées par tel outil digital, pour que l'évaluation des compétences soit la plus objective possible. ■

# Sur les chemins noirs



**En salle le 22 mars**

Un film de Denis Imbert

Avec Jean Dujardin, Izïa Higelin,

Anny Duperey

**Drame**

# LES CHEMINS DE TRAVERSE

**P**ierre est un explorateur célèbre pour ses ouvrages où il relate ses voyages dans des contrées parfois très lointaines. À peine remis d'une très grave chute qui a occasionné de lourdes séquelles, il décide de se lancer dans une longue marche de plus de 1 300 kilomètres à travers la France, espérant se réparer physiquement et mentalement. Il va emprunter des chemins ignorés des touristes, seul avec ses bâtons de randonneur et ses cartes IGN... Cette adaptation du récit quasi autobiographique de Sylvain Tesson offre un rôle très physique à Jean Dujardin qui aura beaucoup crapahuté dans les montagnes françaises pour faire vivre cette odyssée intime. Il est presque constamment en mouvement, mais sa performance est plus intérieure que strictement physique, même si le moindre geste compte, comme le souligne l'acteur, surtout dans l'idée de ne pas surligner le sous-texte :

**« C'est un chemin pour se faire mal, c'est le chemin de la rédemption. À un moment, je suis un homme qui allume un feu, qui mange une tranche de saucisson, qui fume, qui pense. Et il n'est pas question de faire autre chose que de penser, manger, dormir et se réveiller. Pas question de jouer un tourment un peu exagéré ou une intention marquée. Lorsque Denis Imbert me disait de marcher le long de la crête, je lui disais qu'il valait mieux que je gravisse la pente, même si c'était un peu dangereux. Car c'est ce que Sylvain Tesson aurait fait. Il serait allé par là car c'est le chemin du con. Celui qui fait payer sa connerie. Sa mauvaise chute. C'est le chemin de croix. Je me fais mal. J'ai besoin de comprendre qui j'étais, où je vais et cela, simultanément à mes remords. Les miens me quittent. C'est un reset dans un joli paysage. »**

Le récit célèbre, avec sa voix-off, de très beaux décors entre le Mercantour en Provence et le Cotentin dans le Nord, en passant par le sublime Plomb du Cantal. Les paysages ont une grande importance mais le récit s'attache surtout à rendre hommage à la liberté qu'ils offrent lorsqu'on accepte de s'y perdre, de préférence en solitaire. Les chemins noirs du titre désignent autant ces passages peu fréquentés que la part sombre de cet homme pressé moins charmant qu'il n'en a l'air. C'est lorsque le côté égocentrique de son caractère est creusé que ce film sonne le plus juste. Ce casse-cou un peu trop porté sur l'alcool n'est pas toujours attentif à ses proches, même s'il conserve leur sympathie. Leurs échanges dans le passé permettent de comprendre qui il est, sans expliciter sa psychologie, comme le visait le réalisateur :

**« À la fin on reste avec une part de mystère. Il y a des choses qu'on ne saura pas, qu'il ne nous aura pas confiées comme l'accident ou l'alcoolisme. Dans la scène de rupture avec cette jeune femme à l'hôpital, elle lui dit que ce n'est pas son accident qui va les séparer : c'est lui, c'est sa vie. Elle part et il ne la rattrape pas. Il ne s'excuse pas. Je trouve ça agréable de faire l'épuration d'un personnage qui ne demande pas pardon ; qui n'est pas politiquement correct sans pour autant être outrancier. Il n'est pas infréquentable au sens strict du terme mais il est entier. Le flashback sur l'accident et les rencontres n'explicitent rien de lui mais nourrissent le personnage. On apprend par ceux qu'il rencontre qui il est, au sens profond de son âme. Il change peu voire pas du tout durant le récit, au début, il est même un peu antipathique. Je voulais distiller des petites choses sans les appuyer. »**

Sur sa route, il en retrouvera certains, joués par Izïa Higelin (sa sœur), Anny Duperey (sa tante), Jonathan Zaccari (son meilleur ami) qui lui font comprendre comment il s'est parfois fourvoyé avec eux. Il partage d'autres moments chaleureux avec des inconnus, comme avec ce jeune homme avec qui il fait quelques pas (mais pas trop longtemps) ou avec un agriculteur qui évoque avec douleur la désertification des campagnes. Joséphine Japy joue sa jeune compagne dans des flash-backs qui permettent de comprendre ce qui peut le rendre séduisant ou repoussant, la psychologie de Pierre n'étant donc pas lourdement explicitée. Le réalisateur a clairement souhaité creuser cette part de mystère :

**« Sylvain Tesson est un écrivain voyageur par essence. Il n'aborde que très rarement l'intime et lorsqu'il le fait, c'est un travail d'archéologue pour le lecteur. Dans tous ses récits, on est avec lui. Il a cette faculté étonnante de nous faire voyager mais on sait peu de choses de ce qu'il ressent réellement. Avec Sylvain, il faut y aller au marteau-piqueur pour trouver de l'intimité. En lui demandant comment il résumait son livre, il m'a répondu que c'était une conversation entre un paysage et un visage. C'est un voyage intérieur. Il parle de l'énergie vagabonde. »**

Ce qui dessert la démarche intime de l'écrivain dans laquelle il est aisé de se reconnaître, c'est une vision du monde très passéiste voire conservatrice. Cela se ressent avec certaines pensées de niveau café du commerce contre la modernité ou ceux qui ne comprennent pas la campagne aussi bien que lui. Malgré ces réserves d'ordre idéologique, on se laisse embarquer dans cette ode à la découverte de soi-même et d'une géographie qui invite à l'introspection. ■

# L'entreprise et les salariés

Revue de récentes décisions de la Cour de cassation en matière de droit du travail.

François TAQUET, avocat,  
spécialiste en droit du travail et  
protection sociale

## LICENCIEMENT ÉCONOMIQUE

Un salarié licencié à la suite d'une autorisation du juge-commissaire n'est recevable à contester la cause économique de son licenciement que lorsqu'il prouve que cette autorisation résulte d'une fraude. Il en est ainsi lorsqu'il est établi que le salarié a été immédiatement remplacé dans son emploi après son licenciement. Ayant constaté que l'emploi de gestionnaire paye/RH occupé par la salariée avait été regroupé avec celui de directeur administratif et financier existant dans l'entreprise, et donc bien supprimé, la cour d'appel ne pouvait décider qu'il n'y avait en réalité pas eu suppression du poste et que c'est par l'effet d'une fraude qu'a été obtenue du juge commissaire l'autorisation de licenciement. (Cass soc., 1<sup>er</sup> février 2023, pourvoi n° 21-18789).

L'action fondée sur le non-respect par l'employeur de la priorité de réembauche, qui n'est pas liée à la contestation de la rupture du contrat de travail résultant de l'adhésion au contrat de sécurisation professionnelle, mais à l'exécution du contrat de travail, relève du délai de prescription de l'article L 1471-1 du Code du travail. L'indemnisation dépendant des conditions dans lesquelles l'employeur a exécuté son obligation, le point de départ de ce délai est la date à laquelle la priorité de réembauche a cessé, soit à l'expiration du délai d'un an à compter de la rupture du contrat de travail. (Cass soc., 1<sup>er</sup> février 2023, pourvoi n° 21-12.485)

## LICENCIEMENT : LANCEUR D'ALERTE

Il appartient au juge des référés, même en présence d'une contestation sérieuse, de mettre fin au trouble manifestement illicite que constitue la rupture d'un contrat de travail consécutive au signalement d'une alerte. Il doit apprécier si les éléments qui lui sont soumis permettent de présumer que le salarié a relaté ou témoigné de bonne foi de faits constitutifs d'un délit ou d'un

crime, ou qu'il a signalé une alerte dans le respect des conditions légales. Et, dans l'affirmative, rechercher si l'employeur rapporte la preuve que sa décision de licencier est justifiée par des éléments objectifs étrangers à la déclaration ou au témoignage de ce salarié. (Cass soc., 1<sup>er</sup> février 2023, pourvoi n° 21-24271).

## LICENCIEMENT : FAUTE GRAVE

Une cour d'appel ne peut requalifier la faute grave en faute simple en s'appuyant sur un motif tiré de l'ancienneté, insuffisant à lui seul à écarter la qualification de faute grave, alors qu'elle constate que le salarié pratique un mode de management de nature à impressionner et nuire à la santé de ses subordonnés : l'intéressé a commis une faute rendant impossible son maintien dans l'entreprise, même pendant la durée limitée du préavis. (Cass soc., 8 février 2023, pourvoi n° 21-11535)

## SANTÉ AU TRAVAIL : RECLASSEMENT

Lorsque l'avis d'inaptitude physique mentionne expressément que l'état de santé du salarié fait obstacle à tout reclassement dans l'emploi, l'employeur est dispensé de rechercher et de lui proposer des postes de reclassement. (Cass soc., 8 février 2023, pourvoi no 21-19232)

Le médecin du travail ayant mentionné que l'état de santé de la salariée faisait obstacle à tout reclassement dans son entreprise, alors qu'était constatée l'existence d'un groupe de reclassement, l'employeur n'était pas dispensé de rechercher un reclassement au sein de ce groupe. (Cass soc., 8 février 2023, pourvoi n° 21-11356)

## CDD DE REMPLACEMENT

Est réputé à durée indéterminée le contrat de travail à durée déterminée qui ne comporte pas la définition précise de son motif. Cette exigence de précision quant à la définition du motif implique nécessairement que le nom et la qualification du salarié remplacé figurent dans le contrat lorsqu'il s'agit d'un CDD de remplacement. Dès lors, une cour d'appel ne saurait débouter le salarié de ses demandes en requalification de son CDD en contrat à durée indéterminée alors qu'il ressortait de ses constatations que le contrat litigieux ne comportait pas la qualification du salarié remplacé. (Cass soc., 8 février 2023, pourvoi n° 21-14444)



## INFORMATIONS



### AVIS D'APPEL PUBLIC À LA CONCURRENCE

Marché n° 23CME01

Pouvoir adjudicateur :

**COMMUNE DE MIMIZAN**

2 Avenue de la Gare 40200 Mimizan

Tél. : 05 58 09 44 44

[achats@cc-mimizan.fr](mailto:achats@cc-mimizan.fr)

[www.mimizan.fr](http://www.mimizan.fr)

<https://marchespublics.landespublic.org>

**Objet du marché : implantation d'un city-stade pour le compte de la commune de Mimizan**

**Nature du marché :** Travaux

**Intitulé attribué au marché par le pouvoir adjudicateur :** Implantation d'un city stade pour le compte de la mairie de Mimizan - Lot 02 - Terrain multi-sports

**Lieu d'exécution :** Mimizan (40200)

**Durée du marché :** 2 mois à compter de la notation du marché

**Date prévisionnelle de démarrage des prestations :** avril 2023

**Procédure :** Procédure adaptée en application de l'article R 2123-1-1<sup>er</sup> du Code de la Commande Publique.

Caractéristiques principales :

**Nature et étendue des prestations :** Implantation d'un city stade pour le compte de la mairie de Mimizan. La présente consultation porte uniquement sur le lot 02. Le lot 01 relatif au terrassement a fait l'objet d'une consultation anticipée.

**Allotissement :**

**Lot 01 :** Terrassement / Gros-oeuvre

**Lot 02 :** Terrain multi-sport

**Visite de site :** conseillée

**Variantes :** interdites

**Critères d'attribution :** Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le règlement de consultation.

**Date limite de réception des offres :** vendredi 31 mars 2023 à 12 h.

**Délai de validité des offres :** 60 jours

**Renseignements complémentaires :** Le dossier de consultation est disponible en téléchargement sur le profil acheteur <https://marchespublics.landespublic.org>, sous la référence 23CME01.

Les questions devront être posées sur ce même profil acheteur.

Les modalités de dépôt des plis sont précisées dans la lettre de consultation.

**Voies de recours :** Tribunal Administratif de Pau Villa Noulibos, 50 cours Lyautey 64010 Pau cedex - [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Fait à Mimizan, le 10/03/2023

L23VE02227



### AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE COMMUNE DE TOURTOIRAC

M. Dominique DURAND - Maire

Mairie - Le Bourg

24390 TOURTOIRAC

Tél : 05 53 51 12 17

mèl : [mairie-tourtoirac@wanadoo.fr](mailto:mairie-tourtoirac@wanadoo.fr)

SIRET 21240555900015

Groupement de commandes : Non

L'avis implique un marché public

Objet : Restauration du clocher Ouest, du mur 1 et de l'escalier du presbytère relance marché suite à annulation

Référence acheteur : abbaye 2023 02

Type de marché : Travaux

Procédure : Procédure adaptée ouverte

Technique d'achat : Sans objet

Lieu d'exécution : ABBAYE DE TOURTOIRAC 24390 TOURTOIRAC

Durée : 7 mois.

Description : voir DCE

Forme du marché : Prestation divisée en lots : oui

Les variantes sont exigées : Non

Lot N° 1 A - Maçonnerie-Pierre de taille

Lieu d'exécution : ABBAYE DE TOURTOIRAC

Lot N° 1 B - Escalier en pierre

Lieu d'exécution : ABBAYE DE TOURTOIRAC

Lot N° 2 - Couverture

Lieu d'exécution : ABBAYE DE TOURTOIRAC

Lot N° 3 - Charpente

Lieu d'exécution : ABBAYE DE TOURTOIRAC

Lot N° 4 - Vitraux

Lieu d'exécution : ABBAYE DE TOURTOIRAC

Lot N° 5 - Menuiserie - Serrurerie

Lieu d'exécution : ABBAYE DE TOURTOIRAC

Conditions de participation

Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :

Aptitude à exercer l'activité professionnelle :

Liste et description succincte des conditions :

- Formulaire DC1, Lettre de candidature \_ Habilitation du mandataire par ses co-traitants. (disponible à l'adresse suivante :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)

- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupe-ment. (disponible à l'adresse suivante :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)

Capacité économique et financière : Liste et description succincte des critères de sélection, indication des informations et documents requis :

- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels.

Référence professionnelle et capacité technique : Liste et description succincte des critères de sélection, indication des informations et documents requis :

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.

VOIR RC

Marché réservé : NON

Réduction du nombre de candidats : Non

La consultation comporte des tranches : Non

Possibilité d'attribution sans négociation : Oui

Visite obligatoire : Non

Critères d'attribution : Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération

60% Valeur technique de l'offre

40% Prix

Renseignements d'ordre administratifs : Mairie. Tél : 05 53 51 12 17

L'intégralité des documents de la consultation se trouve sur le profil d'acheteur : Oui

Présentation des offres par catalogue électronique : Interdite

Remise des offres : 07/04/23 à 17h00 au plus tard.

## Renseignements complémentaires :

Le DCE est téléchargeable gratuitement sur le profil d'acheteur suivant :

<http://marchespublics.dordogne.fr>

Les plis électroniques devront être remis selon les conditions fixées dans le règlement de la consultation.

Envoi à la publication le : 16/03/2023

Les dépôts de plis doivent être impérativement remis par voie dématérialisée.

Pour retrouver cet avis intégral, accéder au DCE, poser des questions à l'acheteur, déposer un pli, allez sur <http://marchespublics.dordogne.fr>

L23VE02444

# LA VIE ÉCONOMIQUE

DU SUD-OUEST

## ABONNEMENT

6 MOIS D'ABONNEMENT 35 € TTC SOIT 26 NUMÉROS

1 AN D'ABONNEMENT 55 € TTC SOIT 52 NUMÉROS

2 ANS D'ABONNEMENT 85 € TTC SOIT 104 NUMÉROS

NOM \_\_\_\_\_

PRÉNOM \_\_\_\_\_

ENTREPRISE \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

EMAIL \_\_\_\_\_

TEL \_\_\_\_\_

Adresse de livraison si différente de l'adresse de facturation à compléter et à retourner, accompagné de votre règlement à l'ordre de la VIE ÉCONOMIQUE 108 rue Fondaudège CS 71900 - 33081 BORDEAUX Cedex

CONTACT : CATHERINE DEPETRIS

ABONNEMENT@ECHOS-JUDICIAIRES.COM / 05 57 14 07 55

### CONSTITUTIONS



122 Avenue Georges Pompidou,  
24750 TRELISSAC

Par ASSP en date du 13/03/2023, il a été constitué une SASU dénommée :

#### PDC DA COSTA

Siège social : 3Ter, rue des Jacobins 24000 PÉRIGUEUX. Capital : 1000 €. Objet social : la prise d'intérêt sous quelque forme que ce soit et notamment par souscription ou rachat de toutes valeurs mobilières, actions, obligations, parts ou titres cotés ou non cotés dans toutes sociétés ou entreprises constituées ou à constituer, sous quelque forme que ce soit, industrielle, commerciales, financières, agricoles, immobilières ou autres. Président : Mme DA CONSTA épouse DUCHANGE Patricia demeurant 3Ter, rue des Jacobins 24000 PÉRIGUEUX élu pour une durée illimitée. Admission aux assemblées et exercice du droit de vote : Chaque actionnaire est convoqué aux

Assemblées. Chaque action donne droit à une voix. Clauses d'agrément : agrément pour toutes cessions pour cause de mort et entre vif. Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de PÉRIGUEUX.

L23VE02281

### AVIS DE CONSTITUTION

Il a été constitué une société par acte sous seing privé, en date du 1 mars 2023, à BERGERAC.

Dénomination : **BHAL**.

Forme : Société à responsabilité limitée.

Siège social : 12 Place Doublet, 24100 Bergerac.

Objet : Restaurant pakistanais et indien - Plats à emporter - Fast food - Vente de tous produits et services liés à ces activités.

Durée de la société : 99 années(s).

Capital social fixe : 1000 euros

Gérant : Monsieur Amir Hamza FAREED, demeurant 15 Rue Davout, 24100 Bergerac

La société sera immatriculée au RCS de Bergerac.

L23VE02368

### DE CHATILLON

Société civile d'exploitation agricole  
Société civile au capital de 1 000 euros  
Siège social : 1414 Route des Vignerons  
24320 VERTEILLAC

### AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous seings privés en date, à VERTEILLAC (24320), du 17 mars 2023,

Il a été constitué une société civile d'exploitation agricole présentant les caractéristiques suivantes :

- Dénomination : DE CHATILLON

- Siège : 1414 Route des Vignerons - 24320 VERTEILLAC

- Durée : 99 ans ;

- Objet : Toutes les activités correspondant à la maîtrise et à l'exploitation d'un cycle biologique de caractère végétal ou animal et constituant une ou plusieurs étapes nécessaires au déroulement de ce cycle ;

Les activités exercées dans le prolongement de l'acte de production ou qui ont pour support l'exploitation.

Pour la réalisation et dans la limite de l'objet ci-dessus défini, la société peut effectuer toutes opérations propres à en favoriser l'accomplissement ou le développement, sous réserve qu'elles s'y rattachent directement ou indirectement et qu'elles ne modifient pas le caractère civil de la société.

En particulier, la société peut notamment :

- procéder à l'acquisition de tous éléments d'exploitation agricole ;

- prendre à bail tous biens ruraux ;

- recevoir sous forme de mise à disposition dans les conditions prévues à aux présents statuts les biens dont les associés sont eux-mêmes locataires ou propriétaires ;

- vendre directement les produits de l'exploitation agricole avant ou après transformation conformément aux usages agricoles.

- Capital : 1 000 euros, constitué uniquement au moyen d'apports en numéraire ;

- Gérance : a été nommé gérant de la société sans limitation de durée : Monsieur Thomas BITTARD, demeurant Le Pigeonnier Ouest - 24600 RIBERAC

- Cession de parts : les parts sociales ne peuvent être cédées qu'avec un agrément donné par décision collective unanime.

POUR AVIS

La gérance

L23VE02454

### DOUBLIMMO

Société civile immobilière  
au capital de 20 000 euros  
Siège social : 3 Avenue Jean Moulin,  
24700 MONTPON MENESTEROL

#### AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous signature privée en date, à MONTPON MENESTEROL (24), du 16 mars 2023, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme sociale : Société civile immobilière

Dénomination sociale : DOUBLIMMO

Siège social : 3 Avenue Jean Moulin, 24700 MONTPON MENESTEROL

Objet social : l'acquisition par voie d'achat ou d'apport, la propriété, la construction, la mise en valeur, la transformation, la rénovation, l'aménagement, l'entretien, l'administration, la gestion et l'exploitation par bail, location ou autrement de tous droits et biens immobiliers, bâtis et non bâtis, urbains et ruraux, de tous droits et biens pouvant constituer l'accessoire, l'annexe ou le complément de droits et biens immobiliers en question, et ce, soit au moyen de ses capitaux propres, soit au moyen de capitaux d'emprunt, ainsi que de l'octroi, à titre accessoire et exceptionnel, de toutes garanties

à des opérations conformes au présent objet civil et susceptibles d'en favoriser le développement, et ne modifiant pas le caractère civil de la société ; éventuellement et exceptionnellement l'aliénation des droits et biens immobiliers inutiles à la Société, au moyen de vente, échange ou apport en société ; la prise d'intérêts et de participations dans toutes les sociétés ; et généralement toutes opérations quelconques pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus défini, pourvu que ces opérations ne modifient pas le caractère civil de la Société.

Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés

Capital social : 20 000 euros, constitué uniquement d'apports en numéraire

Gérance :

- Madame Noémie DIET, demeurant 11 Rue des Cavaliers, 24400 ST LAURENT DES HOMMES

- Madame Marine SALMON, demeurant 9 Rue de la paix, 24400 ST MEDARD DE MUSSIDAN

Clauses relatives aux cessions de parts :

- dispense d'agrément pour cessions à associés, conjoints d'associés, ascendants ou descendants du cédant

- agrément obtenu à l'unanimité des associés

Immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés de PÉRIGUEUX.

Pour avis

La Gérance

L23VE02482

### MODIFICATIONS

### TAXI BERGERACOIS

Société par actions simplifiée  
au capital de 3 000 euros  
Siège social : 7 Place des Petites Boucheries, 24100 BERGERAC  
852.482.652 RCS BERGERAC

L'Assemblée Générale Extraordinaire réunie le 15 mars 2023 a décidé de transférer le siège social du 7 Place des Petites Boucheries, 24100 BERGERAC au 70 Place de la Liberté, 24140 EYRAUD -CREMPSE-MAURENS, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2023, et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts.

POUR AVIS

Le Président

L23VE02427

### FIDAL AVOCATS

76, ROUTE DE LYON  
24750 BOULAZAC ISLE MANOIRE

### MODIFICATION DE LA PRESIDENCE

Aux termes du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 2 mars 2023, les associés de la Société **NADAL DOMINIQUE, SAS** au capital de 200.070 euros, dont le siège social est sis Le Clapier 24380 VERGT, 408 080 513 RCS PÉRIGUEUX, ont pris les décisions suivantes :

- Monsieur Alexis MAPAS, domicilié 3, hameau de Paricault 24430 MARSAC SUR L'ISLE a été nommé président de la société à compter du 2 mars 2023, et ce pour une durée illimitée, en remplacement de Monsieur Dominique NADAL, démissionnaire le même jour.

- Madame Marie-France NADAL démissionne de ses fonctions de Directrice Générale ce même jour.

Mention sera faite au RCS de PÉRIGUEUX.

Pour avis

L23VE02431

**CHRISTOPHE DUBREUCQ FINANCE**

SASU au capital de 1 000 €  
31 rue du Président Wilson - 24000 PERIGUEUX  
828 707 372 RCS PERIGUEUX

L'AGE du 10/03/23 a décidé de modifier l'objet social : L'exercice de l'activité d'intermédiaire en opération de banque et en service de paiement, de mandataire non exclusif en regroupement de crédits, de mandataire non exclusif en crédit à la consommation, l'activité de courtier en prêt immobilier, l'exercice de toutes opérations de courtage en matière financière ;

L'exercice de l'activité de courtage en Assurance tel que défini par les dispositions du Livre V du Code des Assurances, et notamment, la présentation, la préparation ou l'aide à la conclusion de contrat d'assurance ou de réassurance, et/ou la réalisation d'autres travaux préparatoires à leur conclusion, et éventuellement, à leur gestion ou exécution. L'article 2 des statuts a été modifié en conséquence. Pour avis.

L23VE02435



**SCI LES MAURIGOUX**

Société civile immobilière au capital de 120 000,00 €  
Siège social : 67, avenue Paul Doumer  
24100 BERGERAC  
385 294 244 RCS BERGERAC

Aux termes de l'AG du 23/02/2023, il a été décidé de nommer, pour une durée illimitée et avec faculté d'agir ensemble ou séparément aux côtés de Mme Nicole BASSEL, Mr Pierre BASSEL, demeurant à BERGERAC (24100) 2, rue Jeanne d'Arc, en qualité de co-gérant.

Le dépôt légal sera effectué au greffe du TC de BERGERAC où la société est immatriculée.

Pour avis, la gérance.

L23VE02437

**FIDAL**  
AVOCATS

76, ROUTE DE LYON  
24750 BOULAZAC ISLE MANOIRE

**TRANSFORMATION DE LA SARL EN SAS**

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 10 mars 2023, les associés de la Société **CAMPING LES VALADES**, SARL au capital de 5.000 €, dont le siège social est Les Valades Nord, 24220 COUX-ET-BIGARQUE-MOUZENS, 401 440 706 RCS BERGERAC, ont décidé de transformer la société à responsabilité limitée en société par actions simplifiée (SAS). ce changement de forme entraîne les modifications suivantes des mentions antérieurement publiées :

- Les fonctions du gérant ont pris fin, la direction et la représentation de la société étant désormais assurées par :

- Un Président sans limitation de durée : Jean-Charles BONNEFOND demeurant Les Valades - Coux-et-Bigaroque, 24220 COUX-ET-BIGARQUE-MOUZENS.

- Tout associé peut participer aux décisions collectives. Pour l'exercice du droit de vote, une action donne droit à une voix.

- Toutes transmissions d'actions, quel que soit le bénéficiaire, sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés.

Les autres mentions publiées demeurent inchangées.

Mention sera faite au RCS de BERGERAC.

Pour avis

L23VE02468

**DISSOLUTIONS**



SELARL MA.NOTAIRE  
Maître Marjorie ADAM DE-MORTIER  
Titulaire d'un Office Notarial à FOSSEMAGNE (24210)  
102 Route Eugène Le Roy

**AVIS DE DISSOLUTION DE SOCIÉTÉ**

Aux termes d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire le 28/02/2023, il a été décidé la dissolution anticipée à compter du 28/02/2023 de la société dénommée **SOCIÉTÉ CIVILE IMMOBILIÈRE SOPHONIE**, dont le siège est à ROUFFIGNAC-ST-CERNIN-ST-CERNIN-DE-REILHAC (24580) Le Bourg, identifiée au SIREN sous le n° 384386447 et immatriculée au RCS de PERIGUEUX.

M. Hubert ANGBAULT, demeurant à ROUFFIGNAC-ST-CERNIN-DE-REILHAC (24580) 5 Rue de la Halle, a été nommé liquidateur, avec les pouvoirs les plus étendus pour réaliser les opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci.

Le siège de la liquidation est fixé au domicile du liquidateur, adresse à laquelle toute correspondance devra être envoyée, et tous actes et documents relatifs à la liquidation devront être notifiés.

Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du Tribunal de commerce de PERIGUEUX.

Pour avis

Le notaire.

L23VE02462

**CLÔTURES**

**HDF**

Société par actions simplifiée en liquidation au capital de 1 500 euros  
Siège social : 21 rue du 4 Septembre, 24290 MONTIGNAC

Siège de liquidation : 21 rue du IV septembre 24290 MONTIGNAC LASCAUX  
848 789 756 RCS PERIGUEUX

Selon décision du 01/03/2023 au 21 rue du IV septembre 24290 MONTIGNAC LASCAUX, l'associée unique, après avoir entendu le rapport du liquidateur, a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé Madame France LARENT, demeurant Route de la Teilled 24290 VALO-JOULX, de son mandat de liquidateur, lui a donné quitus de sa gestion et prononcé la clôture de la liquidation à compter du 31/12/2022.

Les comptes de liquidation sont déposés au greffe du Tribunal de commerce de PERIGUEUX, en annexe au Registre du commerce et des sociétés et la Société sera radiée dudit registre. Pour avis

L23VE02381

**LOCATIONS GERANCES**

**AVIS DE GÉRANCE-MANDAT**

Aux termes d'un acte SSP en date du 28/02/23 et du 07/03/23, la société **B&M France SAS**, SAS au capital de 69 537 450 euros, 311 315 329 RCS CLERMONT-FD, a donné son fonds de commerce de biens d'équipement de la maison située à Lieudit «La Saltgourde», 24430 MARSAC SUR L'ISLE, en gérance-mandat visée aux articles L.146-1 à L.146-4 du C.Com. à la société **SARL POINTEAU**, au capital de 1 000 euros, 829 470 293 RCS BORDEAUX. En vertu dudit contrat, la société SARL

POINTEAU exploitera le fonds de commerce en qualité de gérant-mandataire à compter du 01/03/23, pour une durée déterminée de TROIS (3) mois, chaque partie pouvant y mettre fin à tout moment, moyennant un préavis de deux mois. Pour avis

L23VE02377

**REGIMES MATRIMONIAUX**



OFFICE NOTARIAL DES DEUX VALLEES  
DORDOGNE & VEZERE  
Maître Bertrand GUILLAUME  
24220 MEYRALS

**CHANGEMENT DE REGIME MATRIMONIAL**

Suivant acte reçu par Maître Bertrand GUILLAUME, Notaire associé de la Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée dénommée «OFFICE NOTARIAL DES DEUX VALLEES - DORDOGNE & VEZERE», titulaire d'un Office Notarial à MEYRALS (Dordogne), CRPCEN 24097, le 13 mars 2023, a été conclu le changement de régime matrimonial portant adoption de la SÉPARATION DE BIENS entre :

**Monsieur Stéphane Patrick BES-SOUT**, chauffeur livreur, et **Madame Marie-Cécile CAILLAVET**, vendeuse, demeurant ensemble à SALIGNAC-EYVIGUES (24590) Le Landre.

Monsieur est né à BRIVE-LA-GAILLARDE (19100) le 11 juin 1977,

Madame est née à SARLAT-LA-CANEDA (24200) le 30 janvier 1988.

Mariés à la mairie de SARLAT-LA-CANEDA (24200) le 20 août 2016 sous le régime de la communauté d'acquêts à défaut de contrat de mariage préalable.

Les oppositions des créanciers à ce changement, s'il y a lieu, seront reçues dans les trois mois de la présente insertion, en l'office notarial ou domicile a été élu à cet effet.

Pour insertion

Le notaire.

L23VE02297

**AMENAGEMENT DE REGIME MATRIMONIAL**

Suivant acte reçu par Maître Gérald LEYMARIE, Notaire Associé de la Société Civile Professionnelle «Corinne FAVEREAU et Gérald LEYMARIE, Notaires associés» titulaire d'un Office Notarial, ayant son siège à THIVIERS (Dordogne), 61, rue du Général Lamy, CRPCEN 24065, le 13 mars 2023, a été effectué un apport à communauté aménageant le régime matrimonial.

ENTRE :

**Monsieur Jean Paul DELAGE**, retraité, et **Madame Arlette Michèle GOURGOUSSE**, retraitée, demeurant ensemble à NANTHEUIL (24800) 21 rue des Mésanges Les Bouilloux.

Monsieur est né à THIVIERS (24800) le 18 mai 1954,

Madame est née à NANTHEUIL (24800) le 15 juillet 1954.

Mariés à la mairie de THIVIERS (24800) le 7 juin 1975 sous le régime de la communauté d'acquêts à défaut de contrat de mariage préalable.

Ce régime matrimonial n'a pas fait l'objet de modification.

De nationalité française.

Résidents au sens de la réglementation fiscale.

Apport de biens propres par Monsieur Jean Paul DELAGE : A SAINT-GERMAIN-DES-PRES (DORDOGNE), Lieudit La Serve, cadastré section AB numéro 17 lieudit ila serve d'une surface de 22a 39ca, section AW numéro 58 lieudit Maison Rouge Sud d'une surface de 12a 32ca, section AW numéro 60 lieudit Maison Rouge d'une surface de 11 ares 47 ca, section AW numéro 99 lieudit Grande Terre d'une surface de 38a 47ca, section AW numéro 103 lieudit Grande Terre d'une surface de 05 a 82 ca section AX numéro 58 lieudit les Réserves d'une surface de 03a90ca, section AX numéro 59 lieudit les Réserves d'une surface de 17a 84ca , et section AX numéro 60 lieudit Les Réserves d'une surface de 66a 46ca soit un total de surface de 1 ha 78a 67ca

Apport de biens propres par Madame Arlette Michèle GOURGOUSSE A NANTHEUIL (DORDOGNE) lieudit Les Bouilloux, 21 rue des Mésanges, cadastrée section AR numéro 23 lieudit Les Bouilloux d'une surface de 10 a 60ca, et section AR numéro 24, 21 rue des Mésanges, d'une surface de 19a 38ca soit un total de surface de 29 a 98ca.

Les oppositions des créanciers pouvant exister sur le bien apporté, seront reçues dans les trois mois de la présente insertion, en l'office notarial ou domicile a été élu à cet effet.

Pour insertion

Le notaire.

L23VE02367

**AUTRES ANNONCES**

**AVIS DE SAISINE DE LEGATAIRE UNIVERSEL - DELAI D'OPPOSITION**

Article 1007 du Code civil  
Article 1378-1 Code de procédure civile  
Loi n°2016-1547 du 28 novembre 2016

Suivant un codicille du 9 décembre 2022 au testament authentique en date du 29 mai 2008, **Monsieur Michel OHACO**, en son vivant retraité, demeurant à JUMILHAC-LE-GRAND (24630) 6 rue Eugène Leroy, Né à SAINT-JEAN-DE-LUZ (64500), le 7 avril 1938, veuf de Madame Marie Françoise DESHAYES et non marié, non lié par un pacte civil de solidarité. Décédé à JUMILHAC-LE-GRAND (24630), le 30 janvier 2023.

A consenti un legs universel.

Consécutivement à son décès, ce codicille a fait l'objet d'un dépôt le 2 mars 2023, aux termes du procès-verbal d'ouverture et de description reçu par Maître Corinne FAVEREAU, Notaire Associé de la Société Civile Professionnelle «Corinne FAVEREAU et Gérald LEYMARIE, Notaires associés» titulaire d'un Office Notarial, ayant son siège à THIVIERS (Dordogne), 61, rue du Général Lamy, duquel il résulte que le légataire remplit les conditions de sa saisine.

Opposition à l'exercice de ses droits pourra être formée par tout intéressé auprès du notaire chargé du règlement de la succession : Maître Corinne FAVEREAU, notaire à THIVIERS (24800), 61 rue du Général Lamy, référence CRPCEN : 24065, dans le mois suivant la réception par le greffe du tribunal judiciaire de PERIGUEUX (24000) de l'expédition du procès-verbal d'ouverture du testament et copie de ce testament.

En cas d'opposition, le légataire sera soumis à la procédure d'envoi en possession.

L23VE02315

**24H/24H**

PUBLICATION DE VOTRE ANNONCE LÉGALE EN LIGNE VIA NOTRE PLATEFORME INTERNET

## AVIS DE SAISINE DE LEGATAIRE UNIVERSEL

- DELAI D'OPPOSITION -  
Article 1007 du Code civil  
Article 1378-1 Code de procédure civile  
Loi n°2016-1547 du 28 novembre 2016

Suivant testament olographe en date du 20 juillet 1999,

**Madame Henriette PIMONT**, en son vivant Représentée, demeurant à PERIGUEUX (24000) 68 rue Lagrange Chance.

Née à SAINT-PAUL-LA-ROCHE (24800), le 25 décembre 1918.

**Veuve de Monsieur Adrien Antoine Marie JAN** et non remariée.

Non liée par un pacte civil de solidarité.  
De nationalité française.

Résidente au sens de la réglementation fiscale.

Décédée à GOUT-ROSSIGNOL (24320) (FRANCE), le 19 janvier 2022.

A consenti un legs universel.

Consécutivement à son décès, ce testament a fait l'objet d'un dépôt aux termes du procès-verbal d'ouverture et de description de testament reçu par Maître Alexandra MERILLOU, Notaire à PERIGUEUX (Dordogne), 27 rue Gambetta, le 16 mars 2023, duquel il résulte que le légataire remplit les conditions de sa saisine.

Opposition à l'exercice de ses droits pourra être formée par tout intéressé auprès du notaire susnommé, référence CRPCEN : 24001, dans le mois suivant la réception par le greffe du tribunal judiciaire de PERIGUEUX de l'expédition du procès-verbal d'ouverture du testament et copie de ce testament.

En cas d'opposition, le légataire sera soumis à la procédure d'envoi en possession.

L23VE02460

## TRIBUNAL DE COMMERCE DE BERGERAC

### OUVERTURE D'UNE PROCÉDURE DE LIQUIDATION JUDICIAIRE

(Jugement du 08 mars 2023)

**SAS 6D FORMATIONS**, 21 Route d'Uffer, 24240 Sigoulès-Et-Flaugeac, RCS BERGERAC 853 325 264. Formations et conseils aux entreprises et particuliers. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 1 octobre 2021, désignant liquidateur SELARL De Keating 12 Rue Guynemer 24000 Périgueux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc. Nature de la procédure d'insolvabilité : Principale. Délai pour former recours : 10 jours. Jurisdiction compétente pour le recours prévu à l'article L 691-C du code de commerce : Cour d'Appel de Bordeaux.

12401537331708

**SARL NRP**, 27 Grand Rue, 24100 Bergerac, RCS BERGERAC 851 497 859. Entreprise générale du bâtiment : construction et rénovation tout corps d'état. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 1 octobre 2021, désignant liquidateur Me Texier Aurelien 11 Avenue Georges Pompidou 24000 Périgueux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc. Nature de la procédure d'insolvabilité : Principale. Délai pour former recours : 10 jours. Jurisdiction compétente pour le recours prévu à l'article L 691-C du code de commerce : Cour d'Appel de Bordeaux.

12401537331705

### OUVERTURE D'UNE PROCÉDURE DE REDRESSEMENT JUDICIAIRE

(Jugement du 08 mars 2023)

**FOUSSAL Renaud**, 100 Avenue de Bordeaux, 24680 Lamozie-Saint-Martin, RCS BERGERAC 523 507 812. Transport Public Routier De Marchandises Déménagement Et Ou Loueur De Véhicules Industriel Avec Conducteur Destinés Au Transport De Marchandises À L'Aide De Véhicules De Tous Tonnages Et Commissionnaire De Transport. Entretien Véhicules Légers Et Lourds Toutes Marques Vente Véhicules Neufs Et Occasions. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 1 janvier 2023 désignant mandataire judiciaire Selarl Lga 37 Rue Pozzi 24100 Bergerac Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc. Nature de la procédure d'insolvabilité : Principale. Délai pour former recours : 10 jours. Jurisdiction compétente pour le recours prévu à l'article L 691-C du code de commerce : Cour d'Appel de Bordeaux.

12401537331702

### DÉPÔT DU PROJET DE RÉPARTITION

(Dépôt du 02 mars 2023)

**SARL MAISON DU BOUTON**, 9 Rue du Colonel de Chadois, 24100 Bergerac, RCS BERGERAC 832 994 701. Création achat location prise à bail exploitation directe ou indirecte de tous commerces de mercerie bonneterie laines lingerie chapeaux et loisirs créatifs. Le projet de répartition prévu par l'article L 644-4 du code de commerce est déposé au greffe. Tout intéressé peut contester ledit projet devant le juge-commissaire dans un délai d'un mois à compter de la publication au BODACC.

12401537240598

**SAS LE CAMELEON**, Lieu-Dit le Bourg, 24220 Beynac-Et-Cazenac, RCS BERGERAC 849 825 880. L'activité de restaurant, traiteur, plats à emporter, cours de cuisine, débit de boissons non alcoolisées. Le projet de répartition prévu par l'article L 644-4 du code de commerce est déposé au greffe. Tout intéressé peut contester ledit projet devant le juge-commissaire dans un délai d'un mois à compter de la publication au BODACC.

12401537240602

## TRIBUNAL DE COMMERCE DU MANS

### AGENCE TENDANCES ECO HABITAT (sas)

Siège : 36 - 42 Rue de la Taille 72000 Le Mans (RCS 749 900 775)

Secondaire : 14 av Maréchal de Lattre de Tassigny 24000 Périgueux

**TENDANCES ECO HABITAT (sas)**  
Siège : 36 - 42 Rue de la Taille 72000 Le Mans (RCS 523 408 250)

**TENDANCES ECO HABITAT INSTALL (SAS)**  
Siège : 36 - 42 Rue de la Taille 72000 Le Mans (RCS 749 920 096)

Par Jugement en date du 28/02/2023, le Tribunal de Commerce Du MANS a prononcé la réouverture de la procédure de liquidation judiciaire simplifiée, liquidateur judiciaire SELARL MJ Corp prise en la personne de Me BOUDEVIN 7 avenue François Mitterand - Bureaux de l'Etoile - 72000 Le Mans

L23VE02370

ABONNEZ VOUS

# 47. LOT-ET-GARONNE

## CONSTITUTIONS

### AVIS DE CONSTITUTION

Il a été constitué une société par acte sous seing privé, en date du 4 février 2023, à AGEN.

Dénomination : **PYRAMIDE AGRICOLE**.

Forme : Société par actions simplifiée unipersonnelle.

Siège social : 26 AVENUE JEAN JAURÈS, 47000 AGEN.

Objet : Les activités de soutien aux cultures, la production et la vente de fruits et légumes, la vente sur éventaires et marchés.

Durée de la société : 99 année(s).

Capital social fixe : 500 euros divisé en 50 actions de 10 euros chacune, réparties entre les actionnaires proportionnellement à leurs apports respectifs.

Cession d'actions et agrément : Cessions de part soumises à l'agrément des actionnaires.

Admission aux assemblées générales et exercice du droit de vote :

Tout actionnaire peut participer aux assemblées : chaque action donne droit à une voix.

Ont été nommés :

Président : Monsieur Hassan HADDOUCHANE 35 CITE BELLE MARIE 32800 EAUZE.

La société sera immatriculée au RCS AGEN.

L23VE01696



EXPERT CONSEIL ENTREPRISE  
VILLENUEVE SUR LOT  
FUMEL BOE  
05 53 49 13 26  
c.mouils@villeneuve-ecce.com

### AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à VILLENUEVE SUR LOT du 13/03/2023, il a été constitué une SAS présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination : **LES VERGERS DE FOURQUES**

Siège : 3126 route de lalande - Fourques, 47300 VILLENUEVE SUR LOT

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés

Capital : 5 000 euros

Objet : L'exercice d'activités correspondant à la maîtrise et à l'exploitation d'un cycle biologique de caractère végétal ou animal et constituant une ou plusieurs étapes nécessaires au déroulement de ce cycle. Elle est également compétente pour accomplir les opérations qui sont dans le prolongement de l'acte de production ou qui ont pour support l'exploitation.

Exercice du droit de vote : Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

Sous réserve des dispositions légales, chaque action donne droit à une voix.

Agrément : Les cessions d'actions, à l'exception des cessions aux associés, sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés.

Président : Monsieur Thierry ALBERTINI demeurant 3126 route de Lalande - «Fourques», 47300 VILLENUEVE SUR LOT

La Société sera immatriculée au Registre du commerce et des sociétés d'AGEN.

POUR AVIS

L23VE02317



LEGIGARONNE  
Avocats à la Cour  
Spécialistes en Droit  
des Sociétés en Droit Fiscal  
et Droit Social  
9 rue Pontarique  
47000 Agen

### AVIS DE CONSTITUTION

DENOMINATION : **LE RAIZ'TO**

FORME : Société à responsabilité limitée

CAPITAL : 3.000 Euros, divisé en 300 parts de 10 Euros chacune.

SIEGE : 47130 PORT SAINTE MARIE, RN 113, ZI A Maury Bouillouse.

OBJET : L'activité de restaurant, snack, pizzeria sur place et à emporter, traiteur, soirée concert spectacle, vente de boissons à emporter. La création, l'acquisition, la location, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers, matériels se rapportant à l'une ou l'autre des activités ci-dessus.

DUREE : 50 ans, à compter de l'immatriculation, sauf prorogation ou dissolution anticipée.

GERANT : M. Cyril RAISE, demeurant à 47130 PORT SAINTE MARIE, 972, impasse des Murs de la Ville.

La société sera immatriculée au Greffe du Tribunal de Commerce d'AGEN.

L23VE02393

### AVIS DE CONSTITUTION

Par acte sous seing privé en date à TOULOUSE du 14 Mars 2023, a été constituée la Société présentant les caractéristiques suivantes :

DENOMINATION : **HBV M**

FORME : Société par actions simplifiée

CAPITAL : 400 000 euros

SIEGE : 34, Rue de Strasbourg - 47000 AGEN

OBJET : l'exercice de toutes activités para-hôtelières, à savoir la mise à disposition d'un local meublé ou garni effectuée à titre onéreux et de manière habituelle, comportant en sus de l'hébergement, l'offre à la clientèle, d'au moins trois des quatre prestations ci-après, rendues dans des conditions similaires à celles proposées par les établissements d'hébergement à caractère hôtelier exploités de manière professionnelle et ce, sous la responsabilité de la Société : la fourniture des petits-déjeuners, le nettoyage régulier des locaux, la fourniture de linge de maison et la mise à disposition d'un service de réception, même non personnalisé, de la clientèle.

DUREE : 99 ans à compter de la date de son immatriculation

PRESIDENT : Monsieur Philippe MARIOTTI Né le 3 juin 1969 à AGEN (47), De nationalité française ; Demeurant 34, Rue de Strasbourg - 47000 AGEN

DIRECTEUR GENERAL : Madame Valérie WAECHTER épouse MARIOTTI Née le 26 mars 1967 à LA GARENNE COLOMBES (92) De nationalité française, Demeurant 34, Rue de Strasbourg - 47000 AGEN

ADMISSION AUX ASSEMBLEES ET DROIT DE VOTE : Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective. Chaque associé dispose d'un nombre de voix égal à celui des actions qu'il possède.

AGREMENT DES CESSIONNAIRES D'ACTIONS : En l'absence d'exercice valable du droit de préemption visé à l'Article 17.1 des statuts, toute cession d'actions, à l'exception des cessions d'actions suivantes : (i) cessions intervenant entre associés ; (ii) cessions au profit des ascendants ou des descendants en ligne directe ; doit être préalablement agréée par une décision collective ordinaire des associés se prononçant à la majorité figurant à l'article 25.4 des statuts.

Pour avis - RCS AGEN

L23VE02396

## VET'ALBRET

Société d'Exercice Libéral A Responsabilité Limitée (SELARL) de vétérinaires  
Au capital de 1.000 euros  
Siège social : Lieudit « Guilhem Bas »  
47600 NERAC

## AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous signature privée sous forme électronique en date du 15 mars 2023, il a été constitué une Société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme sociale : Société d'Exercice Libéral A Responsabilité Limitée (SELARL)

Dénomination sociale : VET'ALBRET

Siège social : Lieudit « Guilhem Bas »  
47600 NERAC

Objet social : La société a pour objet l'exercice de la profession de vétérinaire. Elle ne peut accomplir les actes de cette profession que par l'intermédiaire d'un de ses membres ayant qualité pour l'exercer. Elle peut, en outre, accomplir toutes opérations civiles, mobilières, financières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet visé ci-dessus, ou en faciliter l'accomplissement.

Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés

Capital social : 1.000 euros, au moyen des apports en numéraire suivants : 1.000 euros par le Docteur Olivier AVIGNON

Gérance : Docteur Olivier AVIGNON demeurant au 53 Chemin de Paillères (47600) MONTAGNAC-SUR-AUVIGNON

Immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés d'AGEN

Pour avis

La Gérance

Monsieur Olivier AVIGNON

L23VE02399

## AVIS DE CONSTITUTION

Suivant acte reçu par Maître Bruno ROLLE, notaire associé de la Société : « Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée Office Notarial Saint-Cyr, titulaire d'un Office Notarial » ayant son siège à VILLENEUVE SUR LOT, 45 rue des Vignes, le 2 mars 2023, a été constituée une société civile immobilière ayant les caractéristiques suivantes :

La société a pour objet : l'acquisition, en état futur d'achèvement ou achevés, l'apport, la propriété, la mise en valeur, la transformation, la construction, l'aménagement, l'administration, la location et la vente (exceptionnelle) de tous biens et droits immobiliers, ainsi que de tous biens et droits pouvant constituer l'accessoire, l'annexe ou le complément des biens et droits immobiliers en question.

La dénomination sociale est : **SCI COMPAYROT**.

Le siège social est fixé à : SAINTE-LIVRADE-SUR-LOT (47110), 2809 route de Lalandette.

La société est constituée pour une durée de 99 années

Le capital social est fixé à la somme de : MILLE EUROS (1 000,00 EUR).

Les apports sont numéraires.

Toutes les cessions de parts, quelle que soit la qualité du ou des cessionnaires, sont soumises à l'agrément préalable à l'unanimité des associés.

Les gérants de la société sont : Monsieur RONGIER Jean-Luc et Madame BOTTACIN Régine son épouse demeurant 2809 route de Lalandette Lieudit Compayrot 47110 SAINTE LIVRADE SUR LOT,

Monsieur RONGIER Valentin demeurant à LONDRES (Royaume Uni) WESTBUSH COURT W12 8HH 130 Goldhawk Road.

La société sera immatriculée au registre national des entreprises et au registre du commerce et des sociétés de AGEN.

Pour avis

Le notaire.

L23VE02433

## MODIFICATIONS



302 Avenue du Gal Leclerc  
47000 AGEN  
05 53 95 43 53

## JEROME MENUISERIE

EUURL au capital de 1 550 €  
Siège social : rue Marcel Pradine  
47220 SAINT NICOLAS DE LA BALERME  
RCS d'AGEN n°832 349 997

En date du 15/11/2022, l'associé unique a décidé le transfert du siège social au 1167 route de Saint Nicolas, 47220 SAINT SIXTE à compter du 15/11/2022.

Pour avis

Pour avis.

L22VE02368

## TRANSFERT DE SIÈGE SOCIAL

Dénomination : **OPCOEX**.

Forme : SAS.

Capital social : 1500 euros.

Siège social : 85 Boulevard DU PRÉSIDENT CARNOT, 47000 AGEN.

898532809 RCS d'AGEN.

Aux termes d'une décision en date du 23 février 2023, le président a décidé, à compter du 1 mars 2023, de transférer le siège social à 26 AVENUE JEAN JAURES, 47000 AGEN.

Mention sera portée au RCS d'AGEN.  
L23VE01699



Société d'expertise Comptable  
Andemos - Cenon - Langon - Mérignac - Portes  
www.a3caudit.com

## SARL P.R.E

SARL au capital de 776 200 €  
Siège social : 17, rue du Coustalou  
47500 FUMEL  
437 506 850 RCS AGEN

Aux termes d'une délibération en date du 9/12/2022, l'AGE des associés de la société à responsabilité limitée SARL P.R.E a décidé de transférer le siège social du 17, rue du Coustalou, 47500 FUMEL au 201 Avenue des Eyquem 33700 MERIGNAC à compter de ce jour, et de modifier en conséquence l'article 1.4 des statuts.

L23VE01826

## Pierre POVEDA

CABINET D'AVOCAT CONSEIL

CENTRE PLUS

9 Rue Camille Desmoulins

66000 PERPIGNAN

## SOCIÉTÉ NOUVELLE RAZOL

SASU au capital de 500.000€  
Siège : Zone industrielle  
47400 FAUILLET  
RCS AGEN N°824 296 966

## FIN DE MANDAT DE COMMISSAIRE AUX COMPTES SUPPLÉANT

Suivant décision en date du 28 Février 2023, il a été pris acte de la fin du mandat de SALUSTRO REYDEL SA 2 avenue Gambetta - Tour Egho PARIS LA DEFENSE CEDEX (92066) Commissaire aux Comptes suppléant et il a été décidé de ne pas pourvoir à son remplacement.

Pour avis

L23VE02363



LEGIGARONNE  
Avocats à la Cour  
Spécialistes en Droit  
des Sociétés en Droit Fiscal  
et Droit Social  
9 rue Pontarique  
47000 Agen

## ILANA

Société d'exercice libéral à responsabilité limitée

Transformée en société d'exercice libéral par actions simplifiée

Au capital de 10 000 euros  
Siège social : 27 rue des Cornières 47000 AGEN

442 626 420 RCS AGEN

## AVIS DE TRANSFORMATION

Aux termes d'une décision en date du 05.01.2023, l'associé unique, statuant dans les conditions prévues par l'article L. 227-3 du Code de commerce, a décidé la transformation de la Société en société d'exercice libéral par actions simplifiée à compter du 01.01.2023, sans création d'un être moral nouveau et a adopté le texte des statuts qui régiront désormais la Société.

La dénomination de la Société, son objet, son siège, sa durée et les dates d'ouverture et de clôture de son exercice social demeurent inchangées.

Le capital social reste fixé à la somme de 10 000 euros.

ADMISSION AUX ASSEMBLÉES ET DROIT DE VOTE : Tout associé peut participer aux assemblées sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions.

Chaque associé a autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

TRANSMISSION DES ACTIONS : entièrement libre, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires.

Monsieur Olivier GAUIN, gérant, a cessé ses fonctions du fait de la transformation de la Société.

Sous sa nouvelle forme de société par actions simplifiée, la Société est dirigée par :

PRESIDENT DE LA SOCIÉTÉ : Monsieur Olivier GAUIN Demeurant lieu-dit Bouheben' 47390 LAYRAC

L23VE02366

4 PLACE DU MARCHÉ  
47200 MARMANDE

## SEC@D'HOME

SASU au capital de 1 000 €  
Siège social : 2 Rue des Frères Hyatt  
47200 MARMANDE  
RCS d'AGEN n°850 697 004

En date du 13/03/2023, le président a décidé le transfert du siège social au 565 Route de Cocumont, 47180 MEILHAN SUR GARONNE à compter du 01/05/2023.

Pour avis  
La Présidente

L23VE02385

## PHARMACIE DU ROND -POINT

SELAS au capital de 1.000.000 €  
Siège social : 11 Place de la Révolution  
- 47300 VILLENEUVE-SUR-LOT  
RCS AGEN 395 226 343

Par décision en date du 28/02/2023, les associés, à l'unanimité, ont décidé de nommer en qualité de Directeur Général de la Société, à compter du 28/02/2023 et pour une durée illimitée, M. Nicolas PASQUIER, demeurant Puycalvary - 47140 DAUSSE

Pour avis,

L23VE02407

## PAULO

SC au capital de 1.000 €  
Siège social : 11 Place de la Révolution  
- 47300 VILLENEUVE-SUR-LOT  
RCS AGEN 518 593 801

Par décision en date du 28/02/2023, les associés, à l'unanimité, ont décidé de nommer en qualité de Cogérant de la Société, à compter du 28/02/2023 et pour une durée illimitée, M. Manuel MIDEKIN, demeurant 16 Rue du Pont 47140 - SAINT-YLVESTRE-SUR-LOT

Pour avis,

L23VE02408

Aux termes d'une délibération en date du 31 octobre 2022, l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés de la Société **CLUB FONCIER D'INVESTISSEMENT**, société par actions simplifiée au capital de 12 000 euros, sise 55 Avenue du Général de Gaulle, 47000 AGEN, et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'AGEN sous le numéro 898 024 856 RCS AGEN, statuant en application de l'article L. 225-248 du Code de commerce, a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la Société.

POUR AVIS

Le Président

L23VE02430



Rue du Cardinal Richaud, 33000  
BORDEAUX

## BOURDIOT SAINT GERMAIN

Société civile d'exploitation agricole  
au capital de 37 800 euros  
Siège social : Bourdiot  
47 310 MONCAUT  
835 230 343 RCS AGEN

Aux termes du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 30/12/2022, la collectivité des associés a pris acte de la démission de Monsieur Bernard MARAVAL de ses fonctions de cogérant à compter du 01/01/2023, et a décidé de ne pas procéder à son remplacement.

Pour avis, La Gérance  
L23VE02436



LEGIGARONNE  
Avocats à la Cour  
Spécialistes en Droit  
des Sociétés en Droit Fiscal  
et Droit Social  
9 rue Pontarique  
47000 Agen

## FM PRIM'47

Société à responsabilité limitée  
au capital de 8 000 euros  
Siège social : 605 Route de Puy Fort  
Eguille 47600 NERAC  
449 401 454 RCS AGEN

Aux termes d'une délibération en date du 16 mars 2023, la collectivité des associés a pris acte de la démission de Mme Isabelle MEYROU de ses fonctions de cogérant à compter de ce jour et a décidé de ne pas procéder à son remplacement.

Pour avis  
La Gérance  
L23VE02439

## OBJET SOCIAL

Dénomination : **LE SEVEN**.  
Forme : SARL au capital de 500 euros.  
Siège social : 32 Rue VOLTAIRE, 47000 AGEN.

918341504 RCS d'Agén.  
Aux termes d'une décision en date du 20 mars 2023, l'associé unique a décidé à compter du 20 mars 2023 d'étendre l'objet social aux activités de : PRESTATION DE SERVICES.

Mention sera portée au RCS d'Agén.  
L23VE02488



LEGIGARONNE  
Avocats à la Cour  
Spécialistes en Droit  
des Sociétés en Droit Fiscal  
et Droit Social  
9 rue Pontarique  
47000 Agen

## ATPM 47

Société par actions simplifiée  
Au capital de 2.000 euros  
Siège social : «LE BILAIN» 47220 ASTAF-FORT  
807 453 717 RCS AGEN

Aux termes d'une délibération en date du 28.02.2023, l'Assemblée Générale Extraordinaire a décidé d'étendre l'objet social aux activités de «construction et aménagement de piscines, courts de tennis, terrains de golf, aménagement extérieur maisons d'habitations, vente de mobilier de jardin et de loisirs, tous travaux de construction, travaux publics, terrasse-

ments, location de matériel. Maçonnerie. Marchand de biens» et de modifier en conséquence l'article 3 des statuts.

Pour avis  
La Gérance  
L23VE02505

## DISSOLUTIONS

### DISSOLUTION ANTICIPÉE

Dénomination : **SCI MANOIR DE PINEL**.

Forme : SC société en liquidation.

Capital social : 1500 euros.

Siège social : Pinel Hauterive, 47380 PINEL HAUTERIVE.

441813276 RCS d'Agén.

Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire en date du 16 septembre 2022, les associés ont décidé la dissolution anticipée de la société à compter du 1 janvier 2022. Monsieur Jeroen KATER, demeurant 967 route de Monclar «Caillaudou» 47380 Montastruc a été nommé liquidateur et lui a conféré les pouvoirs les plus étendus.

Le siège de la liquidation est à l'adresse du liquidateur, adresse où doit être envoyée la correspondance.

Pour avis.  
L23VE02362

### LDM BEAUSSIRE

Société à responsabilité limitée  
au capital de 1 000 euros  
Siège social : 13 Saint Ramont  
47120 St Pierre sur Dropt  
882 049 273 RCS AGEN

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 20 Décembre 2022, il résulte que:

Les associés ont décidé la dissolution anticipée de la Société à compter du 20 Décembre 2022 et sa mise en liquidation.

L'assemblée générale susvisée a nommé comme Liquidateur Monsieur Jonathan Beaussire demeurant 13 Saint Ramont 47 120 St Pierre sur Dropt avec les pouvoirs les plus étendus pour réaliser les opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci.

Le siège de la liquidation est fixé 13 Saint Ramont 47 120 St Pierre sur Dropt, adresse à laquelle toute correspondance devra être envoyée, et, actes et documents relatifs à la liquidation devront être notifiés.

Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du tribunal de commerce d'Agén.

Mention sera faite au RCS : Agén.

Pour avis  
L23VE02502

## CLÔTURES

## In Extenso

Cabinet Husson  
1 rue Marcel Pagnol  
47510 Foulayronnes  
Tél. : 05 53 95 66 35

L'entrepont  
Société Coopérative d'Intérêt Collectif à Responsabilité limitée et à capital variable en liquidation amiable

Siège social et siège de la liquidation :  
3, Rue Séderie  
47 600 NERAC

R.C.S. AGEN 831 827 530 (2017 B 00582)  
SIRET 831 827 530 00013  
Code APE 7490B

L'Assemblée Générale Ordinaire réunie le 27 février 2023 a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé M. Maurice MONNIER, demeurant à NERAC 47 600 6, Rue Dubourg, de son mandat de

liquidateur, donné à ce dernier quitus de sa gestion et constaté la clôture de la liquidation à compter du jour du 31 décembre 2022.

Les comptes de liquidation seront déposés au greffe du Tribunal de commerce d'AGEN, en annexe au Registre du commerce et des sociétés et la société sera radiée dudit registre.

Pour avis,  
Le liquidateur,  
L23VE01336

## MULLER NICOLAS

Société à responsabilité limitée en liquidation  
au capital de 5 000 Euros  
Siège social : 70 rue Richard Cœur de Lion  
47000 AGEN  
Siège de la liquidation : 21 rue Kléber  
47000 AGEN  
811 340 488 RCS AGEN

L'Assemblée générale du 31/08/2020, a approuvé les comptes définitifs de liquidation, déchargé de son mandat de liquidateur monsieur Nicolas MULLER, donné à ce dernier quitus de sa gestion et constaté la clôture de la liquidation à compter du même jour.

Les comptes de liquidation seront déposés au greffe du Tribunal de commerce d'AGEN, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

Pour avis  
Le Liquidateur  
L23VE02337



L'Assemblée Générale Ordinaire de la société **EXPRIMIS**, Société par actions simplifiée en liquidation au capital de 20 000 euros, siège social et de liquidation sis Marché d'intérêt national, 47000 AGEN, immatriculée sous le n°794 414 797 RCS AGEN, réunie le 30 novembre 2022 au siège de liquidation, a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé la SOCIETE AGENAISE DE TRANSPORTS ET D'AFFRETEMENTS ROUTIERS, société par actions simplifiée au capital de 10 000 000 euros ayant son siège social sis Marché d'Intérêt National, 47550 Boé, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés d'AGEN sous le numéro 026 320 093 RCS AGEN, de son mandat de liquidateur, donné à cette dernière quitus de sa gestion et constaté la clôture de la liquidation à compter du jour de ladite assemblée.

Les comptes de liquidation sont déposés au greffe du Tribunal de commerce d'AGEN, en annexe au Registre du commerce et des sociétés et la Société sera radiée dudit registre.

Pour avis  
Le Liquidateur  
L23VE02394

## FONDS DE COMMERCE



LEGIGARONNE  
Avocats à la Cour  
Spécialistes en Droit  
des Sociétés en Droit Fiscal  
et Droit Social  
9 rue Pontarique  
47000 Agen

## VENTE DE FONDS DE COMMERCE

Aux termes d'un acte sous seings privés en date du 28 février 2023, enregistré au SPFE de AGEN le 9 mars 2023, Dossier 2023 00007806 Référence 4704P01 2023 A 00407,

La société **AUTO ECOLE EVOLUTION**, ayant son siège à 47520 LE PASSAGE, 1508, Avenue des Pyrénées, immatriculée 499 458 594 RCS AGEN, a vendu à la SARL **DRIVE**, ayant son siège à 47520 LE PASSAGE, 1508, Avenue des Pyrénées, immatriculée 920 390 382 RCS AGEN,

Un fonds de commerce de «auto-école automobiles, motocyclettes, bateaux, poids lourds, formation», exploité à 47520 LE PASSAGE, 1508, Avenue des Pyrénées, pour l'exploitation duquel le vendeur est immatriculé 499 458 594 RCS AGEN et identifié SIRET 499 458 594 00011, moyennant le prix de DOUZE MILLE Euros (12.000 €).

L'entrée en jouissance a été fixée rétroactivement au 22 novembre 2022.

Les oppositions seront reçues dans les dix jours de la dernière en date des publicités légales auprès de la SELARL d'avocats LEGIGARONNE à 47000 AGEN, 9, rue Pontarique, où domicile a été élu à cet effet.

L23VE02277



JURI-LAWYERS  
CONSULTANTS  
SOCIÉTÉ D'AVOCATS

Marmande - Bordeaux  
Tél. 05 53 76 06 06  
contact@cabinet-jlc.com  
www.cabinet-jlc.com

## CESSIONS DE FONDS DE COMMERCE

Par acte ssp en date du 28/02/2023, enregistré au SIE AGEN le 09/03/2023, dossier 2023 00007959 réf 4704P012023A00409, la SARL **LE MAKI**, Place Centrale, 47500 MONSEMPRON-LIBOS, 504 523 655 RCS AGEN, a vendu à la SARL **LE CANARD A BRETelles**, Place Centrale, 47500 MONSEMPRON-LIBOS, 922 640 099 RCS AGEN, un fonds de commerce bar, brasserie, restaurant, salle de jeux, PMU, vente sédentaire de produits alimentaires biologiques, de produits régionaux et artisanaux, de vins et spiritueux, fabrication de plats cuisinés à emporter, activité de traiteur, sis Place Centrale, 47500 MONSEMPRON-LIBOS, au prix de 170 000 €. Les oppositions seront reçues en la forme légale au plus tard dans les 10 jours de la dernière en date des publications légales, au Cabinet JLC, 52 rue du Docteur Courret, 47200 MARMANDE où domicile est élu.

L23VE02316

Suivant acte SSP du 27 février 2023 enregistré le 15 mars 2023 au SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE ET DE L'ENREGISTREMENT AGEN 1, Dossier 2023 00008566, réf 4704P01 2023 A 00429, la **SAS MARCHÉ D'ICI** au capital de 4.220 euros sise 35 rue du Port 47230 LAVARDAC immatriculée au RCS d'AGEN sous le n°832 351 480 a vendu à la **SAS MDICI** au capital de 1.000 euros sise 47 boulevard de Courcelles 75008 PARIS immatriculée au RCS de PARIS sous le n°949 083 505 Son fonds de commerce de Marketplace sis et exploité 35 rue du Port 47230 LAVARDAC. Cette vente a été consentie au prix de 18.000 Euros, avec entrée en jouissance au 27 février 2023. Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues dans les formes légales dans les dix jours de la publication au BODACC, pour la validité au fonds vendu et pour la correspondance au siège de MDICI, 47 boulevard de Courcelles 75008 PARIS.

L23VE02380

## ADDITIFS RECTIFICATIFS

Rectificatif à l'annonce L23VE00094 parue le 11/01/2023, relatif à la société **ETV INVEST** : il faut lire : «l'associé unique a décidé à compter du 30/12/2022 d'augmenter le capital social de 102 330 € par émission de 102 330 actions nouvelles de 1 € chacune, le portant ainsi de 1 000 € à 103 330 €» AU LIEU DE «l'associé unique a décidé à compter du 30/12/2022 d'augmenter le capital social de 90 960 € par émission de 90 960 actions nouvelles de 1 € chacune, le portant ainsi de 1 000 € à 91 960 €.»

L23VE02440

OUVERTURE D'UNE PROCÉDURE DE  
LIQUIDATION JUDICIAIRE

(Jugement du 15 mars 2023)

**SAS LA PARISIENNE**, 6 Boulevard du Couchant, 47310 Laplume, RCS Greffe d'Agén 807 885 611. Boulangerie et boulangerie-pâtisserie. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 01 Octobre 2022, désignant liquidateur SELARL LMJ prise en la personne de Maître Céline LERAY 9, rue Pontarique - 47000 Agén. Les créances sont à adresser, dans les deux mois de la publication BODACC, auprès du liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce.

2023\_4701\_798

**SARL Charlotte & MOI**, 92 Boulevard du Président Carnot, 47000 Agén, RCS Greffe d'Agén 910 570 720. Commerce de gros (commerce interentreprises) non spécialisé. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 31 Janvier 2023, désignant liquidateur SELARL LMJ prise en la personne de Maître Céline LERAY 9, rue Pontarique - 47000 Agén. Les créances sont à adresser, dans les deux mois de la publication BODACC, auprès du liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce.

2023\_4701\_800

**SARL Steiger Auto Concept**, Lieu-Dit les Chibailles, 47800 Miramont-de-Guyenne, RCS Greffe d'Agén 809 320 724. Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 01 Août 2022, désignant liquidateur SCP Odile STUTZ, représentée par Me Odile STUTZ 74, chemin de Grelot - 47304 Villeneuve-sur-Lot. Les créances sont à adresser, dans les deux mois de la publication BODACC,

auprès du liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce.

2023\_4701\_801

**SARL S.G.E.**, Lieu-Dit la Douze, 47240 Lafox, RCS Greffe d'Agén 418 645 479. Construction de routes et autoroutes. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 01 Mars 2023, désignant liquidateur SELARL LMJ prise en la personne de Maître Céline LERAY 9, rue Pontarique - 47000 Agén. Les créances sont à adresser, dans les deux mois de la publication BODACC, auprès du liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce.

2023\_4701\_802

OUVERTURE D'UNE PROCÉDURE DE  
REDRESSEMENT JUDICIAIRE

(Jugement du 15 mars 2023)

**SARL JORGE CRUZ CONSTRUCTION**, Lieu-Dit Massonau, 47250 Sainte-Gemme-Martailac, RCS Greffe d'Agén 530 243 831. Travaux de maçonnerie générale et gros oeuvre de bâtiment. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 01 Décembre 2022, désignant mandataire judiciaire SCP Odile STUTZ, représentée par Me Odile STUTZ 74, chemin de Grelot - 47304 Villeneuve-sur-Lot. Les créances sont à adresser, dans les deux mois de la publication BODACC, auprès du Mandataire Judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce.

2023\_4701\_799

CONVERSION EN LIQUIDATION  
JUDICIAIRE

(Jugement du 15 mars 2023)

**SARL L'AGRAF**, 20 Rue des Cornières, 47000 Agén, RCS Greffe d'Agén 888 031 358. Activités des sièges sociaux. Jugement prononçant la liquidation judiciaire désignant liquidateur Me Marc Leray 9, rue Pontarique - 47031 Agén.

2023\_4701\_803



Avis est donné de la constitution le 12 mars 2023, pour 99 ans, d'une SARL dénommée « SJCM 64 », au capital de 10 000 € dont le siège social est situé à ARTIX (64170), 27 rue du Touyrot, constituée par apports en numéraires dont l'objet est : l'étude et l'exécution de tous travaux publics ou privés notamment d'étanchéité et de couverture et bardage métallique ; l'achat, le traitement et la pose de construction métallique, et toutes opérations pouvant s'y rattacher. Cogérance : Monsieur Jérôme SOU-CHET, demeurant à ARTIX (64170), 27 rue du Touyrot, et Monsieur Ludovic GELEZ, demeurant à MONEIN (64), 286 chemin de la Baysere. RCS PAU

L23VE02382

In Extenso

SUD ATLANTIQUE  
3 Cours Jardin Public  
64270 Salies-de-Béarn

AVIS DE  
CONSTITUTION

Il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société par Actions Simplifiée

Dénomination :

**LES BATISSEURS REUNIS**

Siège : 2 Chemin du Padu 64270 Salies de Béarn

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés

Capital : 1.000 euros

Objet : Travaux de maçonnerie générale et gros-œuvre de bâtiment.

Exercice du droit de vote : Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

Sous réserve des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

Transmission des actions : La cession des actions de l'associé unique est libre.

Agrément : Les cessions d'actions, à l'exception des cessions aux associés, sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés.

Président : Monsieur Ahmed SLIB, demeurant 110 chemin Royal 64300 Berenx.

La Société sera immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Pau.

L23VE02390



AVIS DE CONSTITUTION

Avis est donné de la constitution d'une Société présentant les caractéristiques suivantes :

DENOMINATION : Traiteur de Bonheur  
FORME : Société à responsabilité limitée

CAPITAL : 5000 euros  
SIEGE SOCIAL : 1685, route de Mazeroles-64170 CESCAU

OBJET : Restauration traditionnelle, service traiteur, bar, salon de thé, vente à emporter

DUREE : 99 années  
GERANCE : Monsieur Arnaud COU-TURIER et Madame Emilie COUTURIER demeurant ensemble 1685, route de Mazeroles-64170 CESCAU  
IMMATRICULATION : au RCS de PAU  
Pour avis

L23VE02426



EXTENCIA  
2, rue Claude Boucher  
CS 70021  
33070 BORDEAUX CEDEX

AVIS DE  
CONSTITUTION

Suivant acte sous-seing privé, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

FORME : SARL à associée unique  
DENOMINATION SOCIALE : VGTIA  
SIEGE SOCIAL : 42 avenue de Verdun, 64200 BIARRITZ

DUREE : 99 années à compter de son immatriculation au RCS

OBJET SOCIAL : exploitation d'un salon de coiffure

CAPITAL SOCIAL : 1 Euro

COGERANCE : Monsieur Tiago AMORIM GREGORIO, demeurant 27 Allées des Ormeaux, 64200 BIARRITZ et ce, sans limitation de durée

IMMATRICULATION : au Registre du Commerce et des Sociétés de BAYONNE  
Pour avis,

L23VE02445

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à Perpignan du 15/03/2023, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme sociale : Société par actions simplifiée unipersonnelle

Dénomination sociale : **WLC CONSULTING**

Siège social : Chemin Ganchou, 64360 MONEIN

Objet social :

- la mise en relation des différents acteurs des milieux économiques afin de favoriser la conclusion de contrats et marchés, la mise en place de relation B to B,

- toutes activités de conseil en matière commerciale et marketing et plus généralement dans tous les domaines pouvant favoriser le développement économique des entreprises,

- Et généralement toutes opérations financières, civiles, mobilières et immobilières pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout autre objet similaire ou connexe, pourvu que ces opérations n'aient pas pour effet d'altérer son caractère civil.

Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés

Capital social : 1000 euros.  
Président : WILCO COMPANY domiciliée Chemin Ganchou, 64360 MONEIN RCS PAU N°949191100

Immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés de PAU

Pour avis

L23VE02449

64. PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

CONSTITUTIONS



NOTAIRE NOUVELLE VAGUE  
Maître Claire NICOLAS-CHABANNES  
Maître Paul-Mathieu CHABANNES  
Notaires Associés



SCP Olivier DARMAILLACQ  
& Philippe DUCASSE  
Notaires Associés  
à Soustons

Aux termes d'un acte reçu par Me Olivier DARMAILLACQ, le 03/03/2023, il a été constitué la Société Civile Immobilière dénommée

**SCI NOGUESBORDE**

Siège social : Montory (64470) Maison Carrère.

Capital : 1.000,00 €

Durée : 99 années

Objet : acquisition, gestion, exploitation par location ou autrement, prise de participation dans toutes sociétés immobilières, obtention de toutes ouvertures de crédit, prêts ou facilités de caisse destinés au financement des acquisitions ou au paiement des coûts d'aménagement, de réfection ou autre.

Gérants : Monsieur Jean-Michel CAPDEVIELLE demeurant à Montory (64470) Maison Carrère.

Madame Aude-Line LABIT épouse de Monsieur Jean-Michel CAPDEVIELLE demeurant à Montory (64470) Maison Carrère.

RCS : Pau

Pour Insertion, Me DARMAILLACQ

L23VE02327

AVIS DE  
CONSTITUTION

Par acte authentique reçu par Me Vincent CHABANNES, notaire à Soorts-Hossegor (Landes) en date du 16 février 2023, est constituée la Société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société à Responsabilité Limitée

Dénomination : **CLAVEROL**

Capital : 1.500 euros

Siège : 62 rue d'Espagne à Bayonne (64100).

Objet : L'exercice de la profession d'architecte et d'urbaniste en particulier de la fonction de maître d'œuvre et toutes missions se rapportant à l'acte de bâtir et à l'aménagement de l'espace.

Durée : 99 années

Gérant : Mme Marianne VERDOUX demeurant 62 rue d'Espagne à Bayonne (64100).

Immatriculation : au RCS de Bayonne.

Pour avis

L23VE02291

ABONNEZ VOUS

LA VIE  
ÉCONOMIQUE  
DU SUD-OUEST

POUR VOTRE  
COMMUNICATION  
PUBLICITAIRE

TÉL. 05 56 52 32 13

publicite@echos-judiciaires.com



## AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous seing privé régularisé par voie de signature électronique le 16 mars 2023, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société par actions simplifiée  
 Dénomination : **MY HOME**  
 Siège : 6, Impasse des Taillades - 64121 SERRES CASTET  
 Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS  
 Capital : 15 000 euros  
 Objet : Acquisition, gestion, location de tous biens immobiliers ; marchand de biens.

Exercice du droit de vote : Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

Sous réserve des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

Agrément : Les cessions d'actions, à l'exception des cessions aux associés, sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés.

Président : M. Yannick ALBERT, demeurant 6, Impasse des Taillades - Chemin Clos de Baix - 64121 SERRES-CASSET.

La Société sera immatriculée au RCS de PAU.

### POUR AVIS

Le Président L23VE02452

## MODIFICATIONS

le 01/01/2023, l'associé unique de la SASU LIVA CORE, 11 RUE ADA BYRON, 64000 PAU, capital 30000 €, 908471303 RCS Pau, transfère le siège au 2 Avenue du président Pierre Angot, 64000 à compter du 01/01/2023. rcs greffe PAU L23VE02214

## LA TONNELLE

Société à Responsabilité Limitée au capital de 15 000 Euros  
 Siège social : Résidence de l'Olivier 28 rue de Socca - 64122 URRUGNE 921 813 259 RCS Bayonne

Par délibération en date du 6 mars 2023, l'Assemblée Générale a décidé de transférer le siège social au 8 avenue des Landes de Gascogne - 33380 MIOS, à compter de ce même jour.

L'article 4 des statuts est modifié en conséquence.

Mention sera faite au RCS de Bayonne et au RCS de Bordeaux.

L23VE02284

**LA VIE ÉCONOMIQUE**  
DU SUD-OUEST

**SERVICE ABONNEMENT**

TÉL. 05 57 14 07 55

abonnement@echos-judiciaires.com



Suite au PVAGE du 14 décembre 2022 et à l'acte de cession de parts reçu par Maître Cédric THOUANEL le 23 décembre 2022, de la société dénommée « OREKA », Société civile de moyens au capital social de 13 720,41 euros, dont le siège est à SAINT JEAN DE LUZ(64500), 9 rue Salagoty, immatriculée au RCS de Bayonne numéro 393 875 802, le nouveau gérant est désormais Mr FRASSIN Olivier, demeurant à MERIGNAC (33700), 15 rue Jules Michelet, en lieu et place de Mme GARCIA-ALEJO Brigitte. Les statuts se sont modifiés en conséquence.

Pour avis  
Le notaire L23VE02471



## AVIS DE CESSIION

Suivant acte sous seing privé en date du 23 février 2023, enregistré au Service de la Publicité Foncière et de l'enregistrement de PAU 1 sous les mentions Dossier 2023 00011874, référence 6404P01 2023 A 00387, la Société « PHARMACIE PRINCIPALE », immatriculée au RCS de PAU sous le numéro 449 664 887, a cédé à la société « PHARMACIE OULD CHHAIBA » SELARL à Associé Unique au capital de 5 000 Euros, RCS PAU 948 471 586, une officine de Pharmacie, exploitée à PAU (64000) 22 Boulevard Alsace Lorraine, avec tous les éléments corporels et incorporels la composant. L'entrée en jouissance a été fixée au 1<sup>er</sup> février 2023. La cession a été consentie et acceptée moyennant le prix de 1 280 000 Euros s'appliquant :

- aux éléments incorporels pour 1 000 000 Euros  
 - aux éléments corporels pour 180 000 Euros

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues au siège social sis à PAU (64000) 22 Boulevard Alsace Lorraine, où il est fait élection de domicile. Elles devront être faites au plus tard dans les dix jours qui suivront la dernière en date des publications légales. La correspondance sera adressée à Maître Patricia ETIENNE, Avocat située 25 Allées Paulmy, 64100 BAYONNE, séquestre amiable du prix du fonds.

Pour insertion L23VE02503

## CLÔTURES

Le 28/02/23 l'associé l'AGE de la SCI MLF, capital 90000€, 6 rue Stanislas Lavigne, 64000 Pau, rcs Pau 804314961 a approuvé les comptes de liquidation, a donné quitus au liquidateur identité du liquidateur et a constaté la clôture des opérations de liquidation au 31/12/22. rad Rcs Pau

L23VE01901

## REGIMES MATRIMONIAUX



DUPOUY & ASSOCIES  
Hossegor - Tarnos (40)  
Biarritz - Bayonne - Pau (64)  
Juillan - Ossun (65)

## CHANGEMENT DE RÉGIME MATRIMONIAL

Suivant acte reçu par Maître Claire BRUMONT, Notaire à Bayonne (Pyrénées Atlantiques), 30 rue Lormand, CRPCEN 64083, le 27 février 2023, a été conclu le changement de régime matrimonial portant adoption du régime de la séparation de bien avec société d'acquêts entre :

Pierre ROUSSARIE, chef d'entreprise, et Sylvie Renée TAPIE, aide administrative, demeurant ensemble à Lescar (64230) 11 rue des Cèpes.

Monsieur est né à Biarritz (64200) le 8 septembre 1980, Madame est née à Lourdes (65100) le 8 avril 1980.

Mariés à la mairie de Lescar (64230) le 2 juillet 2016 sous le régime légal.

Les oppositions pourront être faites dans un délai de trois mois et devront être notifiées par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par acte d'huissier de Justice à Maître Claire BRUMONT notaire à Bayonne, 30 rue Lormand.

En cas d'opposition, les époux peuvent demander l'homologation du changement de régime matrimonial au Tribunal Judiciaire compétent.

Pour insertion, le Notaire L23VE02410

## ADDITIFS RECTIFICATIFS



O CANTINHO PORTUGUES  
Société par Actions Simplifiée  
Au capital de 13750 euros  
Siège social : 46, Boulevard Champetier de Ribes  
64 000 PAU  
827 854 654 RCS PAU  
ADDITIF A L'ANNONCE L23AL00588 DU 15/03/2023  
Il fallait lire  
L'extension de l'objet social aux activités de restauration traditionnelle et traiteur, la suppression de l'activité de restauration rapide et vente à emporter  
Mention sera faite au RCS de PAU  
Pour avis,  
L23VE02279

# 65. HAUTES-PYRÉNÉES

## CONSTITUTIONS

## AVIS DE CONSTITUTION

Avis est donné de la constitution pour une durée de 99 années, d'une société par actions simplifiée unipersonnelle dénommée TAPIE QUENTIN, qui sera immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de TARBES, au capital de 5.000 €, ayant pour objet les activités de boucherie, charcuterie, pâtisserie, traiteur, épicerie fine et vente de produits régionaux, dont le siège social est à BAGNERES DE BIGORRE (65200), 11 bis, avenue des Victimes du 11 juin 1944 et dont le président est Monsieur Quentin TAPIE, demeurant à BAGNERES DE BIGORRE (65200), 41, route du Mesnil. Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives sous réserve de l'inscription en compte de ses actions. Chaque action donne droit à une voix. Les cessions d'actions de l'associé unique s'effectuent librement. Dans l'hypothèse où la société deviendrait pluripersonnelle, toutes cessions d'actions y compris les cessions entre associés seraient soumises à l'agrément préalable de la société donné par l'assemblée générale extraordinaire des associés à la majorité des deux tiers des voix.

L23VE02293



DELPY Cyrille  
45 cours Gouffé  
13006 MARSEILLE

Aux termes d'un acte sous seing privé en date à Escala du 14 mars 2023, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société par Actions Simplifiée

Dénomination : **AUTOS SERVICES DE LA VALLEE**

Siège social : 77 Avenue de la Mongie 65200 POUZAC

Objet : création, l'acquisition, l'exploitation et la gestion, par bail ou autrement, de toute entreprise d'entretien et de réparation de tous véhicules automobiles, cycles et motocycles ; réalisation de toutes opérations d'entretien, de réparation, de mécanique, de pose, de tous produits, matériels, fournitures, accessoires, pneumatiques et pièces détachées concer-

## MODIFICATIONS



## STELLA MATUTINA

SARL au capital de 201 000 euros  
9 rue Massabielle, 65100 LOURDES  
RCS TARBES n° 438 639 692

L'AGO du 01.12.2022 a décidé de nommer en qualité de cogérante, Mme Hélienne BRAGAGNOLO, demeurant 3 A route de Barthes, 65100 LOURDES, pour une durée indéterminée.

Pour avis

L23VE02275

CRÉATEURS D'ENTREPRISES  
POUR ÊTRE BIEN INFORMÉS  
ABONNEZ-VOUS !





SAS BIARRITZ HOSSEGOR  
NOTAIRES  
Notaires associés à BIARRITZ  
(Pyrénées-Atlantiques)  
32 Avenue Foch



SAS BIARRITZ HOSSEGOR  
NOTAIRES  
Notaires associés à BIARRITZ  
(Pyrénées-Atlantiques)  
32 Avenue Foch

## LOCATION-GERANCE

Suivant acte reçu par Maître François CHALVIGNAC, Notaire Associé de la Société par Actions Simplifiée «Biarritz Hossegor Notaires», titulaire d'un Office Notarial à BIARRITZ (Pyrénées-Atlantiques), 32 Avenue Foch et d'un office notarial situé à SOORTS-HOSSEGOR (Landes) 366 avenue du Touring Club, le 10 mars 2023, en cours d'enregistrement au service de la publicité foncière et de l'enregistrement de Bayonne 1

**Monsieur Patrick Joseph Marie AIZPURUA**, demeurant à ARCIZAC-EZ-ANGLES (65100) 4 route de Gez, **Monsieur Jean-Michel Antoine Joseph AIZPURUA**, demeurant à LOURDES (65100) 62 avenue du Maréchal Juin et **Madame Marie-Claude Bernadette BLANCHARD**, demeurant à LOURDES (65100) 33 avenue du Maréchal Juin veuve de Monsieur Angel AIZPURUA MINGO et non remariée

ONT CONFIE, à titre de location-gérance, à :

La Société dénommée **JC**, dont le siège est à LOURDES (65100) 79 boulevard de la Grotte, identifiée au SIREN sous le numéro 948066881 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de TARBES.

Un fonds de commerce de vente au détail d'articles de souvenirs-vente au détail de tous articles religieux et bijouterie religieuse et fantaisie or et argent sis à LOURDES (Hautes-Pyrénées) 79 boulevard de la Grotte pour une durée de 5 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

Toutes les marchandises nécessaires à l'exploitation seront acquises par le gérant et tous les engagements les charges dus à raison de l'exploitation du fonds seront supportés par le gérant, le tout de manière que le bailleur ne puisse être ni inquiété ni recherché à ce sujet.

Pour unique insertion

Le notaire.

L23VE02507

# LA VIE ÉCONOMIQUE

DU SUD-OUEST

## HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS ÉCONOMIQUES

Édité par COMPO-ECHOS  
SARL au capital de 50 000 €  
Siège social : 108 rue Fondaudège  
CS 71900 - 33081 Bordeaux Cedex  
SIRET 353 502 644 00019

Directeur de la publication : Guillaume **LALAU**  
Directeur délégué : Nicolas **THOMASSET**  
Directeur des rédactions : Vincent **ROUSSET**  
Direction artistique : David **PEYS**

Maquettistes : Sarah **ALBERT**,  
Noëlle **SANZ** & Raphaëlle **MOURET**

Secrétaire général des rédactions : Michel **CASSE**  
Rédaction : Nathalie **VALLEZ**, Jennifer **WUNSCH**,  
Chantal **BOSSY**, Suzanne **BOIREAU-TARTARAT**,  
Nelly **BETAÏLLE**, Jonathan **BITEAU**,  
Matthieu **DAL'ZOVO**, Eustelle **LOUSTALET-TURON**,  
Vincent **BIARD**, Hermance **HITTE**  
& Marie-Amélie **HUSSON**

Responsable Organisation et Systèmes  
d'Information : Ophélie **BROUTTIER**

Chargée de Webmarketing  
et Community Manager : Cyrielle **MORFEA**

Assistante communication digitale :  
Magalie **RICCETTI**

Responsable annonces légales :  
Emmanuelle **GESLAIN**

Direction financière et administrative :  
Katia **DE STEFANO**

Responsable comptable :  
Florence **MANOEUVRIER**

Service abonnement : Catherine **DEPETRIS**

Service comptabilité : Élodie **VIGNEAU**

Service commercial annonces légales :  
Christophe **CLERTEAU**

## PUBLICITÉ

Tél. 05 56 52 32 13  
publicite@echos-judiciaires.com

Dépôt légal à parution Hebdomadaire  
Parution le mercredi

Impression : **ROTIMPRES**  
Carrer del Pla de l'Estany, sn,  
17181 Aiguaviva, Girona, Espagne

Routage : **SUD MAILING**

Commission paritaire  
n° 1027182705

ISSN 2729-0034

Prix unitaire : 1,80 €

Abonnement 1 an : 55 €

Membre RésoHebdoEco



# LA VIE ÉCONOMIQUE

DU SUD-OUEST



SE CHARGE DE VOS  
**APPELS D'OFFRES &  
AVIS D'ENQUÊTE**

WWW.VIE-ECONOMIQUE.COM

# Bonus-malus des cotisations d'assurance chômage

Les paramètres d'application du bonus-malus des cotisations d'assurance chômage pour la période de septembre 2023 à août 2024 viennent d'être définis.

**L**e dispositif de bonus-malus permet de moduler le taux de la cotisation patronale d'assurance chômage en fonction du taux de séparation constaté dans l'entreprise (rapport entre le nombre de fins de contrats de travail imputables à l'entreprise et son effectif).

Le taux peut ainsi varier entre 3 % et 5,05 %, contre 4,05 % normalement.

Ce dispositif concerne les entreprises d'au moins 11 salariés des secteurs d'activité recourant le plus aux contrats courts et dans lesquels le taux de séparation est supérieur à 150 %.

La première période de modulation des cotisations d'assurance chômage court de septembre 2022 à août 2023.

Un décret vient de définir les paramètres du bonus-malus pour la seconde période, de septembre 2023 à août 2024 (appréciation de l'effectif et du nombre de fins de contrats).

Les secteurs concernés sont identiques à ceux de la première période, le taux de séparation supérieur à 150 % étant défini de janvier 2017 à décembre 2019 :

- fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac ;
- production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution ;
- autres activités spécialisées, scientifiques et techniques ;
- hébergement et restauration ;
- transports et entreposage ;
- fabrication de produits en caoutchouc et en plastique ainsi que d'autres produits minéraux non métalliques ;
- travail du bois, industries du papier et imprimerie.

Toutefois, les activités particulièrement affectées par la crise sanitaire (secteur S1) et qui ont été dispensées de bonus-malus pour la première période, sont concernées par la seconde période.

Pour la deuxième période, l'effectif minimum de 11 salariés s'apprécie en fonction du nombre moyen de salariés au cours de chacun des mois de juillet 2022 à juin 2023 et, pour atténuer les effets d'un franchissement du seuil, de l'effectif annuel moyen en 2019, 2020, 2021 et 2022.

Le bonus-malus tiendra compte du nombre de fins de contrats imputables à l'entreprise par rapport à l'effectif, sur la période de juillet 2022 à juin 2023. ■

Référence  
Décret 2023-33 du 26 janvier 2023

INDICE DES LOYERS COMMERCIAUX		
	EN NIVEAU	ÉVOLUTION ANNUELLE EN %
2021 T2	118,41	+ 2,59 %
2021 T3	119,7	+ 3,46 %
2021 T4	118,59	+ 2,42 %
2022 T1	120,61	+ 3,32 %
2022 T2	123,65	+ 4,43 %
2022 T3	126,13	+ 5,37 %

source : INSEE

Selon la Loi 2014-626 du 18 juin 2014 (article 9) qui modifie l'article L145-34 du Code de commerce, deux indices peuvent être utilisés pour la révision des baux commerciaux :

- l'indice des loyers commerciaux pour les activités commerciales ou artisanales ;

- l'indice des loyers des activités tertiaires pour les activités autres que commerciales.

SÉCURITÉ SOCIALE PLAFOND MENSUEL	
<b>2023 : 3 666 €</b>	
Le nouveau montant du plafond est valable toute l'année, le gouvernement ayant décidé de fixer désormais un seul plafond par an (43 992 €)	

BARÈME KILOMÉTRIQUE 2022			
VOITURES PUISSANCE FISCALE	DISTANCE PARCOURUE À TITRE PROFESSIONNEL		
	JUSQU'À 5 000 KM	DE 5 001 À 20 000 KM	AU-DELÀ DE 20 000 KM
3 CV	d x 0,502	(d x 0,3) + 1 007 €	d x 0,35
4 CV	d x 0,575	(d x 0,323) + 1 262 €	d x 0,387
5 CV	d x 0,603	(d x 0,339) + 1 320 €	d x 0,405
6 CV	d x 0,631	(d x 0,355) + 1 382 €	d x 0,425
7 CV et plus	d x 0,661	(d x 0,374) + 1 435 €	d x 0,446
VÉLO-MOTEUR	DISTANCE PARCOURUE À TITRE PROFESSIONNEL		
CYLINDRÉE	JUSQU'À 2 000 CM <sup>3</sup>	DE 2 001 À 5 000 CM <sup>3</sup>	AU-DELÀ DE 5 000 CM <sup>3</sup>
moins de 50 cm <sup>3</sup>	d x 0,272	(d x 0,064) + 416 €	d x 0,147
MOTOS	DISTANCE PARCOURUE À TITRE PROFESSIONNEL		
PUISSANCE	JUSQU'À 3 000 CM <sup>3</sup>	DE 3 001 À 6 000 CM <sup>3</sup>	AU-DELÀ DE 6 000 CM <sup>3</sup>
1 ou 2 CV	d x 0,341	(d x 0,085) + 768 €	d x 0,213
3, 4 ou 5 CV	d x 0,404	(d x 0,071) + 999 €	d x 0,237
plus de 5 CV	d x 0,523	(d x 0,068) + 1 365 €	d x 0,295

INDICE DES PRIX (BASE 100 EN 2015 À PARTIR DE 2016) CE CHANGEMENT DE BASE N'AFFECTE EN RIEN LE NIVEAU DE L'INDICE ET SON ÉVOLUTION			
	JANVIER 2022	JANVIER 2023	AUGMENTATION SUR UN AN
INDICE D'ENSEMBLE	108,12	114,60	+ 6 %
INDICE HORS TABAC	107,30	113,86	+ 6,1 %
INDICE DE RÉFÉRENCE DES LOYERS - IRL			
TRIMESTRE DE RÉFÉRENCE	IRL DES LOYERS		VARIATION ANNUELLE EN %
2 <sup>e</sup> TRIMESTRE 2022	135,84		+ 3,6 %
3 <sup>e</sup> TRIMESTRE 2022	136,27		+ 3,49 %
4 <sup>e</sup> TRIMESTRE 2022	13,26		+ 3,5 %
SMIC			
HORAIRE	MENSUEL (35 H)		
11,27 €	1 709,28 €		

# TENDANCES BOURSE



**SÉBASTIEN  
HÉNIN**

Directeur de la Gestion Privée  
Alienor Capital

INDICES ACTIONS							
	Dernier cours	Variation depuis			Extrêmes 2023		Pays
		1 mois	le 31/12	1 an	+ haut	+ bas	
<b>CAC 40</b>	7 141,57	-1,0%	10,3%	12,1%	7 373,21	6 594,57	France
<b>SBF 120</b>	5 468,48	-1,1%	10,0%	10,7%	5 649,72	5 063,88	France
<b>EURO STOXX 50</b>	4 179,47	-1,4%	10,2%	11,7%	4 313,78	3 856,09	Europe
<b>S&amp;P 500</b>	3 920,18	-5,2%	2,1%	-6,1%	4 179,76	3 808,10	USA
<b>NASDAQ 100</b>	12 184,27	-3,2%	11,4%	-6,6%	12 803,14	10 741,22	USA
<b>FOOTSIE 100</b>	7 637,11	-4,0%	2,5%	6,2%	8 014,31	7 451,74	Royaume-Uni
<b>DAX 30</b>	15 232,83	-1,0%	9,4%	9,4%	15 653,58	14 069,26	Allemagne
<b>SMI</b>	10 716,72	-4,6%	-0,1%	-8,2%	11 435,99	10 632,05	Suisse
<b>NIKKEI</b>	27 222,04	-1,4%	4,3%	7,6%	28 623,15	25 716,86	Japon
<b>SSE COMPOSITE</b>	3 245,31	-1,5%	5,1%	0,7%	3 328,39	3 089,26	Chine

VALEURS RÉGIONALES							
	Dernier cours	Variation depuis			Extrêmes 2023		Rendement 2022
		1 mois	le 31/12	1 an	+ haut	+ bas	
<b>AELIS FARMA</b>	14,16	-0,4%	4,6%	4,9%	14,28	13,54	-
<b>AIR MARINE</b>	1,07	0,0%	0,0%	-10,8%	1,07	1,07	-
<b>ASHLER ET MANSON</b>	4,00	-2,4%	-11,9%	77,4%	4,58	4,00	0,7%
<b>BLUE SHARK PS</b>	3,78	0,0%	0,0%	N/A	3,78	3,78	-
<b>CERINNOV GROUP</b>	1,97	31,7%	73,1%	53,9%	2,32	1,12	-
<b>CHEOPS TECHNOLOGY</b>	66,00	-0,8%	12,8%	-1,0%	66,50	54,00	2,2%
<b>DOCK.PETR.AMBES AM</b>	482,00	3,0%	1,7%	12,3%	490,00	458,00	6,8%
<b>EAUX DE ROYAN</b>	82,50	-0,6%	0,0%	-2,3%	83,00	77,00	7,8%
<b>EUROPLASMA</b>	1,50	1,4%	114,0%	-99,6%	2,38	0,32	-
<b>FERMENTALG</b>	1,51	-1,0%	-0,6%	-35,7%	1,66	1,50	-
<b>GASCOGNE</b>	4,20	-3,4%	-6,0%	35,5%	4,48	4,02	-
<b>GPE BERKEM</b>	6,70	14,9%	38,4%	-19,7%	7,12	4,95	0,9%
<b>GPE PAROT (AUTO)</b>	2,10	-4,1%	-1,9%	5,8%	2,21	1,87	-
<b>HYDROGENE DE FRANCE</b>	19,98	-7,5%	-4,4%	-35,1%	22,70	19,74	-
<b>HUNYVERS</b>	13,30	-8,0%	12,2%	12,0%	14,85	11,90	-
<b>I.CERAM</b>	9,26	-15,0%	-9,2%	-17,4%	13,95	9,26	-
<b>I2S</b>	5,95	-3,3%	-2,5%	13,4%	6,30	5,85	2,4%
<b>IMMERSION</b>	3,53	-16,0%	37,9%	-24,2%	4,60	2,75	-
<b>IMPLANET</b>	0,18	-4,6%	5,0%	-40,4%	0,19	0,17	-
<b>KLARSEN DATA</b>	2,28	49,7%	47,7%	4,4%	2,37	1,47	-
<b>LECTRA</b>	34,85	-8,4%	-1,0%	-9,8%	40,70	33,55	1,4%
<b>LEGRAND</b>	86,54	-0,7%	15,7%	2,4%	89,52	75,22	2,2%
<b>MULTIMICROCLOUD</b>	0,35	-12,9%	-12,5%	N/A	0,44	0,35	-
<b>O SORBET D'AMOUR</b>	1,46	0,0%	20,7%	-26,6%	1,99	1,20	-
<b>OENEO</b>	15,15	3,1%	8,2%	13,3%	15,50	13,90	2,0%
<b>POUJOLAT</b>	27,80	-7,3%	0,0%	50,9%	32,60	27,60	0,8%
<b>SERMA TECH.</b>	430,00	0,0%	0,0%	9,7%	430,00	428,00	3,4%
<b>UV GERMI</b>	3,89	13,1%	17,9%	-10,6%	4,20	3,40	-
<b>VALBIOTIS</b>	4,28	8,6%	18,9%	-14,4%	4,44	3,59	-



**GESTION PRIVÉE, GRANDS MANDATS  
ET GESTION DE FONDS**

18 allées d'Orléans, 33000 Bordeaux – Tel : **05 56 81 17 22**  
www.alienorcapital.com

Sources : Euronext, Banque de France, CPoR

« Les renseignements inclus au présent avis ne constituent en aucune sorte une offre, sollicitation ou recommandation d'achat ou de vente, de placement ou d'engagement dans toute autre transaction. Aucune information contenue ou à laquelle il est fait référence dans cet avis ne peut être considérée comme créatrice de droits ou d'obligations. »

# Cazeneuve Château royal !

Après un hiver marqué par le tournage pendant 2 mois d'une série TV pour France 2, le château royal de Cazeneuve à Préchac (Gironde) ouvre à nouveau ses portes à partir du week-end de Pâques. Un voyage dans le temps utile.

## ÉVÉNEMENTS EXCEPTIONNELS

Le 15 avril aura lieu un événement exceptionnel au château de Cazeneuve qui

Par Vincent ROUSSET

**E**n Gironde, le château royal de Cazeneuve, situé sur la commune de Préchac, est l'une des anciennes résidences des rois de Navarre. Datant du XI<sup>e</sup> siècle, il a été totalement reconstruit 600 ans plus tard, au XVII<sup>e</sup> siècle. Classé monument historique en 1965, il appartient à la famille de Sabran-Pontevès, qui a toujours vécu entre ses murs. Dans le château, seules deux chambres - celle des parents et celle des enfants - ainsi qu'un salon sont privés. Les autres sont régulièrement investies par des visiteurs, curieux de découvrir cette partie de l'Histoire de France. Il faut dire que financée par les visiteurs, la restauration du château et du parc, qui fait 40 hectares, est ininterrompue depuis trois décennies. Pour attirer le maximum de visiteurs, le propriétaire a même fait construire une tour avec ascenseur pour les personnes à mobilité réduite.

## TRAVAUX D'ENTRETIEN

Après un hiver bien occupé (tournage pendant 2 mois d'une série TV pour France 2, *Filles du feu*, et la réalisation de travaux d'entretien), le château royal de Cazeneuve ouvre à nouveau ses portes à partir du week-end de Pâques (8, 9, 10 avril) entre 14 h et 17 h 15 (heure de départ de la dernière visite guidée) et dès 11 h pour le parc. Le château sera ensuite ouvert tous les week-ends et jours fériés jusqu'au 1<sup>er</sup> juin aux mêmes horaires.

connaîtra un voyage dans le temps au XVI<sup>e</sup> siècle avec robes à corsage, dentelles et vertugadins pour ces mesdames et pourpoints avec hauts-de-chausses pour ces messieurs !

Le temps d'une journée, l'association toulousaine *Historia Tempori* investit le château. Ces passionnés de costumes d'époque et de reconstitution historique proposent une après-midi digne d'un film d'époque. Entre 14 h et 16 h : plusieurs démonstrations de danses se tiendront dans la cour d'honneur du château (pavanes et branles) et déambulations dans les parties libres du château (cour basse, chemin de ronde, chapelle). À 16 h 15 se déroulera un défilé de mode Renaissance, suivie d'une promenade dans le parc par l'association. ■

## BILLET TOUT INCLUS

Le château sera ouvert en semaine pendant les vacances scolaires : mardi 11, mercredi 12, lundi 17, mardi 18, mercredi 19 avril : 2 visites guidées à 14 h 30 et à 15 h 45 (sans réservation).

**Billet tout inclus** : visite guidée des appartements royaux meublés d'époque, visites libres de la partie XIII<sup>e</sup> et le parc :

Adulte : 12,50 €

Étudiant et 12-25 ans : 11 €

Enfant (5-11ans) : 7 €

